

**AVRIL 2018 - AVRIL 2019**  
**UN AN DE LUTTE À DIJON**



**DIJONCTER**

# E R I A I M M O S

" Sélection, piège à con " Manif', occup' et blocage contre la réforme universitaire Vidal . . . . .	4
Interview à chaud des occupant·es de la salle Diego Maradona	5
Communiqué des étudiant·es et professeur·es ayant bloqué le bâtiment Droit-Lettres	9
<b>Bastion Social, Génération Identitaire . . . . .</b>	<b>10</b>
Qu'est ce que Bastion Social	11
Avallon, 200 manifestant·es contre les (neo) fascistes de Bastion Social	12
Qu'est-ce que Génération Identitaire?	13
<b>L'Exil à Dijon : Du XXL à la CPAM . . . . .</b>	<b>14</b>
Interview d'Idriss, expulsé du XXL	15
La vie aux Tanneries, et puis quoi ?	16
En Côte-d'Or, des régularisations sont bloquées pour un mot de travers	18
Quand la préfecture passe en force	20
Les migrants expulsés déposent plainte contre le procureur et le préfet	21
Ouverture d'une maison à Chenôve	22
<b>À bout de Ressources . . . . .</b>	<b>24</b>
<b>Gilets Jaunes . . . . .</b>	<b>28</b>
Acte I - Chantage vert, colère noire, Gilets Jaunes	29
Les Gilets Jaunes squattent l'accès à l'A39	30
Contre Macron et ses taxes, contre la tyrannie de la bagnole	31
Bataille dans l'inconnu	32
Acte II - Lacrymos et barricades	34
Acte III - L'assaut de la Préfecture	36
Les Lycées sont dans la rue	38
Gilet Jaune, avenir radieux	42
Acte IV – Brouillard et possibles	44
Sortir de la réserve	46
À propos des enculés	47
Tout de jaune vêtu !	48
Acte V – Le débordement tranquille	50
Acte VI – Pour Noël, joyeux bordel !	52
Chronologie hivernale des samedis dijonnais	54
Entretien avec des Gilets Jaunes autour de la soupe des samedis	60
<b>Le Quartier des Lentillères face à la politique de la ville . . . . .</b>	<b>62</b>
<b>Rencontre avec le Queer de Gang Reine . . . . .</b>	<b>70</b>
<b>Circuit Dijon-Prenois . . . . .</b>	<b>78</b>
Que se passe-t-il exactement au circuit de Dijon-Prenois ?	79
Extrait de « Genèse et Obsolescence des circuits automobiles »	80
<b>Errance Urbaine . . . . .</b>	<b>82</b>
<b>Dijoncter.info, qu'est-ce que c'est ? . . . . .</b>	<b>86</b>

## Un an de luttes à Dijon

### Un an...

Il y a un an paraissaient les premiers articles de Dijoncter. Des infos sur le mouvement à la fac, des tutos pour utiliser internet de façon sécurisée, des articles sur la situation à Notre-Dame-des-Landes... Depuis, près de 1000 ont suivi. Communiqués d'organisations syndicales, textes d'analyses sur l'urbanisme ou la politique migratoire en Côte-d'Or, récits de manif', chroniques littéraires ou photographiques, annonces d'évènements, témoignages... Certains n'ont été lus que par une poignée de personnes, d'autres par plus de 25 000 internautes en France et même - n'en rougissent pas - dans le monde. Certains sont passés inaperçus, quand d'autres ont porté le débat jusque dans les bureaux des administrations régionales. Tous reflètent cette ambition que nous nous sommes données en lançant, à quelques-un·es, ce journal en ligne : permettre aux luttes sociales, écologiques, et émancipatrices locales de trouver un écho qu'elles n'ont pas dans la presse mainstream, et donner des outils communs à des luttes qui, le reste du temps, ont du mal à se rencontrer.

### Un an...

Il y a un an, il paraissait encore inimaginable qu'en France, des policiers obligent des lycéen·nes à se tenir agenouillé·es les mains derrière la tête pendant plusieurs heures en les filmant comme des trophées de chasse. Il paraissait inimaginable de voir 1200 personnes se faire mettre en garde-à-vue préventivement avant une manifestation. Il paraissait inimaginable de voir une personne se faire arrêter au pied de son immeuble et se faire accuser de constituer à elle seule une "association de malfaiteurs" sous prétexte qu'elle possède un pass facteur. Il paraissait inimaginable que des adolescents soient perquisitonnés chez eux par des policiers en armes pour avoir tagué "Macron démission" sur leur lycée.

Mais il y a un an, l'hégémonie macronienne semblait inaltérable, elle qui pouvait se permettre d'attaquer sur tous les fronts, et d'écraser les plus combatifs d'entre eux : universités, ZAD, cheminots... Il devenait de plus en plus difficile d'imaginer une force capable de renverser la vapeur, d'imaginer comment mettre un coup d'arrêt à la startupisation de nos vies. Il n'était pas encore possible d'imaginer que dans les mois à venir, tout un peuple de galérien·nes allait zadifier la France en occupant les rond-points périurbains pendant plusieurs semaines. Il n'était pas encore imaginable que l'Élysée allait devoir se barricader, et se tenir prête à une évacuation d'urgence. Il n'était pas encore imaginable qu'un ministère soit attaqué à coup de transpalette. Il n'était pas encore imaginable qu'un mouvement dont la dernière manif' vient d'apporter la lutte des classes au milieu des fastes des Champs Élysées puisse garder le soutien de la moitié des français·es.

### Un an...

En un an, Dijon et la Bourgogne ont connu en condensé les soubresauts de la politique nationale. Du printemps social, avec ses luttes et ses échecs dans les facs, dans les gares, et dans les rues, à la déferlante des Gilets Jaunes, qui ont porté la conflictualité sociale sous les fenêtres du pouvoir. Du soutien à des exilés toujours plus malmenés par le législateur et l'intransigeance préfectorale, à la lutte contre les groupuscules fascistes, toujours à l'affût de colères populaires à instrumentaliser.

Avec cette première édition papier (parce qu'on espère bien qu'il y en aura d'autres !) nous avons voulu retracer le fil de ces 12 mois de luttes dans l'agglomération dijonnaise et ses alentours. Avec l'ambition de donner un écho aux luttes locales et de tisser des liens entre des univers trop souvent cloisonnés : syndicalisme, aide aux personnes migrantes, écologie, antifascisme, squats, etc. Avec, aussi, le désir de garder une trace écrite, physique, de ces luttes telles qu'elles se racontent elles-mêmes. Avec, enfin, l'envie de diffuser des imaginaires désirables, et de rendre ces luttes rejoignables.

**En espérant que cette lecture vous donnera envie de vous organiser et de lutter...**

... bonne lecture, et à bientôt sur [dijoncter.info](http://dijoncter.info) !

Le collectif d'animation de [Dijoncter](http://dijoncter.info)



# " SÉLECTION, PIÈGE À CON "

## Manifestation, occupation et blocage contre la réforme universitaire Vidal

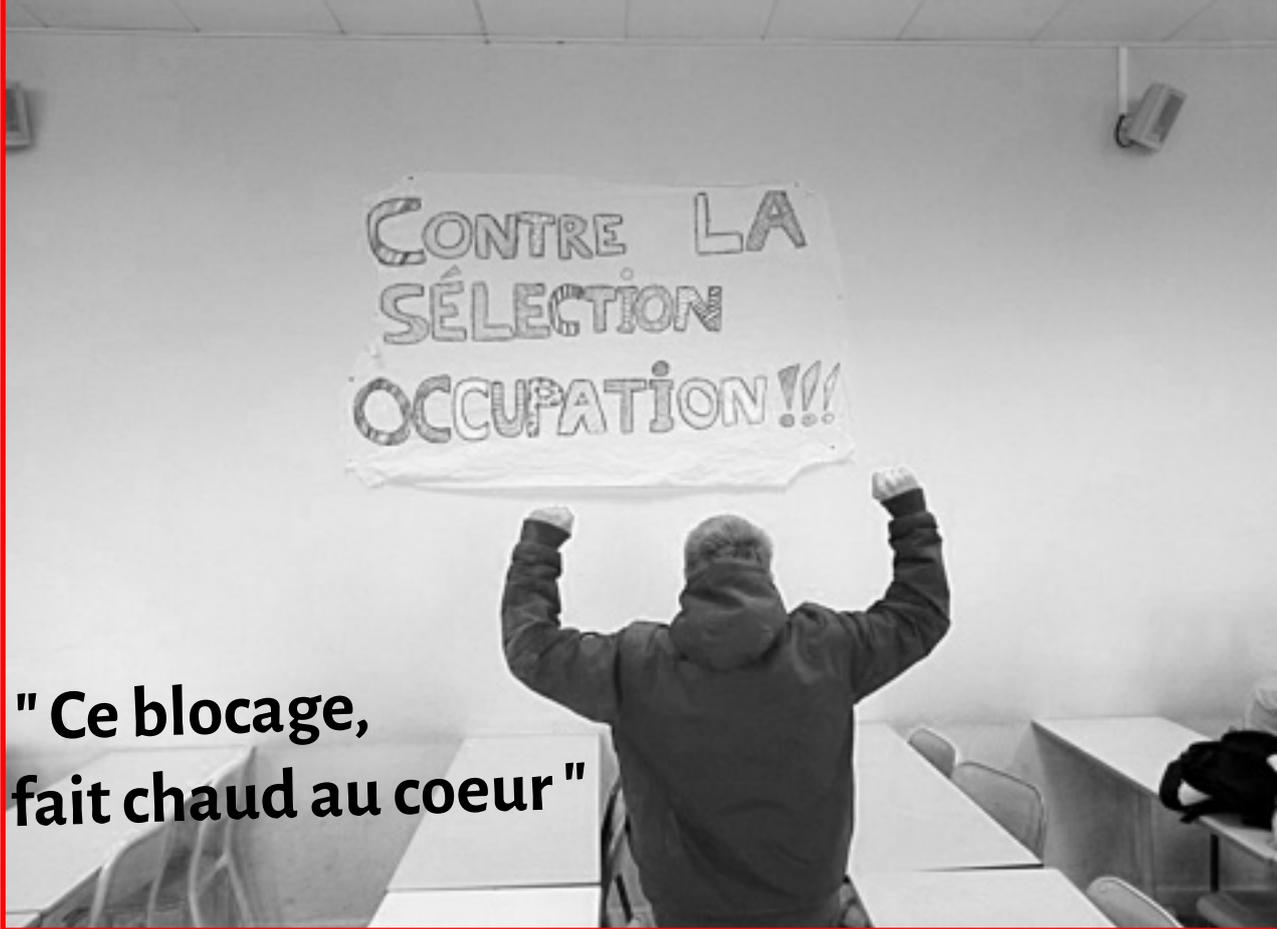
Le 30 octobre 2017, le gouvernement annonce la mise en oeuvre prochaine d'un "Plan Étudiant". Celui-ci se concrétise par la loi Orientation et réussite des étudiants (ORE), dite "loi Vidal", qui passe en première lecture le 19 décembre 2017, puis est définitivement adoptée le jeudi 15 février par les votes conjoints du Sénat et de l'Assemblée Nationale. Dans les lycées et les universités, un mouvement de protestation se met en place contre cette loi dont la principale mesure est, sous prétexte de supprimer le système du tirage au sort, de généraliser la sélection à l'entrée à l'Université.

Dès le mois de février, des universités sont occupées, notamment à Toulouse et à Bordeaux où des assemblées générales réunissent des milliers d'étudiant·es. Le mouvement a cependant du mal à prendre dans le reste du pays, mais la répression et les attaques de groupuscules fascistes vont lui donner une nouvelle impulsion. On retiendra notamment l'évacuation violente par les CRS de l'amphithéâtre Victoire à Bordeaux, et surtout l'attaque par un groupe de nervis d'extrême-droite (avec l'accord officiel du président de la fac) des occupant·es d'un amphi de la fac de Montpellier, pendant la nuit du 22 au 23 mars.

À Dijon, la mobilisation suit une trajectoire similaire. Après un début de mobilisation difficile, le mouvement prend son envol le 16 mars suite à l'intervention violente d'une brigade de police nationale dans les couloirs du bâtiment droit-lettres, où des étudiant·es et personnel·les de la fac protestaient contre la venue de la ministre de l'Enseignement Frédérique Vidal. Deux semaines plus tard, le 28 mars, une manifestation a lieu sur le campus contre les interventions de la police et de groupes fascistes sur les campus. Elle débouche sur l'occupation pendant plusieurs heures de la maison de l'Université, siège de l'administration et de la direction de l'Université. Le lendemain, les salles 201 et 202 du bâtiment Droit-Lettres sont occupées, et renommée respectivement "salle Diego Maradona" et "salle Élise Lucet". Après une semaine de tractage, les occupant·es tentent un coup de poker le matin du 4 avril en bloquant les entrées du bâtiment Droit-Lettres. L'intervention d'étudiants en droit épaulés par les vigiles de la fac et incités par le doyen met en échec le blocage. Quelques heures après cette défaite, des étudiants mobilisés reviennent sur ces bouleversantes journées d'occupation.

Interview à chaud des occupant-es de la  
salle Diego Maradona, le 4 avril 2018

## " Ce blocage, ça m'a fait chaud au coeur "



CONTRE LA  
SÉLECTION  
OCCUPATION!!!

### Dijoncter : Comment ça a commencé tout ça ?

**Marco** : Y'a eu un rassemblement sur la fac pour réagir à l'expulsion violente de l'occupation de Montpellier, et au fait que des gens s'étaient fait courser par les flics sur le campus de Dijon au moment de la venue de Vidal. Le rassemblement s'est transformé en occupation de la maison de l'université. On s'est retrouvé-es le lendemain pour tracter. À ce moment-là on a fait une AG et on a décidé d'occuper une salle. Depuis, on a passé pas mal de temps à fabriquer des tracts et des affiches contre la loi Vidal, à les distribuer dans la fac et à discuter entre nous. Moi perso c'est la première fois que je m'engage dans un mouvement "politique". J'aime pas trop ce mot parce qu'il évoque une certaine tradition d'un pouvoir vertical, alors qu'ici on fait pas de la politique comme un maire ou un président. Faire de la politique ici, c'est expérimenter le vivre ensemble parce que mine de rien pour ceux qui sont là depuis une semaine c'est déjà une putain d'expérience. Une expérience de prise de décision collective et d'action collective, voir comment c'est compliqué ! C'est pour ça aussi qu'on occupe cette salle, c'est pour nous donner un lieu pour construire quelque chose ensemble pour avancer.

**Raphaëlle** : Dans l'occupation, c'est incroyable tout le maillage de liens qui se crée ! Et c'est le plus important, le fait de partager toutes ces choses avec des gens, de se rassembler et de tendre vers quelque chose ensemble. On peut avoir des sensibilités vachement différentes mais ici on trouve les moyens de se mettre d'accord et

d'apprendre les uns des autres. On fait venir des gens, on leur demande de nous expliquer ce qui s'est passé ces dernières années, ils nous racontent des choses sur d'autres luttes, sur les dernières expériences d'occupation, sur ce que c'est que de bloquer une fac...

### Le blocage de ce matin, ça vous paraissait évident ?

**Marco** : Non, parce que c'est assez radical, je sais pas si ça fait plaisir à beaucoup de monde de bloquer une fac, moi en soi ça me fait pas super plaisir. Mais tous les autres moyens d'actions (manif, tract,...) qui visaient à sensibiliser ont pas trop marché, du coup on avait besoin de faire parler de nous et d'interroger les étudiants sur quelle université ils veulent, et comment rejoindre la lutte.

**Avril** : Si vous voulez, nous c'est la première fois qu'on vient à une assemblée, on était pas au courant du blocage et on peut vous donner un point de vue extérieur.

**Marco** : Qu'est-ce que vous en pensez alors ?

**Bérénice** : Moi franchement le fait que vous bloquez ça me dérange pas. C'est sûr qu'on peut trouver ça chiant de pas pouvoir entrer mais c'est pour nous défendre nous et les autres générations, y'en a qui pensent qu'à eux et leur partiels...

**Avril** : Nous aussi on a nos partiels, c'est sûr que c'est pas forcément le meilleur moment pour nous, mais on s'en fout un peu.

**Raphaëlle** : De toutes façons c'est jamais le bon moment pour les mouvements, à un moment faut bouger et c'est tout.

**Avril** : Quand on est arrivées ce matin, on a vu les étudiants en droit qui enlevaient les chaises, qui débloquent la fac. On était dégoûtées. Quand j'ai vu tout le monde crier et enlever tout, j'ai halluciné.

**Bérénice** : Nous notre prof a annulé nos cours, et au final on est plus emmerdées par la levée du blocage...

### Qui est-ce qui a débloquent la fac ?

**Raphaëlle** : C'est les étudiants en droit. C'est ce qui se dit en tout cas. Y'a pas mal d'étudiants que des potes ont reconnu. Le droit, c'est une filière très sélective, ils sont plutôt abrutis par le mythe méritocratique.

**Bérénice** : On a vu un prof défoncer une porte pour rentrer et faire son cours. Il est monté sur la passerelle avec ses étudiant-es et il a défoncé une porte pour entrer, franchement on a halluciné.

**Raphaëlle** : C'est un peu décourageant mais mine de rien, y'a aussi pas mal d'étudiants qui ont eu des « tilts » quand on leur a parlé, qui se sont dit "ouah ça bouge enfin à Dijon". Et là on apparaît sur les cartes des facs en lutte. Faut pas voir nos actions à l'échelle locale, il faut se dire que sur le côté national, on fait partie de la vingtaine de fac qui se sont bougées aujourd'hui.

### C'est important pour vous de faire partie de cette cartographie de lutte ?

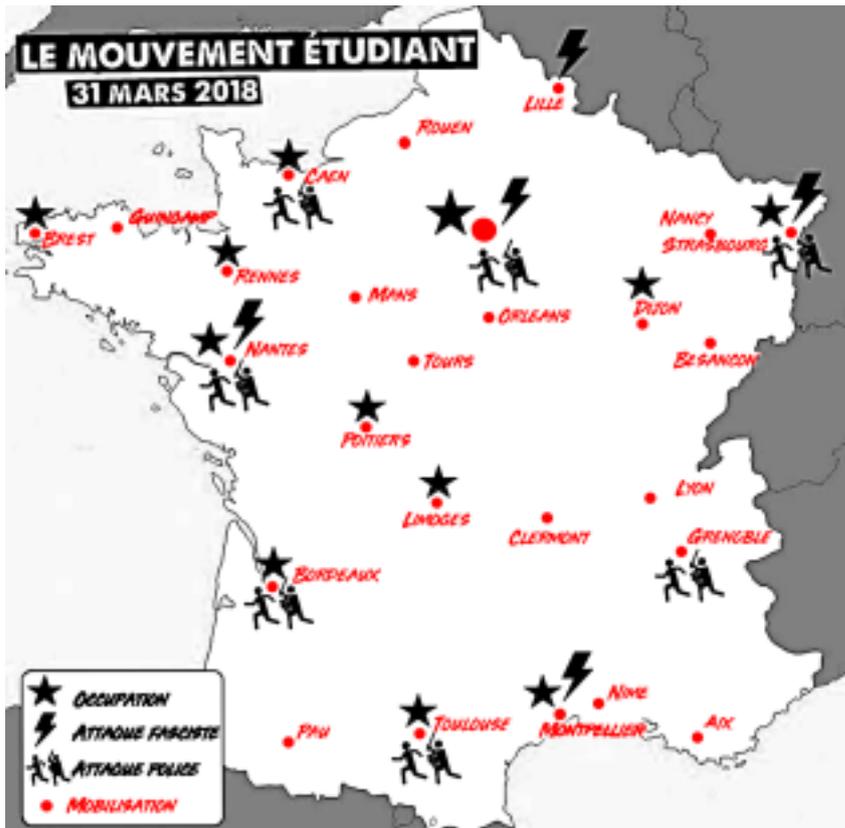
**Marco** : Ouais c'est carrément important. Je pense pas que ce soit par besoin de reconnaissance ou de gloire. Mais ça nous permet d'envisager le truc d'un point de vue national, on n'est pas les seuls à se bouger, ça nous apporte une légitimité. On voit qu'à des endroits ça marche, à d'autres pas. Mais tous ensemble avec toutes ces petites initiatives ça peut mener à ce qu'on veut. Prendre forme et enrayer la marche engagée par l'université.

**Raphaëlle** : Et puis c'est la dimension lien et communication. C'est pleins de petits trucs qui s'accumulent. C'est important de savoir que dans ta ville ça s'est bougé. Il faut le savoir, il faut que les gens le sachent. Ça nous donne énormément de courage et d'envie d'avancer, un sentiment d'appartenance à un mouvement plus global, on est pas juste à se bouger dans notre coin pour nos petits trucs. On fait partie d'une dynamique nationale. Le plus important, c'est pas tant que nous on apparaisse sur la carte que de savoir qu'il y a une carte ! Savoir que dans 150 villes ça se bouge !

**Bérénice** : Nous ça nous a fait chaud au cœur ce matin de se rendre compte qu'ici aussi ça bougeait !

**Marco** : C'est aussi pour ça qu'on a fait ce blocage. J'ai l'impression que y'a quand même une sensibilité de gauche chez les étudiants, mais ils sont pas au courant de ce qui se passe, ils sortent pas de leur confort. Moi pendant la loi travail en 2016 j'ai pas bougé mon cul ! Je suivais ce qui se passait, je soutenais, mais j'arrivais pas à lâcher mon quotidien et mon petit confort. Je connaissais personne à l'époque, et peut-être que j'étais moins jusqu'au-boutiste, j'avais des belles idées mais je voulais pas les mettre en pratique. Tu peux être d'accord avec un truc dans le fond, mais pas savoir comment te mettre en action. Mais là le ras-le-bol est tellement fort, c'est chaud quoi, que ça paraît impossible de pas se bouger.

« En 2016, je suivais ce qui se passait, je soutenais, mais je n'arrivais pas à lâcher mon quotidien et mon confort. »



## Vous pensez qu'il manque quoi pour que les gens se ramènent ?

**Avril** : Je pense qu'ils osent pas... Nous par exemple il nous manque un peu de courage. Mais venir à l'assemblée ça coûte rien alors on est venues aujourd'hui.

**Bérénice** : On hallucine des transformations qui arrivent, on a des petits frères, ils sont peut-être foutus...

**Raphaëlle** : Le déclic, il vient d'où pour vous ?

**Avril** : C'est ce matin, le déblocage. La colère du moment où des étudiants ont viré les chaises, ça nous a grave vénère. Vous bloquez la fac pour nous, contre ce qui va nous arriver, et eux ils débloquent et ils s'en foutent, ils savent que dans leur monde ça va aller, ils pensent qu'à leur gueule. Ils ont sûrement les connaissances et le fric qu'il faut. Nous on est filles d'ouvriers, on a pas de thune et du coup on trouve ça formidable que vous fassiez ça, on a besoin de savoir que y'a des gens qui sont avec nous.

**Marco** : Moi j'avais déjà fait des manifs pendant la loi travail, et j'étais allé à deux ou trois AG étudiantes. Mais j'osais pas franchir le pas, j'avais peur d'être dans des dynamiques dans lesquelles j'étais pas, j'avais l'impression que y'avait un groupe d'activistes qui se connaissent et faisaient des choses ensemble, et je voyais pas comment j'aurais pu débarquer et dire "salut vous me connaissez pas... !"

**Raphaëlle** : Des fois c'est dur de rattraper le wagon en route, de savoir que tu peux débarquer et que t'as ta place. Il faudrait qu'on réussisse à se montrer toujours ouvert et accueillant. Pour moi ça passe toujours par une discussion, parler de ce qui nous révolte pour se rencontrer et installer la confiance entre nous. Faut qu'on soit liés par autre chose que par nos idées, qu'on soit liés par des liens de confiance, de bienveillance, par forcément des liens d'amitié, mais au moins qu'on se connaisse...

**« Le ras-le-bol est tellement fort que ça paraît impossible de ne pas se bouger »**



**Marco** : C'est sûr que maintenant on se fait confiance, dans la salle qu'on occupe y'a pleins d'affaires qui traînent partout, et personne a peur de se faire voler ses trucs alors que c'est toujours ouvert, que c'est pas évident. Ça montre que quand les gens ont appris à se connaître, ça marche.

**Lamya** : Moi j'avais assisté à plusieurs réunions, mais j'avais jamais vraiment pris part au mouvement. J'étais passée à l'occupation de la maison de l'université. Je connaissais personne mais deux étudiants étaient venus à mon cours pour parler de ça et je voulais savoir ce qui se passait. Quand je suis arrivée y'avait une AG avec des tours de parole, je voyais qu'ils voulaient faire des trucs mais c'était mal organisé on aurait dit la première fois qu'ils faisaient ça !

**Marco** : Bin c'était la première fois ! Toi ça t'a choqué la prise de la maison de l'université ?

**Lamya** : Bin pas tant que ça, mais les tags ça m'a un peu choquée, parce que pour qu'on te prenne au sérieux faut avoir une

bonne image. Les tags je trouve ça sale et inutile.

**Raphaëlle** : L'image qu'on donne c'est compliqué... Je trouve ça toujours bizarre quand quelqu'un dit "je vais pas suivre le mouvement parce que les gens sont des casseurs" ou quand on te dit que tu dessers ta cause. C'est absurde, parce que soit une cause est légitime et tu la rejoins, soit elle ne l'est pas et tu t'en tiens loin. Mais dire que la cause est légitime mais que tu la dessers c'est étrange ! Celui qui veut trouver une raison de ne pas rejoindre un mouvement trouvera toujours le moindre prétexte pour se braquer. Si on était peace et super-non-violents, on nous reprocherait d'être des hippies !

**Marco** : Il faut aussi qu'on apprenne à jouer un peu avec tout ça, on a un peu de mal à le faire pour le moment. Le jeu médiatique c'est un peu de la merde. Ça nous oblige parfois à nous la jouer stratégique, sans se travestir complètement mais en faisant des compromis. Par exemple on a choisi de pas taguer la salle, pour éviter qu'on nous le rebalance à chaque fois, mais sans pour autant se dire que c'est affreux de taguer. Après le blocage de ce matin, on

nous reproche de la casse, mais les gens se rendent pas compte que si on avait voulu on aurait pu tout niquer, on avait la fac entre nos mains, on aurait pu tout saccager !

### Et maintenant comment vous voyez la suite ?

**Raphaëlle** : C'est vachement difficile de penser à la suite parce qu'à chaque fois, à chaque mouvement, c'est un truc qui explose dans ta vie, un truc que t'avais pas prévu. C'était déjà ça quand j'ai participé à l'occupation de Mathiez il y a deux ans, et si tu m'avais dit y'a un mois que j'allais de nouveau revivre ça, je l'aurais pas imaginé... Du coup je prévois pas trop, mais pour moi la suite c'est surtout se tenir prête, saisir chaque occasion...

**Marco** : C'est les vacances dans 3 jours, et les partiels après, mais je sais pas si c'est possible que la parenthèse se referme, c'est une expérience qui laisse des traces. Même si on sait pas trop vers où on va et ce qui sera possible, on est archi ouvert-es à toutes les opportunités, il suffit d'un fait divers pour se retrouver et s'organiser. Si y'avait pas eu Montpellier, on serait pas là. On s'est rendu compte qu'il fallait bouger. Moi je connaissais personne, j'en parlais juste avec mon frère, on se disait "Ah ce serait bien qu'y'est la révolution !" mais j'avais aucune idée de par où commencer. Et là y'a eu l'opportunité de la manif contre les violences policières et les fafs de Montpellier.

**Raphaëlle** : Aussi une fois qu'on a rencontré des gens ici, on s'aperçoit que le maillage se ressert toujours plus, que tu as rencontré les gens avec lesquels tu peux avancer.

**Marco** : Tu sais que y'a un terreau fertile et que y'a moyen que ça prenne un jour.

**Raphaëlle** : Que c'est plus large que ce qui se passe dans ta tête...

**Marco** : On est aussi tous engagé-es dans d'autres choses plus générales. Moi mes parents ils me demandaient ce qu'étaient nos revendications, et je parlais de Vidal et assez vite je parlais de la destitution de Macron !

**Raphaëlle** : Toutes les occupations, elles te changent la vie. Tu vis un truc bouleversant, avec un fonctionnement totalement différent de ce qu'on connaît d'habitude, une inversion des règles dans un espace particulier...

**Marco** : La parenthèse elle se referme jamais vraiment parce que quand t'as vécu un truc comme ça t'as envie de recommencer.

**Raphaëlle** : L'occupation de Mathiez [1] ça m'avait marqué, toutes les personnes avec qui j'ai des amitiés et avec qui j'ai continué de refaire le monde c'est des gens que j'avais rencontré là-bas. Moi y'a plein de truc que j'ai découvert là-bas, comme le féminisme par exemple, y'avait des projections, une commission féministe, etc... Y'avait des débats sur le vote et le consensus, j'ai joué le

rôle de médiatrice dans certaines discussions, j'ai l'impression d'avoir été formée et d'avoir reçu des infos que j'aurais jamais pu avoir autrement. C'est l'autogestion, c'est la vraie vie !

**Marco** : Est-ce qu'on n'est pas en train de vivre la vraie vie pendant ces quelques jours, plutôt que le reste du temps !

[1] L'amphithéâtre Mathiez de l'université de Bourgogne a été occupé du 9 mars au 11 avril 2016 par une centaine d'étudiant-es, contre la loi travail.

« Je ne sais pas si c'est possible que la parenthèse se referme, c'est une expérience qui laisse des traces »



# Les casseurs en col blanc

9



*Communiqué des étudiants, étudiantes et professeurs ayant bloqué le bâtiment Droit-Lettres, suite au traitement médiatique répugnant leur ayant été réservé.*

Depuis l'annonce du projet de loi Vidal et du Plan Licence, nous sommes un certain nombre d'étudiantes et de professeurs mobilisées pour informer sur leurs contenus. Ces dernières semaines nous avons tracté, affiché, organisé des réunions d'information, manifesté afin de sensibiliser les étudiants et le personnel aux enjeux de ces réformes. En tentant de bloquer le bâtiment Droit-Lettres mercredi matin, nous n'avons pas cherché à imposer notre point-de-vue, nous avons cherché à imposer le débat. Les enjeux de ces lois sont en effet trop importants pour être passés sous silence comme ils le sont, tant dans les médias que sur les campus universitaires.

L'esprit de ces lois est celui d'une soumission aux logiques marchandes et managériales, d'un élitisme reproduisant les inégalités sociales et d'une précarisation croissante des conditions de vie, d'étude, et de travail dans les universités. Si elles sont mises en place, chaque personne ayant à fréquenter les campus aura à subir les conséquences néfastes de ces réformes.

Mardi 3 avril, après plusieurs heures de débats, une assemblée d'une petite centaine de personnes a donc décidé, d'une volonté commune et spontanée, de bloquer le bâtiment Droit-Lettres dès le lendemain à l'aube. Dont acte.

Chaises, tables, chaînes, cadenas, fils de fer... en quelques minutes, le bâtiment est bloqué. La cinquantaine de bloqueuses présentes sur les lieux se répartit aux différents points de blocage et commence à dialoguer avec le personnel et les premiers étudiants qui commencent à se masser devant les portes closes. Parmi eux, une dizaine d'anti-blocage, galvanisés par les encouragements d'une partie du personnel et du corps enseignant, dont le doyen de la fac de droit, fracture des portes pour s'introduire dans le bâtiment et débloquent certains accès, avec l'aide de la dizaine de vigiles arrivés quelques minutes plus tôt.

**« Dijon : occupée par des individus cagoulés, la fac "libérée" par des étudiants »**

Ainsi titrait, le soir-même le Bien Public, reprenant mot pour mot le communiqué d'un syndicat de la droite extrême. « Pillage », « saccage », dans les heures qui suivent, aucun mot ne semble assez fort pour tenter de discréditer notre action, de la part de l'administration et d'individus ne cachant pas leur proximité avec des mouvements d'extrême droite. Derrière ce vocabulaire, se cache la volonté d'inverser la situation réelle des universités françaises.

Tous les vols de bananes dans la cafétéria pilleraient-ils plus l'Université que le démantèlement méthodique du CROUS opéré ces dernières années avec la complicité des administrations ?

Le blocage d'une journée d'université bloquerait-il plus l'accès aux cours que les coupures budgétaires qui provoquent suppressions de postes, d'heures de TD, voire même de filières entières ?

Quelques tags dans des salles de réunions saccageraient-ils plus le cadre d'étude que l'absence de budget pour réparer le toit de la BU, effondré depuis plusieurs semaines ?

Surtout, personne n'est dupe de la tentative de retourner les images de l'attaque fasciste de Montpellier, en désignant des étudiantes qui bloquent leur université par la résistance passive comme des « individus cagoulés armés de barres de fer ».

Les destructeurs de l'Université, ce sont ceux qui la réservent à une élite, ceux qui la privent des budgets nécessaires à son fonctionnement, ceux qui la vendent aux intérêts privés, pas celles et ceux qui luttent pour une Université libre, ouverte, et émancipatrice.

# BASTION SOCIAL GENERATION IDENTITAIRE



Mi-juin 2018

Organisation d'un camp d'été du groupe Bastion Social, non loin d'Avallon.

Une veille antifasciste découvre que ce groupe d'extrême-droite radicale prévoit de se retrouver les 29,30 et 1<sup>er</sup> juillet dans le Morvan.



Fin février 2019  
cette fois c'est le groupe Génération Identitaire  
qui fait sa tournée d'implantation à DIJON

FACE AU BASTION SOCIAL ET FASCISTES EN TOUT GENRE  
**RESISTANCE**  
SOLIDARITE AVEC LES REFUGIEES

# Qu'est ce que Bastion social ?

*Bastion Social , réplique du GUD ou nouvel horizon de l'extrême droite?*

En 2011 à Lyon, Steven Bissuel réanimait un des mouvements d'extrême droite les plus connus en France : le Groupe Union Défense (GUD). Reconnaissable à son rat conduisant un bateau (pour leur QG Lyonnais « Le Pavillon Noir ») ou à la Croix Celtique, ce mouvement ouvertement nationaliste et fasciste n'a cessé de grossir durant 6 ans. Portant finalement à sa tête Steven Bissuel, ce dernier a réussi la prouesse de virer le mouvement antifasciste du Vieux Lyon, avec l'aide de la police sous les ordres du bien connu Gérard Collomb (alors Maire de Lyon). Telle était la situation jusqu'en Mai 2017.

Mais le GUD Lyon (et donc le GUD au niveau national sous l'autorité de Bissuel), étant toujours avide d'expansion, a tenté un coup de poker médiatique : occuper un bâtiment sur la Presqu'île Lyonnaise, descendant donc de l'emblématique colline de « Fourvière », véritable nid de la vermine d'extrême droite (Génération Identitaire occupant le Nord de la Colline, et le GUD le Sud).

En Mai 2017, le « Bastion Social » était donc né. S'inspirant des squats néo-fascistes de « Casa Pound » en Italie ou du « Hogar Social » en Espagne, son but est la convergence de tous les groupuscules d'extrême-droite et l'aide « sociale ». Ce qui est son premier point fort aux yeux de l'opinion publique non-sensibilisée à l'extrême droite : le Bastion Social se fait passer pour un équivalent des Restos du Coeur en distribuant de la nourriture, pour l'Abbé Pierre en organisant des maraudes ou encore pour ce que devrait faire le Gouvernement : loger des personnes sans-abri.

Mais dans le cas du Bastion Social, ces personnes doivent être blanches et « françaises » (puisque bon le but n'est pas d'aider tout le monde peu importe sa couleur de peau, faut pas trop leur en demander à ces nazillons). Grâce à cela, ils cachent leur homophobie ou leur racisme au grand public. De plus, en prônant la « Préférence Nationale » avec une xénophobie extrêmement virulente notamment avec la reprise des argumentaires anti-migrant-es du Front National ou avec des slogans tels « Les Nôtres avant les Autres », l'opinion publique adhère de plus en plus à leurs thèses, car apparemment être anti-migrant-es, ça n'est pas être raciste mais JUSTE xénophobe ; donc ça passe (en atteste la non-réaction du Gouvernement vis à vis de l'Aquarius).

Le Bastion Social l'a donc bien compris, revendiquer des agressions racistes ou homophobes ne fait plus vendre (même si elles ont toujours lieu et sont en croissance depuis 2016), il faut communiquer sur la « Nation » qui fait son grand retour dans les discours politiques, sur « nos » pauvres (mais blanc-hes) et saupoudrer le tout de « social ». Avec cela vous obtenez un mouvement qui, parti de Lyon, bien ancré dans le réseau de l'extrême-droite radicale européenne, s'est implanté à Marseille, à Aix-en-Provence, à Chambéry, ou à Strasbourg (et qui aurait des projets sur Dijon).

Le Bastion Social continue donc sa course à l'expansion en recrutant toujours plus de membres, en prenant de plus en plus de place à l'extrême-droite et en assurant sa cohésion interne notamment par l'organisation de sa première « Université d'Été » à Avallon (89), en Bourgogne, entre le 29 Juin et le 1er Juillet 2018.

Pour conclure, nous pouvons donc dire que pour l'instant le Bastion Social fait un sans faute depuis 1 an : un grossissement du mouvement significatif, une stratégie de communication nationaliste qui malheureusement marche, et une visibilité toujours plus accrue.

Évidemment le mouvement antifasciste est et sera là pour contester leur présence, mais nous devons être vigilant-es car n'oublions pas que sous leur nouvelle apparence se cache un mouvement néofasciste dont les membres n'hésitent pas à tabasser ou à tuer celles et ceux qui ne seraient pas de la bonne « couleur » ou orientation sexuelle.

**Contre leur « Nation » et leur intolérance qui ne font que diviser l'Humanité, répondons avec**

**Antifascisme, Humanisme et Solidarité  
Always Antifa !**

des antifascistes de Dijon et alentours

**PS** : Il y a beaucoup de lecture fournie disponible sur le net, de travaux d'enquêtes permettant de retracer l'histoire idéologique du Bastion Social et de ses leaders, notamment par les camarades de La Horde, ou même par Slate.fr qui se distingue pour une fois par la qualité de son article... Une petite recherche sur internet suffit pour se convaincre du caractère nauséabond de ce groupe.



## Avallon, 200 manifestant·es contre les (neo) fascistes de Bastion Social

Le rendez-vous était donné dès 10h par les organisations et associations signataires de l'Yonne, vers la statue de Vauban, pour ensuite partir tracter sur le marché. Sous la pression populaire ou par conviction profonde, le Maire d'Avallon lui-même avait appelé à venir sur cette esplanade à 10h30 pour protester contre la tenue de ce camp d'été dans la région.

**Le combat antifasciste  
ne peut se contenter  
d'une simple manifestation**

Entre 100 et 150 personnes s'y retrouvèrent, de tous horizons. De nombreux camions de gendarmes mobiles étaient stationnés à proximité. Des unités du PSIG [1] circulaient dans la ville et autour du rassemblement. Sous le regard bienveillant et souriant des pandores, des prises de paroles se succédèrent.

Un pauvre châtelain désigné auparavant comme l'hôte de ces gens peu fréquentables s'empressa de démentir, pour enchaîner immédiatement sur la difficile condition des gens de sa classe croulant sous les charges et l'entretien des édifices qu'ils assurent évidemment de leurs mains. La foule, qui ne souhaitait visiblement pas se rassembler pour entendre ce genre de litanie trop fréquente, le hua rapidement pour amorcer un mouvement vers le marché et diffuser des tracts, entamer des discussions avec les riverains et les alerter sur la situation. L'invitation au pique-nique circula bien, pour nous retrouver à tenter de sortir du centre-ville à plus de 200 !

Tout cela, toujours bien encadré par de nombreux gendarmes, notamment dits "mobiles", bien qu'harnachés avec armures et casques, armés, cuisant au soleil. Durant cette demie-journée, certain·es se sont laissé·es à rêver que les poulets rôtissent, notamment lorsqu'ils tentèrent de nous empêcher de retourner sur l'esplanade pour partager un repas...

On aura vu des personnes mal informées prendre souvent la parole publiquement, pour dire

des choses fausses, ou tenir pour universelles des positions en fait politiquement situées : le caractère pacifique *de facto* du rassemblement ne fera pas oublier que le combat antifasciste ne peut se contenter d'une simple manifestation, qui n'est qu'une infime partie de la mobilisation dont les groupes doivent se saisir. Aussi, il se fait difficilement avec l'aide des autorités, qui bien souvent cautionnent *in fine* les agissements et rassemblements fascistes, se contentant presque toujours

de postures de façade pour ne rien faire concrètement de ce qui est en leur pouvoir, ou leur capacité. On notera par exemple ici que de nombreuses voitures arrivant à Avallon se sont vues contrôlées avec prise d'identité de TOU·TES les passagè·es, fouillé·es, et ce pendant plus de 30 minutes chacune... On pourra aussi relever que le sous-préfet, plutôt que de chercher à empêcher la tenue de ce camp d'entraînement physique et idéologique des néofascistes, a préféré jouer publiquement sur son incompétence géographique ; pour ensuite affirmer que nous, militant·es antifascistes, ne « respectons pas les règles » avec ce rassemblement non déclaré. On l'a pourtant annoncé, qu'on serait là dès 10h, et qu'on mangerait ensemble à 12h !

Au final, si nous n'avons pas réussi à empêcher la tenue de ce camp d'été (en témoignent les quelques photos champêtres et soigneusement agencées publiées sur les réseaux par le groupe, où quelque 40 jeunes gens n'ont aucune honte à porter un t-shirt au nom de François Duprat...), nous avons eu le plaisir de certaines rencontres surprenantes. Nous avons aussi signifié qu'une part non négligeable de personnes étaient prêtes à se mobiliser, où que les fascistes tentent de se réunir.

**Vous ne serez jamais chez vous !  
avec vos identités figées et mortifères, vos désirs de  
pouvoir et de domination**

[1] Peloton de Surveillance et d'Intervention de la Gendarmerie, groupe proclamé comme étant « la force de frappe » d'une compagnie de gendarmerie, lourdement armé et entraîné...

# Qu'est-ce que Génération Identitaire ?

Du 27 février au 1<sup>er</sup> mars 2019, le groupe fasciste "Génération Identitaire" a annoncé sa présence à Dijon pour une "Tournée d'implantation". En cette période difficile pour les groupuscules fascistes, après leurs multiples expulsions des cortèges de gilets jaunes, les procès pour violence, les dissolutions et les fermetures de plusieurs de leurs locaux (à Lyon, et à Clermont-Ferrand), il est important de ne pas les laisser espérer ouvrir une antenne locale à Dijon. Pour mieux les combattre, commençons par mieux les connaître.

## RAJEUNIR L'EXTRÊME DROITE

### Aux origines du mal

Comme expliqué dans un article de La Horde, les identitaires sont issus de groupes nationalistes révolutionnaires, comme Unité Radicale, dissous après une tentative d'assassinat sur Jacques Chirac en 2002, mais aussi du MNR de Mégret. Leur ambition est alors d'avancer leurs pions dans la bataille pour la succession du Front National, qui vient d'atteindre le second tour de la présidentielle pour la première fois de son histoire, mais dont le chef, le "Vieux" Le Pen, semble en fin de course.

Pour y parvenir, ils misent sur la "dédiabolisation". Cela passe notamment par des coups médiatiques (on y reviendra), mais surtout par un ravalement de façade complet. Les symboles de l'extrême-droite à l'ancienne, comme la croix celtique, sont ainsi abandonnés au profit du lambda spartiate, et les références antisémites sont abandonnées au profit d'une rhétorique de "choc des civilisations" avec le monde arabo-musulman.

Leurs références idéologiques restent néanmoins très vagues : préférence nationale et défense des identités européennes face à "l'invasion migratoire" et au "Grand Remplacement".

### FN : Je t'aime, moi non plus

Presque 20 ans plus tard, qu'en est-il de leurs ambitions au sein du FN, récemment maquillé en RN ? Après avoir mué en un parti politique, le "Bloc Identitaire", en 2009, et quelques aventures électorales peu concluantes, les identitaires ont du se résoudre au constat que

leur tentative de prendre la succession du FN est un échec. En juillet 2016, les identitaires abandonnent la forme-parti et les ambitions électorales. Ils reprennent leur ancien nom "Les Identitaires". Leur chef Fabrice Robert annonce qu'ils cessent « toute confrontation électorale avec le Front national ». Une bonne partie de la classe politique, du FN aux Vallistes, ont de toute façon déjà repris leur interprétation islamophobe de la laïcité.



Avant/Après

Les habits neufs de la droite radicale

## COUPS DE COM' ET RATONNADES

### Derrière la communication...

Dès leur origine, on l'a vu, les identitaires se sont démarqués d'une extrême-droite vieillissante en développant de nouvelles références visuelles. Ils ont aussi su se donner une grande visibilité médiatique grâce à une communication savamment maîtrisée. Depuis les premières "soupes au cochon" en 2004, jusqu'à leur opération médiatique au col de l'Échelle, où à grand renfort d'hélicoptères et de doudoune

logotypées, une centaine d'identitaires sont allés "bloquer" le passage de migrants, ils ont su jouer de l'appétance des médias pour le sensationnel.

"Apéro saucisson-pinard" pendant la mode des apéros facebook en 2010, occupation du chantier de la mosquée de Poitiers en 2012, campagne contre l'installation d'un Starbucks à Montmartre en 2013, milices en gilet jaune dans les métros lillois et parisiens en 2014, les médias se laissent systématiquement bernier par des annonces d'évènements qui ne voient parfois jamais le jour, si ce n'est le temps d'une photo.

Plus récemment c'est eux qui sont à l'origine du fiasco de l'opération Defend Europe en Méditerranée, de l'occupation des locaux de l'ONG SOS Méditerranée à Marseille (qui leur a valu une vingtaine d'arrestations), ou de la tentative de récupération du meurtre d'un jeune Grenoblois, malgré l'opposition de sa famille.

### La haine

Derrière cette communication soignée, ce déploiement de moyens (bateau, hélicoptères), ces visuels léchés, la réalité est moins reluisante, et les vieilles habitudes de l'extrême-droite sont toujours là. Un reportage en deux parties réalisé par la chaîne Al Jazeera, qui a réussi à infiltrer un journaliste dans la Citadelle - le local lillois de GI - est là pour en témoigner.

Les propos des militants identitaires, lorsqu'ils se croient loin des caméras, laissent peu de place au doute sur leurs intentions réelles, ainsi que leurs rapports avec les membres des forces de l'ordre et du RN.

# L'Exil à Dijon : Du XXL à la CPAM

**Expulsion, occupation,  
Expulsion, occupation...**



*Depuis 2011, une dizaine de squats ont été occupés par des personnes migrantes sans solution de logement. Souvent occupés pendant un ou deux ans, les lieux finissent généralement par être expulsés par la préfecture, et leurs habitants sont contraints de trouver refuge dans un autre bâtiment abandonné.*

*Le 11 juillet 2018, XXL était expulsé manu militari... et une soixantaine de personnes se retrouvaient à la rue. S'ensuit une longue période de rapport de force...*

# « La suite je sais pas, demain c'est un autre jour »

## - Interview d'Idriss, expulsé du XXL

Mercredi 11 juillet, à 6h du matin, les « forces de l'ordre » expulsaient le squat XXL. Idriss, Tchadien, la vingtaine, vivait dans cet ancien hôtel quand les flics sont venus en expulser les habitants. Il nous raconte l'expulsion, et comment se déroulait la vie dans le squat.

### Comment s'est passée l'expulsion d'hier matin ?

J'étais entrain de dormir et j'ai entendu qu'il y avait la police. Ils n'ont pas donné de temps. Ils sont entrés, ont dit « sortez, sortez », et ont demandé les papiers.

Je savais qu'ils allaient expulser bientôt, c'était déjà prévu.

Moi j'ai fait mon sac et j'ai tout pris. Les policiers ont dit qu'il fallait laisser les bagages et qu'on pourrait les récupérer après, mais moi je savais qu'il fallait tout prendre donc j'ai pris mon sac.

Tout le monde est sorti et ils nous ont demandé nos papiers un par un à l'écart.

Certains qui sont dublinés [1], et ceux qui n'avaient pas leurs papiers ont été emmenés [2].

Les gens des Tanneries sont arrivés très vite, ils nous avaient dit de les appeler si on voyait la police, mais il était déjà trop tard car la police était déjà entrée quand ils sont arrivés. Ils nous ont emmené aux Tanneries et nous ont bien accueilli. Je les remercie beaucoup, les autres aussi les remercient beaucoup. Ils ont fait de leur mieux !

### Toi comment tu as connu ce lieu ?

Je viens du Tchad, j'ai traversé la Lybie en voiture, et la mer par bateau. Je suis arrivé en Italie où ils ont pris mes empreintes, c'est obligé même si tu ne leur demandes pas l'asile. Et je suis venu en France, mais quand ils t'ont pris tes empreintes en Italie tu es dubliné. Ils n'ont remis mes dossiers en procédure normale qu'au bout de 9 mois. Je suis arrivé à XXL grâce à un ami que je connaissais en Lybie. Je dormais dans la rue à la Chapelle à Paris, je l'ai appelé et il m'a parlé de ce squat à Dijon alors je suis venu.

### Comment ça se passait la vie là bas ?

Il y avait plusieurs groupes, des Guinéens, des Maliens, des Soudanais, des Touaregs, environ 70-80 personnes. Chaque groupe avait sa chambre. On vivait grâce aux associations qui nous ont amené à manger, et grâce aux gens des Lentillères qui nous ont amené des frigos, des gazinières, ou qui nous ont aidé pour les réparations quand quelque chose ne marchait pas. Certaines personnes dans le squat

touchaient aussi l'ADA, l'Allocation pour Demandeurs d'Asile, environ 370 € par mois.

Eux ont participé à acheter la viande parce que les associations ne nous en fournissaient pas. Tous ceux qui avaient l'ADA devaient donner entre 30 et 50 € par mois.

Quelqu'un était chargé de la cuisine : on lui faisait confiance pour acheter la viande, ou par exemple l'huile s'il en manquait. C'est lui qui gérait pour qu'il y ait assez et pour réclamer l'argent aux gens qui ont l'ADA.

Il y avait des groupes de 4 à 6 personnes qui cuisinent chaque jour. Dans mon groupe de cuisine on était 4, on cuisinait le mardi. Il y en a qui faisaient la vaisselle, moi je cuisinais.

### Et maintenant ? C'est quoi la suite pour vous ?

Maintenant ça va. Les gens des Lentillères et des Tanneries nous ont bien accueilli, ils nous ont donné des chambres, des tentes, des matelas. Les autres je sais pas mais pour moi ça va. Sans eux on dormirait à la rue. À la rue tu te réveilles le matin, tu peux pas prendre une douche, ici on peut.

La suite je sais pas, demain c'est un autre jour, je sais pas ce qui va se passer.

[1] Entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014, le règlement Dublin III institue le principe selon lequel le pays dans lequel un-e réfugié-e est contrôlé-e en premier est chargé de l'instruction et de la décision finale quant à sa demande d'asile. Il rend plus compliqué pour les réfugié-es de demander l'asile là où ils le souhaitent, beaucoup étant contrôlé-es au sud de l'Europe alors qu'ils souhaitent demander l'asile au nord.

[2] 24 personnes ont été emmenées au commissariat de Dijon, ou dans les locaux de la police aux frontières, à Chenôve. 9 sont ressorties rapidement, et au moins 5 ont été emmenées en Centre de Rétention (les CRA, des prisons où l'on enferme sans jugement des personnes au motif qu'elles n'ont pas les papiers qu'on leur réclame). On est sans nouvelle de certaines autres.



## LA VIE AUX TANNERIES, ET PUIS QUOI ?

Quinze jours, 80 personnes. Chaque recoin des Tanneries est utilisé. Des matelas partout où il peut y en avoir, l'espace extérieur est devenu un camping, la dalle se transforme tous les soirs en terrain multi-sport foot-basket-babyfoot, cartes et lessive. Des équipes tournantes font bouffe et ménage, on prend les repas dans la halle et on fait quelques chantiers collectifs.

Le quotidien roule au mieux qu'il pourrait mais il nous semble difficile d'envisager que la situation s'étire sur de longs mois. La vie se bricole avec une seule douche - qui a une fuite sur laquelle on s'arrache les cheveux depuis des jours - des espaces de sommeil qui n'en sont pas, peu de possibilités de passer un moment en plus petit comité. Et vivre en tente à Dijon l'hiver semble peu envisageable.

**H.**

**Comment ça se passe ici ? Au quotidien ? Est ce que pour vous c'est bien d'être ici ? Est ce qu'il y a des problèmes ? Sinon tu dis ce que tu veux.**

J'ai pas beaucoup de choses à dire, mais moi ce que je trouve c'est qu'ici on est vraiment nombreux et... bah... j'sais pas mais après j'sais pas on attend jusqu'à ce qu'on aura un nouveau squat.

Ici c'est dur, chaque jour des nouveaux gens qui vient. Ici ce n'est pas une maison d'habitation hein c'est pour ça moi je préfère qu'on aura un nouveau squat pour accueillir tout le monde comme on fait avant.

**Tu voudrais quelque chose comme le XXL ?**

Oui exactement.

**Le XXL vous étiez plus comme dans votre maison ?**

Oui ça ressemble un peu à ça, Le XXL c'est notre lieu d'habitation et on peut accueillir des gens. Y'a de la place, c'était un peu comme si on est chez nous.

**Tu peux nous expliquer comment maintenant vous vous organisez ici aux Tanneries ?**

Oui ici, je peux expliquer. Parfois on fait le menagement, on a des listes on a écrit les noms dessus, quel jour qui va faire les ménages. On a fait des petits groupes pour faire les ménages.

Pour les repas c'est pareil, exactement. On a des petits groupes qui font à manger.

Personnellement, moi d'être là ça me dérange pas du tout. Sauf que je trouve que nous ici, même la nuit on dort pas beaucoup, on fait du bruit.

Ici y'a des gens qui dorment tôt, qui se lèvent le matin et puis ils ont des choses à faire dans la journée. Et moi je trouve qu'on peut déranger un peu les gens.

**Et si on trouve pas de nouveau squat ?**

Ah c'est une très bonne question. Je ne sais pas, peut être on peut organiser autre chose mais moi ce que j'espère c'est qu'on aura un nouveau squat. Ça sera bien.

**M.**

**Comment ça se passe pour toi ici ? Comment tu te sens ici ?**

Ici, difficile. Ici Tanneries.

**Si tu veux il traduit ?**

Nous tout le monde reste ici, ça va, on mange ensemble. Dormir ici aux Tanneries. Ça va ça va. Moi après j'attends un nouveau squat.

**Tu peux expliquer la différence entre vivre au XXL et aux Tanneries ? c'est quoi la différence pour toi ?**

XXL et Tanneries c'est ... (Moment de traduction en gourane, dialecte tchadien)

XXL et Tanneries ça va, c'est pareil. c'est le même.

**Pour toi c'est confortable pareil ?**

Oui, oui. XXL y'a douches, toilettes. Tanneries y'a douches toilettes. Toilettes, douches, manger, ça va.

**Tu sais, je te demande ça car ici nous on vous explique comment il faut faire certaines choses, on vous dit des règles et que nous on a l'impression que pour vous c'est différent par rapport au XXL ou c'est vous qui décidez tout seul de comment vous vivez. Et que au XXL c'était mieux pour vous?**

XXL c'était au tout le monde. Tanneries c'est pas un squat, y'a pas beaucoup de place. XXL y'a beaucoup de place. Tanneries y'a pas beaucoup toilettes, douches.

**Tu voudrais quoi pour après ?**

Maintenant .... (Traduction en gourane)

... Je sais pas. Je demande une question. Ici, beaucoup de personne ici, tous les gens du XXL, est ce que c'est le bazar ?

**Nous on trouve que vu le nombre de gens qu'il y a aussi, ça se passe très bien.**

Ah c'est bien.

**Nous on trouve dommage que c'est les 10 mêmes personnes qui rangent pour tous le monde par contre. Mais ça c'est partout pareil.**

Ici il y a H. et A. et A. tu connais non ? Il faut leur expliquer. Ici il y a beaucoup de personnes. Si des personnes dérangent il faut dire à H. ou A.

**Ah oui oui mais tu sais nous si des choses nous dérangent on le dit. On a un mauvais caractère.**

(rires)

**S.**

**Comment c'est pour toi ici ?**

100 % ok

**Et pour toi c'est quoi la différence entre XXL et ici ?**

C'est pareil.

Si on a de l'argent c'est bien d'acheter XXL [1].

**Toi tu penses c'est bien d'acheter le XXL ?**

Ah oui, moi depuis un an j'habite au XXL. Je suis allé partout en France et il y a qu'au XXL ou j'ai pu rester. XXL chacun a sa situation. Quand expulsion, des personnes au centre de rétention. On est beaucoup de gens mais chacun a sa situation.

[1] Avant qu'il ne soit expulsé, une procédure d'achat du XXL avait été lancée.



# En Côte-d'Or, des régularisations sont bloquées pour un mot de travers

*Anouk Coqlin est la présidente de SOS Refoulement, une association qui accompagne les personnes étrangères, demandeurs d'asile, réfugiés ou migrants dans la défense de leurs droits. Elle fait également partie du collectif Soutien Asile Migrants 21. Nous l'avons rencontré le 11 juillet 2018 à l'Espace autogéré des Tanneries, alors que les migrants qui venaient de se faire expulser de XXL s'installaient en urgence autour de nous.*

## **Tu disais que cette expulsion intervient dans un contexte de durcissement national, et peut-être local ?**

Absolument. Si on regarde sur le temps long, ça fait 40 ans qu'on observe un durcissement progressif du droit au séjour des étrangers. Les premières mobilisations remontent à 1978. Localement, on peut juste rappeler qu'il y a eu une mobilisation forte des syndicats et des associations en 78-79, c'était autour de la question des travailleurs immigrés qui travaillaient dans des foyers Sonacotra. La Sonacotra avait augmenté les loyers, voulait les expulser, etc... Au niveau national, le gouvernement avait commencé à durcir le droit au séjour des personnes étrangères et cherchait à élargir le champ des expulsions administratives.

Pour revenir sur l'actualité plus récente, la loi du 7 mars 2016 a durci les exigences en matière de preuves sur la nationalité et l'identité de la personne étrangère et de procédure d'authentification de leurs documents d'état civil (acte de naissance par exemple). Suite à cette loi, le passeport devient un document obligatoire pour demander un titre de séjour. Il est dit que d'autres documents attestant de l'identité de la personne peuvent être présentés mais jusqu'à présent, en Côte d'Or, c'est le passeport ou rien. Or ces exigences ne prennent pas en compte la réalité des pays dont sont originaires les personnes (pays en guerre, discrimination de l'État vis-à-vis de minorités ethniques, etc) et ont pour effet de rendre quasiment impossible l'obtention ou le renouvellement d'une carte de séjour pour de nombreuses personnes.

Cette question des passeports est un point très important parce qu'elle touche beaucoup de personnes qui étaient régularisées et qui n'ont pas pu renouveler leurs titres de séjour à cause de cette exigence. Elles ont perdu leur CDI, ne pouvaient plus payer leur loyer et se sont retrouvées de nouveau dans une très grande précarité (hébergement d'urgence, etc). Ces personnes ne retourneront jamais dans leur pays d'origine qu'elles ont fui pour un certain nombre de raisons et la seule solution, positive pour (nous) toutes, est de trouver des aménagements à ces exigences et de les régulariser.

Les exigences se sont durcies aussi pour les documents d'état civil, comme les actes de naissance. Par exemple, il est exigé des personnes venant de la République Démocratique du Congo de faire authentifier leur acte de naissance par trois "tampons" : celui d'un notaire, celui du ministère des affaires étrangères du pays et celui du consulat de France à Kinshasa. La préfecture de Côte d'Or envoie les documents à une cellule nationale d'authentification qui travaille très lentement (1 à 2 ans). Il faut préciser que les critères d'authenticité des documents d'état civil ne sont mentionnés dans aucune loi française. Ces exigences relèvent du droit coutumier international et ne sont pas appliquées de la même façon selon les préfectures. Le pire est que les exigences de la préfecture de Côte d'Or ne sont pas stabilisées et peuvent changer. On se retrouve donc dans des imbroglios impossibles, des situations kafkaïennes qui s'abattent sur des gens qui doivent payer entre 500 et 1500 euros pour faire authentifier des documents en RDC, alors que ceux-ci peuvent ensuite être refusés par les services de l'État français parce qu'il y a un mot ou un tampon qui ne correspond pas tout à fait à ce qui est attendu. Certaines personnes attendent jusqu'à deux ans pour avoir une réponse et, pendant ce temps, ne se voient délivrer aucun récépissé, n'ont donc pas accès à un travail, à des droits sociaux, etc.

Un autre point important en termes de durcissement, c'est l'application de la circulaire du 28 novembre 2012, qu'on appelle aussi la circulaire Valls. Cette circulaire a permis de régulariser pas mal de gens jusqu'en 2017. Les critères de cette circulaire sont stricts. Par exemple, il faut qu'une famille atteste de 5 ans de présence en France et de 3 ans de scolarité pour ses enfants, c'est-à-dire qu'elle fournisse un certain nombre de documents imprimés pour chaque année de présence.

Les exigences s'accroissent chaque année concernant la nature et le nombre de documents transmis (aucun texte ne le fixe et seule la préfecture en décide). Le durcissement passe également par ce type de petite complexification de la procédure, tout semble fait pour que les personnes ne puissent pas être autonomes dans



du centre-ville, sans aucune prise en charge (hébergement, repas, etc.). Des organisations (associations, syndicats, etc.) se sont mobilisées pour répondre à cette situation d'urgence humanitaire. Aujourd'hui, ce collectif, rebaptisé "de soutien aux demandeurs d'asile et aux migrants", regroupe une quarantaine d'organisations [2] dont on peut noter la très grande diversité, aussi bien en termes de contenu des actions (des associations de défense des droits humains, des syndicats, des fédérations de parents d'élèves, des associations de solidarité internationale, etc) que d'approches idéologiques (catholiques de gauche, « droits de l'hommeistes » laïcs, gauche radicale, anarchistes, etc). Le soutien aux migrants constitue la cause commune, le dénominateur commun qui fédère tous ces acteurs. Il y a une très grande richesse au sein de ce collectif, des expertises, des compétences multiples, toutes essentielles à la réussite de nos actions de terrain, d'accompagnement et de mobilisation publique. Je crois que c'est vraiment une originalité au niveau national.

leurs démarches de régularisation. Mes collègues passent des heures avec les familles pour aider à constituer leurs dossiers, retrouver pour chaque semestre les bons justificatifs, classer, photocopier. Il faut imaginer que les personnes viennent souvent avec des valises remplies de papiers qu'elles ont conservés depuis leur arrivée en France, malgré les hébergements précaires, etc... Depuis février 2018, nous constatons que la préfecture refuse presque toutes les demandes de régularisation concernées par la circulaire de novembre 2012. Beaucoup de gens remplissent les critères de la circulaire mais se voient refuser leur régularisation. Les agents de la préfecture nous ont expliqué qu'ils n'étaient pas obligés d'appliquer cette circulaire, qui n'a pas la force d'un texte de loi et relève du pouvoir discrétionnaire du préfet. Dans les faits, en Côte d'Or, son application est devenue exceptionnelle. Des familles que nous avons accompagnées, qui avaient eu un récépissé et devaient obtenir une carte de séjour, ont finalement reçu des OQTF [1] en février.

Nous sommes très préoccupé-es de cette évolution de l'attitude de la préfecture de Côte d'Or qui maintient dans une précarité insoutenable des familles désespérées. Certaines de ces familles sont menacées d'expulsions et l'été est souvent un moment propice pour cela. Ces familles ne quitteront jamais le territoire de leur propre gré. Elles ont jeté toutes leurs forces dans leur décision d'exil et ce départ est sans retour possible. Si les autorités françaises croient que la solution à leur présence irrégulière

sur le territoire se trouve dans l'éloignement forcé de ces familles, elles semblent ne pas imaginer le coût de cette volonté en termes de moyens policiers, financiers, et également en termes de délitement des valeurs morales telles que la solidarité, la fraternité, ou l'humanisme. Enfin, j'aimerais mentionner les difficultés actuelles de dialogue avec la préfecture de Côte d'Or. Le collectif Soutien Asile 21 avait jusque-là une audience par trimestre à la préfecture pour présenter et défendre des dossiers. Mais actuellement la majorité des dossiers est refusée. Jusque-là, nous présentions des situations qui exigeaient des dérogations par rapports aux textes de loi. Aujourd'hui, nous devons présenter des situations qui pourraient être résolues en amont dans le cadre des textes de lois et des circulaires, mais qui sont quand même refusées en audience.

### **Est-ce que tu peux nous parler du collectif Soutien Asile Migrants 21? Comment est-il organisé ? Quelle action mène-t-il ?**

Je suis récente à SOS Refoulement et au sein du collectif. Alors je vous livre les informations que j'ai collectées au fur et à mesure des discussions que j'ai eues ces derniers mois avec d'autres militants plus anciens. Le collectif de soutien aux demandeurs d'asile a été créé à Dijon en 2011, suite à l'arrivée d'environ 500 personnes venant d'Afrique (d'Erythrée, Somalie, Ethiopie, etc) suite à la chute de Kadhafi. Ces personnes, principalement des hommes seuls, dormaient dans les jardins publics

[1] Obligation de Quitter le Territoire Français

[2] En voici les membres : ACAT Dijon / Action Catholique Ouvrière / AFRANE Bourgogne/ AGIRabcd 21 / Amis de la Confédération Paysanne / Amnesty International Dijon / Association des Paralysés de France / ATTAC 21 / ATMF Dijon / CFDT 21 / CGT 21 / Club Unesco Dijon / CCFD Terre Solidaire / CLCV / CNT 21 / Collectif du lycée d'accueil international du Castel / Confédération Paysanne / Confédération Syndicale des Familles / Espace Autogéré des Tanneries / Euphorbe en Illabakan / FCPE / FSU 21 / La Vie Nouvelle personalistes et citoyens / Ligue des Droits de l'Homme / MAN /Mouvement de la Paix / MRAP / Pastorale des Migrants / RESF 21 / SAF / SNES FSU / SOS Refoulement / SOS Racisme / Solidaires / Solidarité afghane / Sud santé sociaux / UJFP / UNEF / Tends la Main / Urgence Solidaire.

# Quand la préfecture passe en force

Le 16 août, les migrants qui s'étaient fait expulser de XXL s'installent dans un immeuble de logements vides appartenant à l'armée de l'air, avenue de Stalingrad. Suite à la fermeture de la base militaire, il a été déserté et laissé vacant depuis quelques années. Peu de voisinage, beaucoup de place, aucun projet en cours sur le lieu... Ça semblait idéal pour répondre aux besoins du collectif d'habitants. Quelques travaux de plomberie rendent le lieu salubre rapidement et les 16 appartements, propres et fonctionnels, sont investis par ceux qui avaient été délogés un mois plus tôt.

Le dimanche 19 août, les soutiens associatifs se rassemblent devant le bâtiment pour rendre publique l'ouverture. La bleusaille débarque à 10h du matin, les preuves de la présence depuis plus de 48h leur sont présentées. Parallèlement, une proposition de négociation est envoyée afin de proposer la signature d'un bail d'occupation précaire puisque l'armée de l'air n'a aucun usage de ce lieu et qu'il commence à se dégrader.

Mardi, dans l'après-midi, un représentant du ministère de la défense vient constater l'occupation. Les jours suivants, les habitants guettent le passage du facteur ou d'un huissier dans l'attente d'une convocation au tribunal ou d'une réponse à la proposition de dialogue. En vain. Ce qui n'entame pas l'ardeur des habitants et des soutiens sur place. Nettoyage, réparation de plomberie, installation d'une cuisine, d'un espace collectif, bref la vie s'organise dans un bel élan collectif et la joie d'avoir retrouvé un toit pour un temps. Le temps fut bref. En plein après-midi, le 28 août, soit à peine plus de 10 jours après l'occupation, 120 agents de différentes forces de police sont déployés autour du lieu pour une expulsion manu-militari.

Sans ordre du juge.

Comment cela est-il possible ? Les éléments donnés le lendemain lors de la conférence de presse tenue par Éric Mathais, procureur de la République, Bernard Schmeltz, préfet de la Bourgogne-Franche-Comté et le commissaire De Bartolo, adjoint au directeur départemental de la sécurité publique, tentent de justifier l'injustifiable, en évoquant des plaintes et en tordant le droit.

Mais c'est à un tribunal compétent de statuer sur une expulsion, pas à la préfecture quand bien même elle s'entoure d'un procureur complaisant et d'un commissaire zélé. Ce passage en force est inacceptable. Les services de la préfecture ont bel et bien violé le domicile de 80 personnes, dégradé leurs peu de biens (en lançant notamment tous les matelas et les couvertures sur le trottoir), les ont jeté à la rue

sans aucune perspective et, pour couronner le tout, elle a bâti un argumentaire tissé de contre-vérités pour tenter de nous faire avaler la pilule.

Cette stratégie ne fonctionnerait pas sans les relais médiatiques locaux (principalement le journal Le Bien Public), plus habitués à faire des copiés-collés de communiqués de la préfecture (Gilles Dupont si tu nous lis, t'es champion du monde dans le domaine) qu'à faire un véritable travail d'investigation.

Le bâtiment, vide depuis deux ans, va rester abandonné jusqu'à sa mise sur le marché du logement, sa destruction, ou sa réhabilitation.

Et si la préfecture insiste si lourdement sur les quelques places d'hébergement qu'elle octroie, c'est une nouvelle fois pour mieux nous enfumer. Payer des nuits d'hôtels, c'est pratique pour faire des beaux titres dans la presse, mais ce n'est jamais une solution à moyen terme.

Aujourd'hui, l'urgence reste de trouver une solution d'hébergement digne et pérenne. L'accueil en camping de fortune à l'Espace autogéré des Tanneries ne pourra pas durer. Nous vous tiendrons informés des suites légales de cette affaire.

**« Justifier l'injustifiable en évoquant des plaintes et en tordant le droit »**

**Organisons la solidarité !  
Un logement digne pour tou-tes !**



# Les migrants expulsés déposent plainte contre le procureur et le préfet

Vendredi 5 octobre, une plainte collective a été déposée contre Éric Mathais - procureur de la République - et Bernard Schmeltz - Préfet de région - pour violation de domicile, suite à l'expulsion illégale du squat de Stalingrad.



Ce n'est pas la première fois que les flics, les préfectures et les procureurs s'arrangent pour pouvoir expulser un lieu sans devoir se plier à la loi. Les petits arrangements de dernière minute, les jeux et les marges qui leur permettent d'outrepasser le droit au logement, les flics connaissent et en abusent.

À Dijon, on se souvient par exemple de l'expulsion d'un logement occupé depuis plusieurs jours, qui avait été justifiée légalement par la déclaration du propriétaire affirmant que c'était son domicile principal, c'est-à-dire l'endroit où il vivait. Les occupant-es avaient été mis à la rue, et certain-es poursuivi-es pour "violation de domicile". L'accusation était grotesque, le propriétaire ne vivait pas dans cette maison abandonnée depuis plusieurs années, qui était ornée depuis quelques mois par un magnifique panneau immobilier annonçant le futur projet de démolition. La justice avait ensuite classé l'affaire sans rechigner...

On sait aussi, de l'aveu même de certain-es propriétaires, qu'il n'est pas rare que les flics leur mettent un coup de pression pour qu'ils fassent de faux témoignages attestant être passés le matin-même ou la veille au soir, et que le logement était vide.

Sauf que cette fois, associations, migrants expulsés et soutiens de tous horizons ont décidé de se saisir des armes du maîtres, et d'attaquer les responsables de l'expulsion en justice. [1] Et pas

seulement pour le plaisir de voir Éric Mathais et Bernard Schmeltz à la barre, mais surtout parce qu'au vue de l'extrême précarité des personnes qui ont été mises à la rue, tous les moyens doivent être saisis pour que la situation évolue. La plainte a été émise au nom de la « violation de domicile » que constitue cette expulsion, qu'aucun juge n'a jamais ordonné.

Nous étions donc une cinquantaine présent-es cet après-midi devant la cité judiciaire pour soutenir cette plainte collective, portée par une vingtaine de personnes expulsées et par la Ligue des Droits de l'Homme.

Le procureur de la République a bien senti qu'il ne serait peut-être pas de bon ton d'accuser lui-même réception de la plainte. Il n'a donc pas pointé le bout de son nez. Me Gavignet a déposé la plainte au « n°2 du Parquet » qui tirait une drôle de tronche. On ne sait pas s'il était mal à l'aise de recevoir une plainte contre son supérieur, ou s'il espérait que ça lui ferait gravir les échelons.

[1] Le dépôt de plainte a ouvert une procédure qui risque d'être relativement longue. En janvier 2019, l'affaire était classée sans suite par le parquet. Un juge d'instruction a alors été saisi pour qu'il diligente une enquête contre MM Mathais et Schmeltz. Ce n'est qu'au terme de cette enquête qu'un procès pourrait avoir lieu. Mais il va sans dire que quel que soit l'issue de la procédure, elle a le mérite de renverser la vapeur...



## Ouverture d'une maison à Chenôve

Le 3 octobre, une cinquantaine de migrants s'installent dans l'ancienne CPAM de Chenôve. L'accueil est immédiatement agréable : des voisin-es apportent de la nourriture et des couvertures, des élu-es passent pour affirmer leur soutien, des paroissien-nes sont ravi-es.

Nous sommes 80 personnes sans papiers, de différentes nationalités. Nous n'avons plus de maison depuis 4 mois. Certains d'entre nous sont arrivés en France il y a plusieurs années. Ils n'ont jamais trouvé un logement sûr. Il y a 1 mois nous avons trouvé une maison rue de Stalingrad mais la préfecture a donné l'ordre d'expulser par la force. Nous nous sommes encore retrouvés à la rue. Qu sont les droits de l'homme ?

Cette fois l'hiver et le froid arrivent. Nous devons trouver un endroit au plus vite. Nous avons eu la chance de découvrir une maison vide à Chenôve. Plusieurs personnes d'entre nous connaissent le quartier. Nous venions au marché récupérer des légumes tous les dimanches. Les gens étaient très généreux.

On espère que vous nous soutiendrez.  
N'hésitez pas à passer boire le thé.  
Restez avec nous!!



80 شخصاً ليس لدينا أوراق من جنسيات مختلفة. ليس لدينا منزل لعد  
4 أشهر. البعض منا وصل إلى فرنسا منذ عدة سنوات. لم نبتعد أبداً على  
منزل منذ حوالي شهر واحد منذ أن وجدنا منزلاً في شارع ستالينجراد. لكن  
لولاها أعطت أمراً بالطرد بالقوة. ما رلنا وجدنا أنفسنا في الشارع. أين حة  
يق الإنسان؟  
نبدأ الوقت الشتاء والبارد نعمل. نحب علينا العنور على مكان في أقرب وقت  
يمكن. كان لدينا فرصة لاكتشاف منزل فارغ في شوف. كثير منا يعرف الحد  
ن. جننا إلى السوق للحصول على الخضروات كل يوم أحد. الناس كانوا كرم  
ن جدا.  
نأمل أن ندعمنا. لا تنردد في شرب الشاي. اني معنا.



Le 30 novembre, le tribunal de Dijon annonçait que le squat de la CPAM serait expulsable à partir du 31 mars 2019.

À l'heure où nous écrivons ces lignes, la lutte pour le maintien de son occupation ne fait que commencer.



Renseignez-vous sur [Dijoncter.info](http://Dijoncter.info) pour apporter du soutien.

# À BOUT DE RESSOURCES



*Le 31 juillet, les salarié-es de Ressources ont occupé le siège de l'association, chargée de réinsertion professionnelle depuis 1997. S'en sont suivis trois mois de mobilisation pour essayer, en vain, de sauver l'association.*

## **Dépôt de bilan & Occupation**

Le soir du 30 juillet, une trentaine de personnes, des salarié-es et leurs soutiens, se sont réunies devant le siège de l'association Ressources. Les délégués du personnels (DP) expliquent la situation de l'association : le matin même, une réunion extraordinaire du Comité Social et Économique (CSE) vient de leur apprendre que l'association est en cessation de paiement, et qu'elle allait être placée en liquidation judiciaire.

Ils expliquent avoir été mis devant le fait accompli : le dépôt de bilan devant avoir lieu le lendemain au tribunal de commerce, le sort des salarié-es semble scellé. Pour certain-es des

employé-es ce n'est cependant pas une surprise, puisque, à l'insu des DP, plusieurs d'entre eux avaient déjà été encouragé-es par la direction à chercher un autre emploi. De même, toujours à l'insu des DP, des associations partenaires avaient été contactées pour leur demander d'embaucher une partie des salarié-es.

Les salarié-es étaient au courant des difficultés de l'association, puisque lors de la précédente réunion du CSE, la direction avait annoncé oralement aux salarié-es que le FSE (Fonds Social Européen) et le P.D.I. (Plan Départemental d'Insertion) retiraient leur subvention annuelle de 150.000 euros et que d'autre part, le département refusait de valider l'agrément I.A.E. (Insertion par l'Activité Économique) permettant de signer des CDD d'insertion.

Sur le coup, on ne comprend pas. À aucun moment la possibilité de mettre l'association en redressement n'a semblé envisagée, les demandes d'explications sont restées sans suite : la direction déclare qu'elle « ne commenterait pas ». Les salarié-es décident alors d'occuper les locaux de l'association.

Dès le lendemain après-midi, les salarié-es se rendent à Nuits-Saint-Georges au domicile d'Armelle Carrasco, ancienne directrice de l'association Ressources. Celle-ci rejette toute la faute sur Pierre Dufour, le président de l'association, en affirmant qu'il a perdu la tête et qu'il a pris la décision de mettre l'association en liquidation judiciaire seul, sans en avertir les membres du Conseil d'Administration.

Cette entrevue a donné lieu à un moment de communication politique d'une rare sincérité lorsque l'ancienne directrice, par ailleurs conseillère municipale LREM, a accueilli un journaliste du Bien Public par deux doigts d'honneurs et un « sale pute ».

Les salarié-es donnent rendez-vous aux membres du Conseil d'Administration en début de soirée, au siège de l'association. Ils sont sur le pied de guerre : si le CA ne vient pas, ils menacent de délocaliser le siège de l'association, et avec lui son mobilier, devant la Préfecture de Côte d'Or.

Deux informations tombent.

D'abord la Préfecture accepte de recevoir une délégation des salariés et les membres du CA mercredi matin, à 9h30. Les menaces de déménagement ont porté leurs fruits.

**« La gestion financière de l'association était totalement opaque »**

Ensuite, les employé-es apprennent par un contact presse les raisons du refus d'agrément IAE : les services du département ont constatés que la gestion financière de l'entreprise était totalement opaque, et qu'un audit sur l'état financier de l'association avait été refusé par la direction en 2017.



## Opération Escargot

À partir de là, les révélations ne vont cesser de tomber dans les jours suivants. Les deux ex-dirigeants de Ressources, Didier Proriol et Armelle Carrasco, sont soupçonné-es de multiples détournements de fonds : 100 000€ de subventions régionales pour rénover des chambres d'hôtes appartenant à Armelle Carrasco, 5500€ pour rénover son domicile personnel, sans compter les 100 000€ de subventions reçues pour des formations qui ne se sont jamais déroulées, ou encore le fait d'avoir employé un trésorier condamné en 2012 à 15 ans d'interdiction d'exercer.

Dernières révélations de cette rocambolesque affaire : le fisc soupçonne les ex-dirigeants de l'association d'avoir détourné des subventions au profit du Cercle des Parfaits, une confrérie "visant à faire rayonner le savoir-faire bourguignon à l'international".

Le 8 septembre, les salarié-es décident de débarquer chez ces deux perfides personnages pour faire savoir à leurs entourages quels magouilleurs ils sont.



Ce sera une belle journée de septembre, où un convoi escargot bloquera la route des vignes sous les regards des vendangeurs et des vendangeuses, et où les domiciles de Carrasco et de Proriol se feront décorés tendance goudron-plume douce.

## **Nuitons, Debout ! Les ripoux sont parmi vous**

### **Douce Nuit**

Le cortège de salarié·es, rejoint par des habitant·es de Nuits-Saint-Georges, en a aussi profité pour faire une visite à l'hôtel « Douce Nuit » qui se trouve au centre de la commune. L'hôtel serait une structure montée par Armelle Carrasco, avec des fonds publics, qui avait pour vocation originelle d'aider l'insertion professionnelle de personnes en difficulté. Armelle Carrasco en est la propriétaire, et l'aurait aujourd'hui mis en vente... Des mouvements de fonds publics pas très clairs, qui suscitent des questions pour beaucoup d'habitant·es de Nuits-Saint-Georges.

Quelques jours après cette petite sortie, Didier Proriol renoncera à l'administration de Ressources, affirmant qu'il avait été lourdement éprouvé par cette visite impromptue.

### **Remplacement des salarié·es**

*Après ces quelques victoires médiatiques, le silence et la fatalité se sont abattus sur les salarié·es. Le département n'a jamais accepté de signer un nouvel agrément pour l'association, préférant se débarrasser d'elle pour n'avoir plus que deux structures départementales d'insertion.*

*La plupart des salarié·es ont été replacé·es dans les deux autres associations bourguignonnes de réinsertion. Mais cinq personnes se sont retrouvées sans emploi. Parmi elles, les deux Délégués du Personnel, histoire de leur faire comprendre au passage que la docilité est de mise, même quand on est face à des escrocs notoires.*

*À l'heure où nous écrivons cet article, nous ne savons pas où en sont les affaires juridiques d'Armelle Carrasco et de Didier Proriol. Bien qu'il est rare de voir condamner celles et ceux qui jouissent de positions de pouvoir, nous pouvons espérer que leurs carrières soient définitivement entachées. Et il y a fort à parier que dans le cas contraire, certain·es salarié·es se souviendront d'eux...*

# GILETS



# JAUNES

*L'équipe de Dijoncter.info scrutait depuis un petit moment le mouvement des Gilets Jaunes qui s'annonçait. Attentive parce que le mouvement est spontané et part d'une colère légitime due à une nouvelle taxe qui vient toucher des populations déjà bien précarisées. Sceptique aussi, puisque les tentatives de récupération de la classe politique – Le Pen, Mélenchon et Wauquiez annoncent leur soutien aux gilets jaunes – ne nous ont pas échappées.*

*Lorsqu'il a éclaté, de multiples récits et analyses nous ont été proposés, retraçant les questions, les émerveillements et les impatiences d'une partie de celles et ceux qui battaient le pavé. D'une partie seulement, les occupations de rond-points, les actions de blocages ou les assemblées n'ayant pas pris récit.*

*Voici donc des traces partiales de ces 4 mois de manifestation, du 17 novembre au 16 mars. La plupart des textes ont été raccourci, et tout ce qui est en italique a été ajouté spécialement pour cette version papier. Tous les textes originaux sont en ligne sur le site.*

# Acte I

## Chantage vert, colère noire, Gilets Jaunes

17 novembre 2018

*Dans une vidéo postée sur Facebook le 18 octobre, Jacline Mouraud interpelle "Monsieur Macron" et dénonce "la traque aux conducteurs". Une pétition "Pour une baisse des prix du carburant" lancée par Priscillia Ludosky en mai 2018 cartonne sur internet. Les groupes anti-taxes pullulent sur Facebook, et le 21 octobre, Éric Drouet lance un appel à bloquer les routes, notamment le périph' et les rues de Paris le 17 novembre et converger vers l'Élysée. Le 24, c'est Ghislain Coutard qui lance l'idée du gilet jaune.*

### Plongée dans l'inconnu

En se dirigeant vers le lieu du rassemblement, le parking du Zénith, les premiers groupes de gilets jaunes apparaissent plusieurs centaines de mètres avant le point de rendez-vous. On s'y attendait et cela nous le confirme : la foule va être massive. Et elle était bien trop foisonnante pour permettre un décompte. On se contentera de dire qu'elle dépassait largement les 5000 à 6000 personnes annoncées par la Préfecture.

### Débordement immédiat

La manif' est globalement restée dans un cadre très « civique », mais elle n'en était pas moins une manif' sauvage du début à la fin. La tête de la manif' a tout de suite refusé d'emprunter le parcours balisé par les organisateurs et la Préfecture, qui prévoyait de passer par la rocade, fermée à la circulation pour l'occasion. Après un petit accrochage avec les CRS présents, et quelques tirs de lacrymogène, le cortège est parti dans un joyeux bordel en direction du centre-ville. Les organisateurs de l'évènement Facebook, interlocuteurs officiels de la Préfecture, se sont donc désolidarisés de la manif' après un petit quart d'heure. Ils ont emprunté la rocade à quelques centaines, pendant que des milliers de personnes empruntaient l'avenue de Stalingrad. Le dispositif policier s'est donc fait déborder dès les premières minutes, et a dû se contenter de transformer la préfecture en fort Chabrol, laissant le centre ville totalement ouvert.

### Effervescence

Le cortège, si on peut encore parler d'un seul et même cortège, est resté incontrôlé. En l'absence d'organisation on a eut les coudées franches, mais on a aussi parfois manqué d'objectifs communs. Il n'empêche qu'après s'être rendus quelques minutes devant la mairie, une partie d'entre nous est allé bloquer la gare et les voies de trains pendant un bon quart d'heure. Dans le même temps un autre groupe rassemblé devant la mairie a forcé les grilles, fait reculer la police municipale qui a dû gazer et faire appel à la BAC pour le repousser. On est partis vers 16h30, dans un moment de flottement, le gros du cortège semblait repartir vers la Toison d'Or et un groupe était encore en train de bloquer les rails. Beaucoup de gens étaient encore dans la rue au moment où on est partis, peut être le sont-ils encore quand on écrit ces lignes.

### Bilan

Si on a été heureusement surpris par la tournure des évènements, c'était plutôt sur le fond et les mots d'ordre que nos craintes portaient. Sur ce point on est plus mitigés. On a vu des drapeaux tricolores, on a entendu plusieurs fois la Marseillaise et des slogans assez minables qui tournaient souvent autour de la vie sexuelle fantasmée de Emmanuel, Brigitte Macron et Benalla. C'est pas très agréable à entendre, mais on doit bien se rendre à l'évidence : pour beaucoup de gens, la Marseillaise reste un chant

populaire, voire même un souvenir d'une histoire révolutionnaire... On n'a pas entendu de remarques sexistes ou racistes, ce qui n'était pas gagné d'avance. Les fachos organisés, qu'on supposait être dans les parages, se sont fait discrets, on ne les a pas vus. On a pu voir plusieurs pancartes qui allaient plus loin que juste « les contribuables en ont ras-le-bol ». Il nous a semblé qu'il y avait pas mal de diversité dans la composition du cortège. On a vu réunis dans la même colère des gars des chantiers, des jeunes des cités, des retraitées, des punks à chiens, des étudiantes, des syndicalistes... On imagine quand même que beaucoup des gens réunis cet après-midi étaient les premières perdantes de cette hausse des taxes : les gens de la périphérie de Dijon qui doivent faire 10, 20 ou 30 bornes matin et soir. Beaucoup de gens avaient aussi l'air de manifester pour la première fois, ce qui n'est certainement pas pour rien dans l'exaltation qui transparissait parfois, loin de l'ambiance blasée de beaucoup de cortèges de militants convaincus. Dans tout ça on a vu émerger

des moments de complicité réjouissants. Quand le dispositif policier a été débordé d'entrée de jeu, quand tout l'avant de la manif a couru pour repousser la voiture de police qui se mettait en travers de la rue, quand les grilles de la mairie ont été forcées, ou toutes les fois où on a pu retrouver les complicités qu'on affectionne dans les manif sauvages. Nombreux sont ceux qui se rendent compte de l'indécence des puissants - qui à travers les industries et leurs lobbies sont les principaux pollueurs - à faire payer la note écologique aux gens d'en bas. Le chantage à l'écologie va nous accompagner dans la séquence politique qui s'ouvre et il va falloir apprendre à le démonter. On rentre donc avec quelques questions en tête : Quelle forme d'intervention collective peut-on mettre en place pour ne pas laisser les fachos capitaliser sur cette colère populaire ? Comment construire un rapport de force favorable qui allie justice sociale et préoccupations écologiques ? Est-ce que finalement c'est pas un peu glamour et subversif le gilet jaune ?

## Les gilets jaunes squattent l'accès à l'A39

Il est un peu difficile pour qui n'a pas Facebook de savoir ce qui se passe au niveau des blocages des gilets jaunes dans la région dijonnaise. Ce matin, on est passé-es au rond-point de Crimolois, près de l'entrée de péage de l'A39, et on y a rencontré une bonne dizaine de personnes. L'ambiance est bon enfant et ressemble finalement pas mal à un piquet de grève. Ça crame des palettes pour se réchauffer et être visibles, ça demande aux gens qui passent de klaxonner et ça discute sévère de la suite du mouvement. D'autres points de rassemblement permanents ont lieu comme à Fontaine-les-Dijon devant le magasin Feu Vert ou à Arc-sur-Tille à l'entrée de l'autoroute. Il y a aussi des actions ponctuelles comme des barrières levées aux péages. Énormément de gens manifestent leur soutien, que ce soit en ayant le gilet jaune visible sur le tableau de bord, en klaxonnant, ou en s'arrêtant pour filer de la bouffe, du matériel, des infos d'autres rassemblements ou de la thune. Tout le monde parle de monter à Paris ce samedi, mais aussi de convoquer une manifestation à Dijon pour toutes les personnes qui ne

peuvent pas faire le déplacement. Des actions de blocage sur les points stratégiques sont également prévues...  
Affaire à suivre !



# Contre Macron et ses taxes

## Contre la tyrannie de la bagnole

*Tract distribué pendant l'Acte I des gilets jaunes à Dijon*

Une analyse simpliste voudrait opposer les Gilets Jaunes, « des beaufs des campagnes manipulés par l'extrême-droite », aux écologistes, « des bobos citadins déconnectés des réalités ». Pour contredire ces clichés, des Gilets Jaunes sincèrement écologistes appellent à se joindre à la marche pour le climat du 8 décembre.

Aujourd'hui, nous sommes des dizaines de milliers à descendre dans la rue et bloquer les routes, les rond-points, les roclades et les péages. Des rassemblements et des manifestations ayant pour but de paralyser effectivement le pays sont organisées dans des centaines de villes, du blocage du périphérique parisien aux manifestations dans les villes moyennes en milieu rural.

Il s'agit d'une mobilisation d'une ampleur et d'une détermination inédite, provoquée par le mépris affiché du gouvernement envers les travailleurs et les franges les plus pauvres de la population.

L'arrivée au pouvoir de Macron (et ses activités en tant que ministre de François Hollande) se traduit en effet par un cortège de mesures anti-sociales et réactionnaires : réforme du code du travail, de la SNCF, des universités, du service public, des hôpitaux, suppression de l'ISF, milliards de cadeaux aux grosses entreprises, etc.

Prétextant une vision moderniste et progressiste, un « projet » innovant et prometteur pour la société, Macron et sa clique entendent confisquer encore plus les richesses au profit de quelques actionnaires, alors que les travailleurs s'appauvrissent et que le chômage ne cesse d'augmenter.

La goutte d'eau qui fait déborder le vase aujourd'hui, c'est le prix du diesel qui s'envole.

D'un côté, les grandes multinationales du transport, de l'énergie, du commerce mondialisé, consommatrices de millions de litres de pétrole, asphyxiant tous les jours un peu plus la planète et ses habitants, sont très peu taxées sur les hydrocarbures, et détournent chaque année des millions de dollars en évasion fiscale.

De l'autre, après des décennies de régime fiscal avantageux et la multiplication de la production de véhicules familiaux utilisant le fameux carburant (la perspective d'une économie à la pompe poussant souvent les usagers à acheter ce type de véhicules), on impose une augmentation du diesel qui se ressentira surtout dans le

porte monnaie des salariés aux revenus modestes, déjà affectés par la précarisation accélérée du travail.

Que l'on s'entende bien. Si nous prenons la rue aujourd'hui, ce n'est pas pour défendre les pauvres chefs d'entreprises de transport de marchandises ou de construction qui feraient moins de bénéfice à cause de cette hausse. Ce n'est pas non plus pour encourager la production et revendiquer le droit à la jouissance de 4x4, de crossovers ou de grosses berlines engloutissant un camion-citerne à chaque plein. Certes non.

Nous ne voulons pas que les taxes et les mesures gouvernementales assomment les citoyens qui ont déjà du mal à joindre les deux bouts, et c'est en cela que nous prenons part à cette révolte qui veut faire tanguer ce gouvernement qui ne sert que lui-même et les intérêts des grands groupes. Mais nous ne voulons pas non plus de ce monde de la bagnole, du diesel et de l'essence dessiné par la folie du capitalisme depuis les années 50.

C'est un système de mort, où les particules fines disputent au CO<sup>2</sup> la première place sur le podium du plus grand nombre de victimes passées ou à venir, où l'air que les enfants respirent les jours des pics de pollution est épais comme un brouillard et opaque comme un feu de bois, et où des millions d'êtres humains passent chaque jour parfois plus de 2 ou 3 heures embouteillés sur les périphériques des grandes métropoles.

Le développement de la bagnole sur les « nobles intentions » des industriels de l'automobile quant à la libre circulation de tous est une maladie dont on aperçoit aujourd'hui l'accélération des symptômes.

La hausse du diesel sous couvert « d'écologie » est une supercherie. La seule solution est une solution politique globale, qui remet en cause les fondements même de la société capitaliste. Une des solutions les plus rapides et les plus efficaces est la réorganisation du système ferroviaire et la création d'un système de transports en commun réellement efficace, universel et gratuit. Il n'y a pas d'écologie sans justice fiscale.

**Retrouvons nous le 8 décembre à 14h  
Place de la Rep' à la marche pour le Climat !  
Trains et bus gratuits et écologiques  
pour toutes et tous**

# Bataille dans l'inconnu

Après la journée du 17 novembre, et le récit sur le vif de la mobilisation dijonnaise, nous nous demandons encore qui sont les Gilets Jaunes.

Tout le monde y va de sa comparaison : bonnet rouge, je suis Charlie, nuit debout, poujadisme, jacquerie paysanne,... Certain-es cherchent à comprendre *a priori* si ce mouvement a un "intérêt", s'il est de gauche ou de droite, s'il est manipulé ou sincèrement spontané... Et les analyses vont bon train.

Il y a d'un côté celles et ceux qui déterminent l'intérêt du mouvement suivant son potentiel idéologique : même si on admet qu'il est toujours utile de se révolter contre la pauvreté, s'en prendre aux taxes seraient globalement "de droite", surtout s'il s'agit de contrer des mesures écologiques. Critiques solidifiées par le fait que différents groupes d'extrême-droite ont rejoint l'appel à mobilisation.

À l'inverse, il y a celles et ceux qui ont tenté l'approche expérimentale, rendant compte des quelques contacts qu'ils et elles avaient eu *in real life* en traînant dans des réunions préparatoires. Ils nous rassurent : les Gilets Jaunes ne sont pas peuplés uniquement de fachos. Et même, il semblerait qu'ils et elles se posent aussi pas mal de questions et s'inquiètent de la composition des manifestations...

« J'ai vu qu'il y avait une autre page pour le 17 novembre à Toulouse, avec beaucoup de gars du FN dessus. J'espère qu'ils n'étaient pas aussi sur notre page. Moi c'est pas trop ma came », commente Martin. Silence. « Mais si ça se trouve je suis en train de parler à deux gars du FN ! » se marre[-t-il], brisant subtilement la glace. Je le rassure, laconiquement par un : « Non, t'inquiète ! »

rappportsdeforce.fr,  
"Le 17 novembre sera-t-il apolitique ?"

Eh oui... On se sent un peu con... Les Gilets Jaunes, eux non plus, ne savent pas trop "ce qu'ils sont", et se demandent bien aux côtés de qui ils et elles vont manifester... Il n'y a pas que les médias, les syndicalistes et les révolutionnaires qui se questionnent. Quand un mouvement naît sur les réseaux sociaux, le moins qu'on puisse dire c'est qu'il ne dit pas grand chose de ce qui fera vraiment la chaleur du moment. On peut parier sur le fait que personne ne souhaite manifester à côté de quelqu'un dont les idées politiques lui font horreur, et que la question "Mais qui sera là demain ?" n'a pas dû seulement traverser les esprits des plus révolutionnaires...

## Apolitique, jusqu'à ce qu'on s'engueule

Il y a un engouement fort autour de l'idée que ce mouvement serait "apolitique". Bien sûr, on peut toujours se méfier, puisque c'est l'apanage de ceux qui refusent de lutter que de se dire "apolitiques". Mais il faut surtout entendre, assez simplement, l'envie de se désolidariser d'emblée de toute récupération politique. Il ne faut pas oublier que pour la plupart des gens, le mot "politique" renvoie très simplement à la classe politicienne. Il serait absurde de penser que lorsqu'une personne décide de rejoindre un rassemblement appelé sur Facebook, elle ne s'y rend pas avec tout ce qui la caractérise : son aversion ou son goût pour le drapeau tricolore, les bons ou les mauvais souvenirs que lui rappelle la Marseillaise, sa peur ou son envie de se confronter à la police, etc. Le fait que tout ça ne constitue pas toujours une position politique déterminée et connue ne doit pas nous laisser penser que chaque Gilet Jaune n'aurait pas - lui aussi, elle aussi - de solides convictions. Il n'y a donc pas d'un côté des fachos qui "récupèrent", et de l'autre un peuple hébété et manipulé. Pas plus qu'il ne semble y avoir un "mouvement de droite". Il y a des foules hétérogènes, que rien ne rassemble sinon le mot d'ordre le plus simple du monde : *on en a marre de payer*. Cette hétérogénéité ne doit pas nous faire peur. Elle donne justement lieu au politique. Que chacun-e cherche à tirer le mouvement vers ce qui l'anime le plus, c'est le propre de tous les mouvements politiques. Tout comme on s'étripe à

chaque manifestation pour savoir si vraiment "tout le monde déteste la police" ou pas. Peut-être qu'il s'agit d'une hétérogénéité plus vaste, plus compliquée. Pour pouvoir la regarder en face, il faut accepter l'idée que l'on puisse partager un lieu et un moment avec des gens qui votent peut-être pour le FN. Que cela ne va pas nous salir si nous arrivons à leur faire face. Ce qui pourrait nous affaiblir, c'est de maintenir l'illusion populiste. Non, nous ne sommes pas "un peuple".

C'est à partir de là que la bataille éthique commence : il s'agira d'affirmer dans ces rassemblements qu'il est possible de penser une écologie populaire, de refuser de subir les taxes sans être un petit patron, de remettre en cause la voiture sans mépriser celles et ceux qu'elle ruine. Affirmer enfin que la solidarité face à la pauvreté ne connaît aucune frontière. Comment apporter tout cela à ce

mouvement naissant, sans pour autant retomber sur les chemins balisés de nos militantismes ?

Plusieurs pistes sont esquissées ici et là :

- Cibler des multinationales comme Total
- Afficher des revendications et des messages qui tranchent clairement
- Exiger des plans nationaux de gratuité des transports en commun
- Favoriser la rencontre avec la lutte des cheminots

Il est urgent aujourd'hui de mener ces batailles sur des terrains inconfortables. Pas dans le secret de l'urne, pas dans des séminaires gauchistes, pas dans des repas entre ami·es, mais sur la place publique. Là où rien ne nous garantit par avance que nous serons écouté·es.

Abandonnons la place de commentateur et acceptons de nous mettre en jeu !



# Acte II

## Lacrymos et barricades

24 novembre 2018

*Le 18 novembre, Édouard Philippe annonce sur France 2 que « le cap est bon » et que « le gouvernement va le tenir » et rejette la proposition de la CFDT d'un « pacte social de la conversion écologique ». Ce qui a pour effet de multiplier les blocages et occupations dans toute la France et les émeutes à la Réunion. Le 20 novembre les forces de l'ordre interviennent pour débloquer le port pétrolier de Fos-sur-Mer, la raffinerie de La Mède et le dépôt pétrolier de Lespinasse. Le préfet de la Réunion instaure un couvre feu sur l'île de 21h à 6h. Le 22 novembre, le gouvernement achète les syndicats de routiers en décidant de reporter la création d'une vignette poids lourds. Les sondages annoncent que deux tiers des consultés soutiennent le mouvement. Après une semaine de blocages et d'occupations qui suscitent d'inoubliables rencontres, un deuxième acte se joue dans les centre-villes. Nous retenons surtout de cette journée que « c'est un champ de bataille sur les Champs-Élysées ». Mais nous n'oublions pas que ce deuxième grand rendez-vous a été très largement débordant dans les villes de province et a encore renforcé les blocages et occupations.*

### Situation

Le rassemblement appelé place de la République à 14h était bien moins massif que celui de la semaine dernière qui rassemblait un nombre de personnes qu'aucune manifestation n'avait plus réuni à Dijon depuis de nombreuses années. Pas de quoi s'en attrister, ou crier à « l'essoufflement ». Beaucoup de Gilets Jaunes ont préféré mettre en place des points de blocage tout autour de la ville : péage de Dijon-Sud, de Crimolois, rond-point d'Ahuy, centre commercial de la Toison d'Or, et dans plusieurs autres points stratégiques du département. Le fait que cette manifestation puisse avoir lieu était déjà une petite réussite ; nous n'avions pas encore idée de ce que nous réservaient les prochaines heures.

### Tensions

La manifestation n'était pas encore partie de la place de la République que la tension montait déjà entre les personnes présentes et les forces de l'ordre qui, par l'intermédiaire du sinistre commissaire De Bartolo, ont tenté de faire porter le chapeau de l'organisation du rassemblement aux militants habitués des manif' syndicales. Dès le départ de la place, une ligne de policiers nationaux et de gendarmes mobiles (GM) tente de couper le passage du cortège, mais se fait forcer par les manifestant·es malgré les coups de gazeuse. S'ensuit une série de manœuvres incompréhensibles de la part des GM qui recourent au cortège, puis en laissent repasser une partie, avant

de venir recréer une ligne au milieu des personnes qui sont déjà passées, et de tenter d'isoler un petit groupe de manifestant·es. Qu'ont-ils tenté ? Dur à dire, mais quoi qu'il en soit ils ont été largement dépassés, obligés de rebrousser chemin, sans avoir arrêté personne, mais en ayant déclenché la colère des manifestant·es, parmi lesquels se trouvaient des personnes âgées et des enfants qui ont connu leur baptême du gaz. Le cortège sera à nouveau gazé quelques minutes plus tard dans la rue des Godrans, puis à plusieurs reprises durant toute la manifestation.

### Tour et détour

Dans l'ensemble, les manifestant·es ont tentés, tout au long de la manif, d'atteindre la rue de la Liberté, qui - c'est devenu une habitude depuis plusieurs années - était totalement bouclée par les forces de l'ordre. Le cortège a donc contourné cette rue par le sud, jusqu'à la place de la Libération, des points de tensions plus ou moins forts se formant à chaque rue adjacente. Les Gilets Jaunes se sont alors petit à petit dispatché·es dans tout le centre-ville, avec des groupes plus ou moins gros qui s'agrègent par endroit. L'un de ces groupes, quelques centaines de personnes, a, comme la semaine dernière, décidé d'aller occuper la gare. Les rails ont été bloqués pendant une bonne vingtaine de minutes avant que le cortège ne reparte vers le centre-ville, lassé par la situation trop statique.



## Barricades

De retour vers le centre-ville, les GM se mettent à nouveau en travers du cortège... seulement sur la moitié de la rue. Après un instant de flottement, toute une partie du cortège s'élançe au pas de course vers les rues marchandes en tentant de prendre les GM de vitesse. En quelques secondes, ceux-ci se déploient, chargent, et saturent la place Darcy de lacrymo. Toutes les personnes présentes sur la place, y compris la foule du shopping, doivent fuir les gaz dans la confusion. Quelques minutes plus tard, un nouveau groupe se forme devant la Préfecture laissée sans défense. En quelques secondes, des barricades viennent barrer la rue, des poubelles sont enflammées, l'euphorie gagne la foule, vite balayée par la troupe de GM arrivée pied au plancher depuis la place Darcy. Quelques barricades sont ensuite montées jusqu'à l'entrée de la place Notre-Dame, avant que les dernières manifestant-es ne se dispersent.

## Composition, grenade, interpellation

Si le cortège est resté très hétérogène, comme la semaine dernière, le resserrement des rangs permettait d'y voir plus clair. Au milieu des familles, on pouvait encore voir des militants antifascistes, des syndicalistes, des punks à chiens,

ou des groupes de motards. Si la Marseillaise s'est beaucoup moins fait entendre, on a quand même aperçu quelques personnes dont la sympathie pour l'extrême-droite était manifeste, notamment un membre de l'Action Française. Il faudra donc rester vigilant·e, et continuer à porter des mots d'ordre qu'ils ne pourront pas se réapproprier, et qui n'opposent pas écologie et préoccupations sociales. Deux personnes ont du être évacuées par les pompiers, l'une a reçu un tir de flash-ball dans les testicules et l'autre a subi une explosion de grenade de désencerclement sur le pied dans une situation où son usage était totalement injustifié. La note du directeur central de la sécurité publique du 24 décembre 2004 qui encadre leur utilisation stipule que « les dispositifs manuel de protection ne doivent être employés que dans un cadre d'autodéfense rapprochée et non pour le contrôle d'une foule à distance ». Les agents de police se foutent éperdument des consignes. Un jeune homme de 17 ans a été mis en examen pour violences sans Interruption temporaire de travail sur agent dépositaire de l'autorité publique (ADAP) et participation à un attroupement avec le visage dissimulé. Il a été placé sous contrôle judiciaire avec obligation de suivre un stage de citoyenneté, et mis sous liberté surveillée jusqu'à sa majorité.

# Acte III – L'assaut de la Préfecture

1<sup>er</sup> décembre 2018

*Après la journée du 24, le gouvernement joue la carte des « séditions d'ultradroite » afin de couper le mouvement de son aile gauche. Le 25, le gouvernement abandonne son projet de péages urbains. Le 26, il annonce l'élargissement du chèque énergie pour aider les ménages modestes et la super prime à la conversion. Le 27, Macron dit vouloir adapter la fiscalité des carburants aux fluctuations de prix et organiser une « grande concertation » dans les territoires. Il parle pour lui-même, pour se rassurer. Le soir même, Éric Drouet, qui avait été reçu par François de Rugy, dit ne pas avoir été convaincu et appelle à se rendre sur les Champs Élysées samedi. Le 28, Édouard Philippe confirme le maintien de la hausse sur les carburants et les sondages annoncent que 84 % des consultés soutiennent le mouvement. Le 30, les lycéen·nes entrent dans la danse et Édouard Philippe foire son rendez-vous avec les « représentants » des Gilets Jaunes. Le 1<sup>er</sup> décembre, Paris brûle. La place de l'Étoile comme épice, un séisme secoue la ville, du Trocadéro au Faubourg Saint-Antoine. Les rues sont jaunes de monde et le ciel est noir des incendies qui illuminent toute la rive droite, « La tour Eiffel a chaud aux pieds, l'Arc de Triomphe est renversé ». Une préfecture brûle au Puy-en-Velay, 2000 manifestant·es prennent d'assaut la mairie de Bordeaux. Tout semble soudain pouvoir basculer...*

## Ambiance

On est parti·es à 13h30 de la République. On était 2000. Il y avait toutes sortes de gens, beaucoup de personnes âgées et des milliers de têtes jamais vues dans une manif'. Des tas de slogans, plus ou moins chouettes, et deux femmes qui tiennent une banderole vierge : « On ne sait plus quoi dire... » nous disent-elles. Un homme crie au mégaphone : « Nous avons deux possibilités, soit on dit notre parcours aux flics, ils ont dit qu'ils accepteraient à peu près tout ce qu'on leur proposera. »

La foule : « Noooooon »

L'homme : « Ou alors, on fait n'importe quoi, et on leur dit rien. »

La foule : « Ouiiiiiii »

L'homme : « Ok, alors on part vers la place Darcy, vu qu'on leur a dit qu'on partait dans l'autre sens. »

On avance vers la préfecture, face à un cordon de police. Les gens lèvent les bras et crient « la police avec nous » ou « cassez-vous »... Les flics nous gazent très rapidement. On se rend compte que beaucoup de gens sont venus avec des masques à gaz. Une femme blague : « Martine, elle est venue équipée, elle sent rien du tout, faut la mettre en première ligne ! » Les flics lynchent un type qui est arrivé vers eux de dos, les mains en l'air. Ils se sont acharnés à 4 sur lui puis l'ont laissé repartir.

## Cortège(s)

La rue de la Lib' est traversée pour la troisième fois par une manifestation massive, un jour de shopping, incroyable... Les Gilets Jaunes se mélangent aux gens qui font leur course, en silence, ce qui nous donne un sentiment assez étrange. On entend : « Ah ouais, ils sont là les 84 % qui nous soutiennent, ils préfèrent juste faire les magasins ». Le cortège s'allonge dans la totalité de la

rue de la Lib', retourne à la préfecture et se sépare en trois groupes. De façon à arriver par plusieurs rues. Un cortège de 200 personnes bloque la gare pendant une trentaine de minutes puis rejoint les autres restés autour de la préf. L'un des cortège est resté un bon moment rue d'Assas. On y a vu les flics lancer des lacrymos dans les vitres de plusieurs voitures. Des gens prennent des poubelles pour se protéger et avancer sur les flics, ce qui donne lieu au premier gros affrontement. S'ensuit des séries de charges/contre-charges. Un homme-statue qui posait rue de la Lib' s'est pris de passion pour les gilets jaunes et s'avance mains en l'air vers les flics qui le gazent et le défoncent. Au moins 6 personnes se prennent des LBD (plus communément nommés « Flash-ball ») dans les pieds dont une personne qui n'arrive plus à poser le pied par terre. À chaque jet de lacrymo, l'espace est entièrement brouillé, et s'ouvre un moment de folie où tout le monde s'active et monte des barricades. Une grosse charge finit par chasser les gens de la rue d'Assas, rejoignant ensuite la place de la République où se trouve déjà le dernier cortège.

## Préfecture

Arrivé·es place de la République, on se prend la tête. Bloquer ou non la route, retourner ou non à la préf', soutenir ou non le bordel ambiant... Mais le cortège finit par reprendre la route de la préf'. C'est là que des affrontements vont alors avoir lieu pendant des heures. Charges et contre-charges, barricades enflammées, jets de pavés contre des flash-ball tirés préférentiellement au niveau de la ceinture... Quelques tirs tendus de lacrymo... On est resté·es là pendant très longtemps, dans les rues qui bordent la préfecture. Des barricades sont érigées à plusieurs reprises, et des voitures sont en feu. Les flics



sont complètement dépassés, incapables de tenir tous les points de mobilisation. Ils ne peuvent que défendre comme ils peuvent la Préfecture, repoussant les assauts et tirant à tour de bras. Aucune de leurs charges ne saura démotiver les troupes, qui ne désemplissent pas avant plusieurs heures. L'ambiance était incroyablement détendue, on a vu des familles blaguer sur qui se colle la prochaine charge. On s'asphyxie, on s'éloigne, on respire un coup et on y retourne « tous ensemble, tous ensemble ! ». Comme si bloquer les rues, les tram, et prendre d'assaut la préfecture était devenu une forme de jeu collectif, un sport comme un autre. Il faudrait bien sûr y lire la revanche de chacun·e sur l'humiliation quotidienne et le mépris de celles et ceux qui nous dirigent.

### **Illuminations**

À 18h, Rebsamen annonce qu'il annule les illuminations de Noël. Qu'à cela ne tienne, les Gilets Jaunes repoussés place de la République illuminent eux-mêmes le marché de Noël : tout y passe, sapins, rambardes, poubelles... Il faudra plusieurs heures d'affrontements intenses pour dégager les gens de la place. C'est seulement à 19h que quelques centaines de personnes décident de retourner en centre-ville par la rue Jean-Jacques Rousseau. Les illuminations continuent, cette fois-ci aux entrées du palais des Ducs, dont l'entrée brûle grâce à un amas de sapins de Noël. Et le cortège repart avant même l'arrivée des policiers. Il se disperse quelques minutes plus tard dans les rues du centre-ville, la police à ses trousses.

### **Brouillard politique**

Nous sommes heureux d'avoir moins entendu la Marseillaise que d'ordinaire, et beaucoup plus de slogans contre la police. Le fait que la Préfecture devienne une cible évidente pour tout le cortège, à tel point qu'il y reste avec détermination pendant plusieurs heures, nous réjouit. Une hargne évidente monte, on a entendu à de multiples reprises des déclarations sans ambiguïté à propos de la police, de l'illégalité, des dégradations,... Un consensus tacite rassemble : il faut foutre le bordel pour être entendu ! Rue de la Liberté, on a entendu pas mal de personnes se moquer des « bourgeois du centre-ville » qui vont dilapider leur paye aux Galeries Lafayette. Les « Allez-y, consommez ! » nous ont rassuré sur le fait que les gens ne sont pas dupes du piège du « pouvoir d'achat ». Au milieu des gaz, un ami nous fait part de ses doutes : il revient du Brésil, il a peur de ce que le populisme porte. Et si tout ça renforçait un pouvoir fasciste ? Et si nous sortions de tout ça plus affaiblis ? Nous n'avons pas vu de fasciste assumé, aucun drapeau, aucun slogan. S'ils sont là, ils avancent dans l'ombre et ne se montrent pas. Les drapeaux rouges, les tracts écologistes, les slogans anti-capitalistes semblent par contre les bienvenus, et sont relativement repris par la foule. Un tract circulait pendant la manifestation. Un appel à rejoindre la marche pour le climat. Il y a fort à parier que cette journée sera décisive. Beaucoup de choses dépendront de la rencontre de ces cortèges, de l'invention d'une écologie par et pour les pauvres - qui, rappelons-le, seront les premières victimes des dérèglements climatiques.

# Les Lycées sont dans la rue

*Le 30 novembre les lycéen·nes rejoignent le mouvement en bloquant leur établissement et en manifestant. Dijoncter met en place pour l'occasion un fil info continu durant la semaine de surgissement lycéen qui subit une incroyable répression administrative et policière sans susciter la moindre attention de la part des gouvernants.*

## Vendredi 30 novembre

Eiffel est bloqué, donnant lieu à une grosse manifestation dans les rues de Dijon.

## Dimanche 2 décembre

Un appel circule sur les réseaux, pour appeler tous les lycées de Dijon au blocage et à une marche lycéenne « Contre la diminution des postes d'enseignement et contre la sélection à l'université par l'argent et le niveau social »

## Lundi 3 décembre

Eiffel, Castel, Charles-de-Gaulle et Hippolyte Fontaine sont bloqués. Des poubelles brûlent devant Charles-de-Gaulle, Hippo et Eiffel, où 300 lycéen·nes sont réunies, énormément de monde devant Hippo qui a fermé ses portes pour la journée. À 9h devant Carnot, les flics gazent et tirent au niveau des têtes. Une personne est arrêtée, une autre blessée par un tir dans le crâne. Une grenade de désencerclement est lancée, le même genre qui a blessé gravement une personne au pied le 24 novembre.

À 10h, tout le monde s'est retrouvé dans la rue pour faire le tour des lycées de la ville. La manif bloque la place du 30 puis repart vers Hippo bel et bien fermé. En passant devant la prison des gens proposent de l'envahir, sans que la proposition soit mise en œuvre. À 10h30 c'est plus d'un millier de personnes qui traversent la Place Wilson en direction de St-Jo. Les grilles du lycée ne résistent pas longtemps, tout le monde s'engouffre dans la cour mais les portes des bâtiments sont fermées. Ça repart en direction du Castel. Les flics bloquent l'extrémité de la rue du Transvaal pour protéger le comico. Les gens essaient de passer par le Petit-Cîteau mais les decks bloquent les sorties. Tout le monde marche dans leur direction. Arrivé·es à une cinquantaine de mètres d'eux ça commence à caillasser. De plus en plus abondamment. Jusqu'à ce que les flics gazent largement le cortège qui s'éparpille. Deux personnes se font serrer. Tout le monde reprend sa respiration et part en direction du Castel. À 11h les gens s'engouffrent dans le lycée, une voiture est retournée, l'alarme anti-intrusion déclenchée. La préfecture annonce que les flics vont intervenir. Tout le monde se casse. À 11h30 le cortège reparti du Castel se dirige vers la fac. La rue d'Auxonne est noire de monde. Arrivé·es devant l'Intermarché du Boulevard de l'Université, certain·es se précipitent vers les caddies. Un vigile

s'oppose à la resquille. Il est repoussé et une rangée de caddie est retournée sur la route pour empêcher une voiture du BP de suivre le cortège. Les autres égayent la cohorte de toutes sortes de manières. À 12h le cortège arrive à la fac, une partie envahit les amphithéâtres Gutenberg et Galilée le temps d'une brève AG, juste pour rappeler l'évidence que demain tous les lycées seront bloqués. Tout le monde repart rue de Mirande. La rue est parsemée de petites barricades de poubelles, certaines embrasées. À 12h30, après être passé par la place du 30, le cortège secoue brièvement les portes de Carnot avant de s'arrêter place de la Rép. Ça bloque la circulation et le tram. Les gendarmes mobiles se déploient rue de la Préf. Les personnes qui ont été arrêtées samedi dernier passent en comparution immédiate à 13h30. Tout le monde repart en petits cortèges pour se rassembler devant le tribunal afin de les soutenir. À 13h30, les flics chargent comme des porcs place de la Rép et se prennent des projectiles. La manif repart vers Darcy, remonte l'avenue Victor-Hugo et se dirige vers Montchapet. À 14h, le cortège est devant Montchap' et bloque le boulevard François-Pompon avec des poubelles enflammées. Ça tente de rentrer dans le lycée. Les flics chargent, se prennent des projectiles et tirent des lacrymos, ils repoussent tout le monde dans



l'avenue Victor-Hugo. À 14h30, les flics continuent d'envoyer des lacrymos. Une barricade est montée rue des Saunières. Elle est vite reprise par les keufs. Une autre barricade, enflammée, est érigée rue de Talant. Les flics chargent à la lacrymo. À 15h, l'avenue Victor-Hugo est bloquée, ça traverse le parc Darcy puis remonte le boulevard de Brosse jusqu'à la Rép. À 15h30, barricades rue de la Préf. Les flics chargent et choppent une personne. Ils se prennent quelques trucs sur la gueule et repoussent les gens vers le boulevard Thiers. Les affrontements continuent devant Carnot, ça recule dans le boulevard de Verdun, les flics ont choppé du monde. Ça s'éparpille, il semble que les decks aient réussi à mettre un terme à la fête. À 16h, le Lycée Carnot décide de fermer l'établissement « jusqu'à nouvel ordre ». Les internes ont été priés de rentrer chez eux. À 19h30, le sale procureur Mathais annonce l'interpellation de 14 personnes dont 7 mineur-es qui sont placés-es en garde-à- vue. Des lycéen-nes disent avoir été « confinés-es » par les directions des établissements. Ils ont été nombreux à être empêchés-es de sortir des enceintes des lycées pour ne pas pouvoir rejoindre les manifestations.

La journée a été mouvementée pour les lycéen-nes. On s'acharne facilement sur ceux qu'on ne considère pas légitimes pour répondre. Le préfet dénonce des « violences contre les forces de l'ordre devant le commissariat de police à l'instigation d'adultes casseurs manifestement

extérieurs au mouvement » qui justifie une « Réponse mesurée des forces de l'ordre ». Il continue avec des « violences inadmissibles à l'encontre des forces de l'ordre » et enjoint les lycéen-nes à ne pas se laisser manipuler par les fameux « casseurs présents à seule fin d'en découdre avec les forces de l'ordre ». Il faut croire que la consigne gouvernementale est de continuer à prendre les gens pour des cons. Pour ceux qui ont éprouvé cette journée ces propos sont scandaleux. La rectrice, elle, déplore solennellement des « exactions commises à l'encontre des élèves ». Celles de la police ? Sûrement pas. Elle condamne les actes de violence commis par des casseurs qui vont à la confrontation. Elle n'est pas au bout de ses peines ! Tout le monde parle de la manif de samedi prochain avec des étoiles dans les yeux. Heureusement, des voix s'élèvent en solidarité avec les lycéen-nes qui ont eu le courage de sortir lundi (et toute la semaine) dans la rue :

« Les personnels d'éducation du Lycée Le Castel (enseignants, assistants d'éducation) sont solidaires des revendications légitimes des lycéens. [...] Nous refusons en outre l'instrumentalisation des violences utilisée pour discréditer l'ensemble du mouvement lycéen et empêcher une réflexion de fond indispensable. »

« Solidaires étudiant-es soutient la mobilisation lycéenne ! Dans le contexte des Gilets Jaunes, face à la sélection, la réforme du bac et la hausse des frais de scolarité pour les étudiant-es extra-communautaires, prenons la rue ! »

## Mardi 4 décembre

Les lycéen·nes avaient prévu de bloquer seulement lundi, mais le comportement des flics la veille les a tellement mis sur les nerfs qu'ils décident de se bouger toute la semaine. Les flics sont postés aux entrées des lycées pour empêcher les blocages. Quelques rassemblements arrivent quand même à prendre forme. À 9h, une manif arrive à partir, chargée plusieurs fois par la BAC et les CRS. Ça essaie de rentrer dans Simone Weil, affrontement avec les flics qui se prennent un cocktail molotov. À 11h, en passant place Wilson, une voiture banalisée se prend une caillasse qui défonce sa lunette arrière. On entend certains dire aux plus sceptiques : « T'as vu, je t'avais dit que c'était des keufs. » Il faut préciser que c'était la Mondeo de la BAC avec le commissaire. La BAC charge, tout le monde part en courant en traversant des lignes de flics qui se sont positionnés de l'autre côté. Plusieurs arrestations. La manif se disloque. À 12h, les flics se déploient devant Notre-Dame, patrouillent sur le marché et dans les rues adjacentes. Ils veulent faire peser un climat de terreur sur ceux qui se bougent. À 15h, la manifestation a repris, cette fois-ci depuis le lycée Charles-de-Gaulle, avant d'être dispersée à coup de lacrymo. Un pion du lycée Charles de Gaulle a eu accès au groupe Whatsapp des lycéen·nes mobilisés et balance tout aux flics ! À 16h, nouveau rassemblement devant le lycée Montchapet. Les lycéen·nes descendent l'avenue Victor Hugo. Une nouvelle arrestation.

## Mercredi 5 décembre

Le lycée des Marcs-d'Or est bloqué. Une manif est partie des Marcs-d'Or pour aller faire un tour en ville. Plusieurs centaines de personnes. À 10h30 la manif passe place Darcy et arrive à défiler dans la rue de la Lib'. À 11h, le cortège passe devant Simone Weil, place du 30 et part vers Hippo. Les GM se déploient autour de la préf. Deux personnes se font serrer. À 11h30 la manif repart vers Eiffel. Cet aprem', les lycéen·nes arrêté·es lundi passent en comparution, rendez-vous devant le tribunal à 13h30.

Un peu de soutien vient réchauffer les cœurs :  
« Disons-le tout net : SUD éducation soutient la mobilisation des lycéen·ne·s, leurs revendications sont aussi les nôtres. [...] SUD éducation condamne sans ambiguïté les violences policières dont sont victimes les lycéen·ne·s mobilisé·e·s et appelle l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale à se solidariser des lycéen·ne·s mobilisé·e·s et à s'emparer des mots d'ordre portés pour l'abrogation des réformes Blanquer. »

## Jeudi 6 décembre

Ça bloque à Charles de Gaulle et aux Marcs d'Or et le Castel se bouge. À 9h, les flics débloquent Charles de Gaulle, arrêtent un lycéen, ça bouge en ville rejoignant ceux des Marcs d'Or et du Castel. À 10h, une manifestation du Castel passe à Wilson et part vers République. À 11h, à République, le cortège du Castel et celui de Charles de Gaulle se rejoignent. À 11h30, la manif s'arrête devant Simone Weil, les flics choppent deux personnes, ça repart vers la Rép. À 12h, les flics forment un barrage rue Diderot, le cortège revient sur ses pas et ne peut pas de se disperser. On apprend que les profs du Castel, à la traîne, feront grève demain. À 15h, la directrice lave le cerveau de la délégation de lycéen-nes partis à sa rencontre : « Nous avons parlé des façons d'éviter les débordements, pour que leurs manifestations ne soient plus infiltrées par des personnes violentes. » Quatre personnes seraient en garde-à-vue après les manifs de ce matin.

Bonne nouvelle, les profs se bougent :

« Les enseignants du lycée Le Castel réunis en heure d'informations syndicales à l'initiative des syndicats FSU, FO, CGT ce jeudi 6 décembre, ont décidé de se mettre en grève à compter du vendredi 7 décembre. [...] Par ailleurs, ils protestent contre les violences policières envers les lycéens. La violence appelle la violence. La seule réponse à apporter aux lycéens est de les écouter et de répondre à leurs revendications. Ils appellent à un rassemblement vendredi 7 décembre à 10h30 devant le rectorat et demandent à y être reçus pour exprimer fermement leurs revendications. »

Et la CGT aussi : « Avec la jeunesse, la CGT Educ'Action est mobilisée contre Macron et son monde. La CGT Educ'action de l'académie de Dijon tient à affirmer sa totale solidarité avec cette jeunesse mobilisée. Elle rappelle aussi ses exigences de retrait des contre-réformes des lycées (enseignement professionnel, général et technologique) et de Parcoursup. Elle veillera également à ce que ces mouvements de la jeunesse puissent s'exprimer librement, sans récupération ni répression policière. Dès maintenant, la CGT Educ'action appelle à construire, partout où cela est possible, une convergence de lutte avec les lycéen-nes, les autres organisations syndicales et les personnels afin de développer les mobilisations. Il y a urgence à faire reculer le gouvernement sur ses nombreux projets dévastateurs pour l'avenir de nos élèves et des personnels. Et cela passe obligatoirement par l'amplification du rapport de force et de la construction de la contestation. »

## Vendredi 7 décembre

La manif partie de Montchap' en rejoint une autre dans le centre-ville.

Lycées mobilisés aujourd'hui : Marcs D'Or, Castel (élèves et personnel), Hippolyte Fontaine, Eiffel, Montchapet. Plusieurs centaines de personnes devant le rectorat. En soutien aux lycéen-nes de Mantes-La-Jolie, les élèves et le personnel du Castel se sont agenouillé-es mains derrière la tête sur la place du 30 octobre. À 11h le cortège arrive devant Simone Weil, certains arrivent à rentrer dans le lycée, les autres bloquent la rue et brûlent des poubelles. Les flics arrivent. À 11h30 ça bouge à Hippo, puis vers Wilson par le boulevard Carnot. Ça continue jusqu'à St-Jo puis vers le Castel.

# Gilet jaune, avenir radieux

*La situation est inédite. Depuis bientôt trois semaines un mouvement de contestation générale croît de manière inattendue. Parti du refus de se voir imposer de nouvelles taxes sous couvert de mesures écologiques, il vire en véritable mouvement de destitution. Les perspectives ? À nous de les dessiner.*

Le bilan de ces trois semaines de blocages et de destructions est déjà lourd. On annonce 13,5 milliards d'euros de perte dans l'agro-alimentaire, une baisse de 50% du chiffre d'affaire dans la restauration, de 40 à 70% dans les commerces de proximité, de 35% dans la grande distribution et 20% de baisse des réservations hôtelières. Le commerce et le tourisme sont au plus mal. 206 entreprises ont fait appel au gouvernement pour financer des mesures de chômage partiel qui concernent 5000 emplois et 300.000 heures non travaillées, l'État a déjà aligné 2,5 millions d'euros de compensation. À Paris, les dégâts ont été chiffrés à 1 million d'euros le 24 novembre et 4 millions le 1<sup>er</sup> décembre, rien que pour la voirie et le mobilier urbain. Pour chaque jour de manif' sur les Champs Élysées, c'est 8 millions d'euros de perdus pour les boutiques de l'avenue. Le président de l'Association Nationale des Industries Alimentaires, ex-patron de Nestlé, demande un arrêt des blocages car il affirme que son secteur est en péril.

Et ça ne suffit pas. À grand coups de mépris, à grand renfort de leçons et en essayant la bonne vieille méthode de la division entre les responsables et les violents, le gouvernement ne bouge pas d'un iota. « Macron, c'est une vraie tête de pioche celui-là », entend-on au détour d'un étal sur le marché. Bayrou déclare : « À un moment, on ne peut pas gouverner contre le peuple. » Mais n'est-ce pas l'essence même de la gouvernance qui est contre le peuple ? En tout cas le peuple n'en peut plus. Il relève la tête. Il prend son courage à deux mains et il tient des blocages, il charge des lignes de flics qui l'empêchent d'accéder à la préfecture ou à l'Élysée. Il persiste, obstiné, plein de confiance dans le fait que partout, dans tous les secteurs, il se sent soutenu, épaulé. Ce sont des années de soumission docile que l'on fait payer aux gouvernants. Et ça tombe sur Macron et sa clique. Ça n'est pas pour rien. Il croyait qu'il allait réussir à détruire tout ce qui dans nos vies n'est pas économie, ce jeune banquier prétentieux. Et bien non. Il suffisait d'un prétexte, d'un symbole, d'une idée qui circule sur

les réseaux sociaux. Et c'est dans la réalité des rues et sur les routes que nous nous retrouvons et que nous nous décidons à faire tomber le gouvernement. Et nous sommes témoins de scènes troublantes. Comme celle de ces gendarmes mobiles qui retirent leurs casques en signe d'insoumission le 30 novembre alors qu'ils doivent évacuer un barrage. C'est aussi celle des pompiers qui tournent le dos aux élus venus les saluer le 1<sup>er</sup> décembre. Ces pompiers si complices alors qu'ils sont si durement éprouvés. Rien que samedi dernier à Paris, ils ont été sollicités pour intervenir sur 250 barricades enflammées, 6 immeubles incendiés et pour prendre en charge des centaines de blessés. Ils ont su intervenir en toute intelligence avec les émeutiers qui leur ouvraient les barricades lorsqu'il le fallait. Les pompiers n'éteignant pas celles qui brûlaient tant qu'elles servaient à se protéger des agressions de la police.

Face à la contestation, le gouvernement mise tout sur la force brute. Samedi dernier, c'est près de 1200 tirs de flashball, 8000 grenades lacrymogènes, plus de 1000 grenades de désencerclement et surtout 339 grenades GLI-F4 (constituées de 25g de TNT) qui ont été utilisées. Un record absolu. Ce sont des centaines de personnes mutilées, 3 personnes entre la vie et la mort et une octogénaire qui a été tuée par les forces de l'ordre à Marseille. Durant cette semaine de contestation lycéenne les mutilations ont été encore plus délirantes, vu que les flics se défoulent sur des gamins. Avec comme point d'orgue la journée de jeudi, ses 700 interpellations et ses images choquantes de lycéennes agenouillées. Et comment traite-t-on de cela *a posteriori* ? On impute la faute aux éléments violents qui veulent en découdre, on annonce une prime exceptionnelle pour les forces de l'ordre mobilisées et pour le prochain rendez-vous, on promet 89.000 flics et une douzaine de blindés. Les caisses sont vides pour les écoles, les hôpitaux, l'assurance maladie et les associations, mais quand il s'agit de sauver sa peau, l'État sait graisser la patte aux chiens qui le protègent. Et au beau milieu du désordre, on



offre encore 40 milliards d'euros de cadeau fiscal au patronat en transformant le CICE. C'est souffler sur les braises.

Pour ce qui est de l'ordre d'une réponse politique, Griveaux martèle : « Nous ne changerons pas de cap car le cap est bon. » Le gouvernement est sûr de lui, tenant les deux chambres il fonce droit dans le mur. Face à la gravité de la situation, les élus continuent à faire preuve de mépris et d'ignorance. Lorsque Chassaigne propose de déposer une motion de censure, ce ne sont que des sourires hautains qui étirent les lèvres des députés LREM. Dans son obstination le gouvernement renforce la colère. Et ce n'est pas l'instrumentalisation médiatique des plus déterminés qui va retenir les gestes. Quiconque a éprouvé les dernières journées de contestation dans la rue a inscrit dans sa chair le fait que les cortèges, en un bloc, tiennent face à la police qui les empêche de s'exprimer où ils veulent. Malgré les tentatives de division, de désolidarisation, les pressions physiques et morales, l'intimidation des RG, le soutien populaire aux Gilets Jaunes continue de prendre de l'ampleur. On entend des grands-mères parisiennes, à qui on voudrait faire condamner la casse, affirmer que : « Il n'y a pas de révolutions sans violence. » On voit des couples de cinquantenaires bien apprêtés refuser de se désolidariser du mouvement. C'est même Pamela Anderson qui de manière inattendue soutient les insurgés : « Je méprise la violence... mais quelle est la violence de toutes ces personnes et de ces voitures de luxe brûlées par rapport à la violence structurelle des élites françaises et mondiales ? » Ça paraît évident.

On sent pourtant poindre un soupçon de frayeur qui parfois parcourt l'échine de quelques gouvernants s'imaginant démis, lynchés, avilis. « Il faut réformer l'État. Et vite ! », supplie notre conseiller

général et régional François Sauvadet. Effectivement, si ça ne se fait pas vite il n'y aura peut-être bientôt plus d'État. Alors on promet quelques mesures, illusoires, un gel, pour calmer la populace. Mais elle n'est pas dupe, et à chaque annonce du gouvernement la colère augmente et le mouvement gagne de nouveaux éléments. Au sein de l'euphorie, on se pose la question de la direction. Vers où se dirige cette puissance ? Où nous emmène cette irruption incontrôlable ? L'impression qui ressort de ces moments éprouvés dans la rue avec des milliers d'inconnu-es pourtant si complices l'espace de quelques instants, c'est que la cible n'est pas dessinée. Le mouvement s'imprime de ce qui s'y exprime, s'y discute, s'y réfléchit. Si la place est laissée vacante aux remarques racistes et aux réflexions sexistes, alors elles s'y installeront bien confortablement. Si au contraire au sein de l'exaltation des repères sont bousculés, remis en cause, bouleversés, alors nous décroisonnerons ce qui nous sépare dans la complicité ou le conflit.

Il s'agit maintenant de s'atteler à toutes les questions que soulèvent cette irruption désordonnée. Aujourd'hui, on s'insurge contre une éducation en miettes, un avenir de merde, un horizon écologique qui sert à s'en prendre aux plus pauvres, des conditions de travail de plus en plus invivables dans pratiquement tous les secteurs. C'est face à cette misère, pas seulement financière, que l'on redresse l'échine. Et il est important de s'organiser localement pour mettre en place des manières d'en sortir. Pour que cela ne se termine pas en un misérable combat électoral Marine vs. Mélenchon. Pour samedi, le mot d'ordre est clair : « À l'Élysée ! » Plus localement cela peut vouloir dire : « À la Préf ! » L'intimidation et le climat de terreur ne nous retiendront pas chez nous. Jetons toutes nos forces dans la bataille !

# Acte IV – Brouillard et possibles



*Le 2 décembre, une réunion de crise se tient à l'Élysée. Le 4, Édouard Philippe annonce la suspension pour six mois de la hausse de la fiscalité sur les carburants et du durcissement du contrôle technique automobile, ainsi qu'un gel des tarifs du gaz et de l'électricité durant l'hiver. Macron est hué au Puy-en-Velay. Le lendemain, il fait savoir que les augmentations de taxes sur les carburants sont purement et simplement annulées pour 2019 mais s'oppose à tout rétablissement de l'ISF. Macron demande aux patronats, partis et syndicats de lancer un appel clair et explicite au calme alors qu'Éric Drouet appelle à investir l'Élysée. Le 6, Édouard Philippe annonce pour le quatrième acte la mobilisation de 89.000 membres des forces de l'ordre et d'une douzaine de blindés, pendant que les flics humilient les lycéen·nes de Mantes-la-Jolie. Le 7, le domicile d'Éric Drouet est perquisitionné. Les ambassades appellent leurs ressortissants à ne pas s'exposer. Pour le quatrième samedi consécutif, malgré l'énorme dispositif médiatico-policier mis en place pour freiner toute velléité de rassemblement, les Gilets Jaunes ont coupé les autoroutes, bloqué les échangeurs et les péages et ont pris la rue. Après les émeutes historiques du 1<sup>er</sup> décembre, tous les regards étaient tournés vers cette nouvelle manifestation, qu'on attendait décisive.*

## Mise en place

Malgré une bruine, un vent et une incroyable pression médiatique contre nous - on nous promettait un bain de sang dans les rues -, il n'y a pas moins de monde que la semaine dernière. On se regroupe place de la République puis très vite, avant l'heure du rendez-vous, on se ballade vers Darcy. On attend le début des hostilités, le grand moment, l'étincelle où enfin, tout s'enflammera comme dans nos rêves les plus fous. Arrivés place Darcy, une gêne se fait sentir. Devant des bacqueux ridicules qui se prennent pour des cow-boys virils, un homme en empoigne un autre et il l'enjoint à partir, sous prétexte qu'il est arabe, ou casseur, ou jeune, ou on ne sait quoi. Malaise, la BAC sourit intérieurement. On est plusieurs à se dire qu'on ne veut pas se battre aux côtés de personnes qui se comportent comme ça. Il ne faudrait pas faire de l'opportunisme émeutier, ou, par peur de rater le train de l'Histoire, devoir se tenir avec des gens qu'on déteste et contre

lesquels on peut se battre sur d'autres sujets. Si un peuple des Gilets Jaunes existe, c'est le surgissement qui le fait naître et qui le fait exister. Ce peuple des Gilets Jaunes est lui-même aussi divers que la population à partir de laquelle il se forme. Le gilet jaune n'est pas une base politique mais un attribut partagé. Nous sommes divers et n'avons pas forcément d'évidences communes.

## Position

Nous n'excuserons pas les connards mais nous ne partirons pas non plus. Avec ces Gilets jaunes au nom rigolo et à la détermination de fer, on a cru de nouveau à quelque chose comme un grand soulèvement. Chaque samedi, plus loin, plus fort et paf. Sauf que l'avantage de ce mouvement jusqu'alors était son caractère imprévisible. Maintenant, il est confronté à la question de la durée, la régularité de ces journées de bataille. Après ce samedi, la possibilité d'une force qui

enfle et gronde semble moins palpable, peut-être parce que les répétitions tendent à faire décroître un sentiment d'intensité. Peut-être parce qu'il faut garder l'ingouvernabilité des surgissements passés pour ne pas devenir routinier du samedi et de formes qui très vite se rôdent. La bataille finale est une fiction et ce samedi ne l'était pas. Mais c'est très bien, parce que notre arme, c'est le temps.

## Tactique

Depuis les premières manifestations, les Gilets Jaunes ont presque systématiquement été à la gare pour occuper les voies, dans la rue de la Liberté pour perturber le shopping des consommateurs, ou devant la mairie pour secouer les représentants du pouvoir local. Tout cela pour finir, immanquablement, par aller s'écraser sur les lignes de flics qui gardent la préfecture, attirés là comme des moucherons sur une lampe. Ce samedi n'a pas dérogé à la règle, puisqu'après ce petit tour au centre-ville, le cortège s'est rapidement retrouvé, comme les semaines précédentes, à s'affronter avec les forces de l'ordre dans les rues avoisinant la Préfecture. Comme le 1<sup>er</sup> décembre, les affrontements ont duré plusieurs heures, avec une intensité rarement atteinte à Dijon. Mais cette fois-ci, le camp d'en face était mieux préparé. Pas vraiment de dispositif mobile comme annoncé, mais des grilles anti-émeute enlevant toute possibilité d'imaginer pouvoir atteindre la Préfecture. Et toujours plus de gaz et de flash-ball. Des personnes ont été touchées au front, aux testicules, dans le ventre, les jambes, et un jeune homme a eu la mâchoire brisée par une de ces balles en caoutchouc. D'autre part, ces affrontements avaient un goût de déjà-vu et l'impossibilité de pouvoir réellement atteindre la préfecture leur a fait perdre beaucoup de la force symbolique qu'avaient pu avoir, samedi 1<sup>er</sup>, les voitures brûlées devant la Préfecture. Si, de prime abord, cette volonté de se confronter directement, sans médiation, avec l'incarnation locale du gouvernement paraît à la fois légitime et bien sentie, elle témoigne aussi de ce que la plupart des gens considèrent comme l'adversaire - Macron et son gouvernement - et semblent ne pas voir qu'il se décuple à travers toute une articulation de dispositifs. À quelques mètres des affrontements, des petits groupes de personnes tentent de diversifier les cibles en s'en prenant au distributeur automatique d'une banque ou aux caméras de vidéosurveillance. D'autres manifestants interviennent alors : « ça sert à rien ce que vous faites, allez plutôt vous battre devant la Préfecture. » Mais la Préfecture est manifestement inaccessible. Rendons-nous à l'évidence, on n'atteindra pas les bureaux du Préfet pour le mettre à genoux comme les policiers de Mantes-la-Jolie ont mis à genoux des lycéen·nes révolté·es. Le mouvement a besoin de se donner

## Fil Info Dijoncter - Extraits

- 11h06** : La Préfecture a interdit de manifester dans les rues de la Liberté, de la Préfecture, de Soissons, de la Banque et de Suzon.
- 12h32** : Les flics ont saisi du matériel de premier secours, ils ont pris des bandages, des strips, etc.
- 13h51** : Première lacrymo, sérum phy' pour les yeux, maalox pour la peau !
- 14h53** : Les baceux mettent leur casque et leur gants en haut des Galeries Lafayette.
- 15h47** : Ça gaze sévère sur la Rép'.
- 16h24** : Ça tire au flash-ball rue d'Assas, gare à vos yeux !
- 17h51** : Rue du nord, les flics ont arraché les masques à gaz de personnes qui suffoquaient.
- 18h26** : Le Bien Public affirmait il y a une heure qu'une trentaine de personnes avaient été blessées aujourd'hui. Il titre à présent « 7 personnes blessées selon la Préfecture ». C'est sympa de préférer les chiffres de la préf' plutôt que l'information de terrain !

d'autres cibles, et celles-ci ne manquent pas. C'est une erreur de penser que le pouvoir se tient tout entier dans les institutions de l'État. La ville regorge de bâtiments et de dispositifs qui matérialisent l'injustice sociale et l'autoritarisme contre lesquels nous nous battons. Des actions moins centralisées autour de la place de la Rép' et de la Préfecture pourraient être imaginées, contre les banques, les centres des impôts, la vidéosurveillance, les locaux de partis politiques. Nos pratiques sont diverses, certains sont strictement pacifistes, d'autres acceptent certains illégalismes et d'autres encore n'ont pas de soucis avec les destructions matérielles. Il y a déjà eu une force d'imagination stratégique pour cibler le pouvoir durant le mois passé. Alors restons débordants et, samedi prochain, nous pourrions reprendre le dessus sur le dispositif de maintien de l'ordre !

### Positivités

De plus en plus de gens viennent avec les équipements de protection : masque à gaz, lunettes de plongées, sérum physiologique, Maalox, etc. des

équipes médic' s'organisent, et les déplacements sont plus assurés. Le temps des envolées de moineaux à la moindre lacrymo est derrière nous. Cette manifestation a aussi été le théâtre d'une jonction dont on espère qu'elle aura une influence politique positive sur ce mouvement. On parle bien sûr de la fraternisation avec une partie de la marche pour le climat, qui avait lieu elle aussi ce samedi. Malgré la pression de la Préfecture, certains marcheurs ont rejoint le cortège des Gilets Jaunes, en ajoutant du vert à leurs gilets fluos. Ce genre d'initiative ne peut que compliquer l'entreprise de récupération du mouvement par l'extrême-droite, et vient balayer les analyses selon lesquelles ce mouvement serait celui de ruraux forcément rétrogrades et anti-écologie. Et si l'approche des fêtes peut être un aspirateur de cette force qui se déploie, il y a tout de même des gilets jaunes qui se marient sur des péages. Et après Noël sur les ronds points, il nous reste tant de samedis à vivre, tant de samedis pour laisser émerger des imaginaires, en jeter d'autres dans le caniveau, et ne retenir de la Marseillaise qu'« aux armes, citoyen·nes ».



## Sortir de la réserve

Le 12 décembre, Sophie Carrouge, professeure au lycée Le Castel publie sur [Dijoncter.info](http://Dijoncter.info) une tribune intitulée "Le grand chef blanc a parlé", dans laquelle elle réagit à l'allocution arrogante de Macron le soir du 10 décembre.

Cette tribune aurait pu passer inaperçue sans l'aide du Rectorat, qui la convoque dès le lendemain pour se faire taper sur les doigts.

La solidarité s'organise vite dans le rang des professeur·es : des dizaines d'enseignant·es co-signent la tribune, toute la presse nationale est contactée, et un rassemblement de soutien est organisé devant le Rectorat le jour de sa convocation. La tribune, originellement lue par une centaine de personnes, se met alors à circuler largement sur internet. Quelques jours après, près de 25 000 personnes l'auront parcouru. Le Rectorat s'en mord les doigts. Le coup de pression de la convocation n'aura pas réellement de suite pour Sophie Carrouge, même si elle a été sommée d'arrêter d'envoyer des punchlines bien senties à Macron avec son nom et son statut, prétextant un obscur "devoir de réserve".

Le 10 octobre 2018, nous recevons cette proposition de publication de la part d'une jeune femme qui réagissait au fait que le mot "enculé" soit l'insulte préférée de nombreux Gilets Jaunes. Il s'agit d'un extrait de "Les pédés et la révolution", un article du Rapport contre la normalité du FHAR (le Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire) paru en 1971. Nous le publions sous un nouveau titre.

## À propos des enculés



Dans les sociétés occidentales, [la lutte homosexuelle] participe d'une révolution culturelle qui est devenue indispensable. Qu'elle soit enfouie, latente, ou avouée, l'homosexualité est présente partout où les hommes se retrouvent entre hommes. Elle est présente dans le sport, les écoles, les confréries, les prisons, la guerre, la compétition capitaliste, le culte des idoles du spectacle, le militantisme des camarades, les relations particulières à l'intérieur des familles, et même dans la jalousie dès qu'une liaison dépasse le couple. Il n'est pas question de supprimer d'un coup de baguette toutes les pratiques de compensation du désir homosexuel. Cela provoquerait trop de déséquilibres et d'angoisses. Mais il serait bon qu'on commence à prendre conscience de quoi ces pratiques tiennent lieu.

La revendication homosexuelle met en cause le culte aberrant de la virilité à partir duquel la femme ne sert à un homme que pour s'imposer aux autres mâles. Elle met en cause ce que la bourgeoisie appelle stupidement la loi de nature, alors qu'elle nous fait prendre un statut culturel et une structure de comportement pour le destin biologique inévitable. Elle met en cause l'enfer du surpeuplement. Elle met en cause les institutions sacrosaintes de la famille et du patriarcat monogamique, défendue aussi bien par les Républiques bourgeoises que par les démocraties populaires ou les dictatures militaires. Elle met en cause toutes les conduites masculines d'autorité, de puissance, d'agressivité et d'hystérie qui naissent du refoulement homosexuel.

Par la sodomie enfin, elle met en cause un des plus solides tabous de la société bourgeoise, le tabou de la merde et du trou du cul. L'usage presque continu à titre d'injure des mots "merdeux" et "enculé" dans le langage populaire et la persécution verbale que cet usage représente à l'égard des homosexuels montre bien qu'il s'agit là, non d'une vision parcellaire, mais d'une obsession fondamentale : celle de perdre sa virilité et de se salir. Car la virilité et la propreté sont les deux piliers de la psychologie bourgeoise.

Les enculés répondent qu'ils préfèrent vivre cette obsession anale que l'escamoter, qu'ils préfèrent être baisés dans le cul que dans la tête, et que pour eux au moins, baiser n'est pas devenu synonyme de tromper, abuser, blesser, ni symbole de fourberie et de mauvaise foi. Si un révolutionnaire souhaite qu'on encule publiquement un chef d'état capitaliste ou un dictateur fasciste, c'est que l'image de la sodomie est automatiquement associée chez lui à celle d'humiliation, de dérision, de vengeance.

Pratiquer avec amour l'acte tabou de la sodomie entre hommes vaut mieux que d'en rêver dans la haine. En outre, cela risque fort d'exorciser toutes les conduites masculines d'animosité et d'agressivité qui ne sont que la sublimation de cet acte. Il faut carrément demander au bourgeois : « Quelles sont tes relations avec ton trou du cul à part l'obligation de chier ? Est-ce qu'il fait partie de ton corps, de ta parole, de tes sens au même titre que la bouche ou les oreilles ? Et si tu as décidé que l'anus ne sert qu'à déféquer, pourquoi la bouche a-t-elle d'autres usages que manger ? » »





# Tout de jaune vêtu !

*Tous les moyens sont mis en place pour venir à bout du caractère insurrectionnel de cet insaisissable mouvement des Gilets Jaunes. Et pourtant il ne montre aucun signe d'essoufflement. Mais face à l'ampleur de ces moyens, l'élan qui le portait jusque là a bel et bien été freiné, voire stoppé et ses gestes donnent l'impression qu'il commence à se figer. Comment continuer ? Comment faire un pas de plus, en son sein et au-delà ?*

**« Quand Macron dit "je ne céderai pas", il appelle à ce qu'on s'insurge ! »**

Les médias ont plus que jamais minimisé ce qui s'est passé samedi dernier, banalisant par là même la pratique de la barricade et de la contre-charge. Mais quiconque a vécu cette journée la gardera en mémoire pour ce qu'elle a su affirmer tout feu tout flamme : « On ne cédera pas à la peur. » Et les voilà qui vont jusqu'à annoncer le retour à la normale alors que la police est en train d'évacuer les barrages un par un. Cela ne se fait pas sans résistance, et on nous parle encore des casseurs... Le soutien, lui, est plus fort que jamais, et même dans le show-biz on se prononce en faveur des Gilets Jaunes, de Patrick Sébastien à Philippe Lellouche, en passant par Kaaris et Brigitte Bardot. Francis Lalanne va jusqu'à donner des concerts gratuits vêtu d'un gilet jaune. Et ça résonne ailleurs, en Catalogne, en Belgique, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Espagne, en Algérie, en Serbie, au Monténégro, en Bulgarie, en Irak, en Pologne, en Hongrie on sort les gilets jaunes et un

mouvement de contestation "gilets rouges" est en train de naître en Tunisie. Craignant des débordements à l'approche de l'anniversaire de la révolution de 2011, les autorités égyptiennes restreignent la vente de gilets jaunes, désormais contrôlée par la police. Et ironie du sort, c'est Erdogan qui dénonce la violence des autorités françaises, les désignant comme « aveugles, sourds et muets ».

**« C'est trop tard, il fallait parler avant »**

Lundi soir Macron a tenté de nous faire peur, de nous faire pleurer, de nous amadouer, peut-être même de nous séduire, les yeux dans les yeux, ayant du mal à retenir ses mains. Il nous aura fait rire, fait pitié, énervé et nous avons fini par le laisser là où il était, nous souvenant que son seul devenir possible était la démission. Jamais il n'a remis en cause les privilèges exorbitants des riches, ceux qui ne sont soumis à aucune taxe. Il n'a même pas prononcé le mot écologie, alors que là est l'articulation du conflit. Et il a soigneusement évité de parler de la mobilisation des lycéen-nes, dont la parole semble n'intéresser personne. Il n'a eu aucun mot pour ceux qui sont tombés sous les coups de sa police, il en a même promis plus pour ceux qui continueraient de troubler l'ordre républicain. Il a donné des miettes, une hausse du smic (par la prime d'activité), un allègement de la CSG sur les petites retraites (ponctionné au contribuable), la défiscalisation des heures supplémentaires (sans coût pour les entreprises) et une prime de fin d'année (pour les entreprises qui le pourront). Nous n'y voyons que la continuité de sa politique libérale. Ces mesures poursuivront l'affaiblissement des services publics, la détérioration de l'éducation et des soins, l'épuisement de la Sécurité Sociale, le creusement de la dette de l'État. Jamais on ne s'en prend aux actionnaires, aux grandes entreprises, aux banquiers, qui sont les premiers à rencontrer Macron cette semaine pour mettre au point un plan de sortie de crise.

restent déterminés à tenir les blocages et à retourner dans la rue samedi.

**« On dirait que les Français se réveillent... Et peut-être même plus que prévu »**

En ce moment il y a une convergence incroyable entre la petite bourgeoisie qui se sent proche des plus précaires, ceux qui ne peuvent plus terminer leur fins de mois, les habitant-es de banlieue qui subissent au quotidien la pression des decks, les préoccupé-es de la question écologique, les lycéens et étudiants qui flippent pour leur devenir, tous ceux qui se demandent vers où on va, tous ceux qui ont la rage face aux perspectives qu'on leur propose. Il n'y a que les vieux fossiles des centrales syndicales pour encore aller négocier quelque accord avec le gouvernement. Nous vivons l'épanouissement d'un mouvement autonome, qui refuse de se faire représenter et abhorre l'idée de dialogue avec les autorités. Nous vivons la réalisation de ce mot d'ordre si souvent répété : « Zad partout ! » sur tous les ronds-points, les péages et dans chaque centre-ville tous les samedi. Et s'il y a quelques connards qui s'en prennent à quelqu'un sous prétexte qu'il n'a pas la même couleur de peau qu'eux, c'est à nous de nous opposer à leur comportement dégueulasse. S'il y a des réflexions de merde dans les cortèges, c'est à nous d'aller prendre la tête à ceux qui les distillent. N'abandonnons pas la partie sous prétexte qu'on ne s'y retrouve pas. Imaginons des moyens pour ne pas rester aussi statique que samedi dernier. Détournons-nous du barrage policier infranchissable qui captive toute l'attention. Cherchons les failles, prenons-nous en à d'autres symboles que la préfecture inaccessible. Mettons-nous en mouvement, rendons-nous plus mobile, moins contrôlables, créons la surprise. Inventons des formes dans lesquelles on se sent bien au sein du soulèvement. Inspirons-nous d'initiatives qui ont été lancées ailleurs comme à Commercy ou à Saint-Nazaire. On ne cédera pas à la peur ! Ne lâchons rien ! À samedi !

**« C'est malheureux, mais sans violence, rien ne change. »**

« Il y a un état d'épuisement et de nervosité très important, on est tous d'accord là-dessus. Il faut tenir toute la semaine, avec les lycéens qui se mobilisent aussi, on va pas pouvoir laisser les forces au repos » lâche le secrétaire général du syndicat des commissaires de la police nationale. En effet, depuis le 30 novembre les lycéens n'en démordent pas. Tous les jours des blocages, des manifestations, des affrontements. Et ils ne sont tellement pas prêts à se mettre à genoux devant l'état qu'on les y contraint de force, armes braquées dans le dos. Ils font face à tous les affronts. Celui des profs qui les traitent d'irresponsables. Celui de l'administration qui fait tout pour annihiler tout désordre. Celui des parents qui, tenus par la peur, mettent la pression. Celui des RG qui négocient, intimident et envoient les CRS pour débloquer quand rien n'y fait. Celui des médias qui comme d'habitude sont complètement à côté de la plaque et servent d'organe de communication à la préfecture. Et comme si cela ne suffisait pas, certains rectorats mettent la pression sur les lycéens en menaçant les parents d'élèves de leur enlever repas et internat. Tout est bon pour faire taire la colère. Rien n'est mis en place pour y prêter ne serait-ce qu'une oreille.

**« On l'a pas souhaité, mais c'est la guerre ! »**

Le responsable de la sécurité à Paris l'avait annoncé après le 1<sup>er</sup> décembre : « 1000 policiers de plus n'y changeront rien, ce qu'il faut c'est une réponse politique. » Après le discours foiré de Macron, pour le gouvernement il ne restait plus que la carte de la terreur à jouer face à la détermination des Gilets Jaunes. On nous ressort le bon vieil attentat djihadiste. On active le plus haut niveau du plan Vigipirate. On supplie de tous bords de cesser les blocages et manifestations sous prétexte de sécurité. Laurent Nuñez, Nicole Belloubet, Christian Estrosi, Damien Abad, Laurent Wauquiez, Marine Le Pen, Sébastien Chenu, toutes leurs voix ne font qu'une. Seule Clémentine Autain ose déclarer : « Pourquoi instrumentaliser l'événement dramatique de Strasbourg pour régler un conflit social et politique ? » Et oui, c'était bien tenté, mais encore une fois ça ne fait que renforcer la colère. Et si les Gilets Jaunes expriment leur solidarité avec les victimes de Strasbourg, ils



## Acte V – Le débordement

~~15 décembre 2018~~

# tranquille

Pour remettre en état les rues de Paris après la manifestation du 8 décembre, il a fallu que 550 agents municipaux travaillent toute la nuit et toute la journée du 9. Le 10, les lycéen·nes continuent de tenir les blocages et les manif'. Le soir Macron nous sert une allocution télé en grandes pompes. Il annonce une hausse de 100 euros par mois du SMIC à la charge de l'État, l'exonération des charges et impôts sur les heures supplémentaires et une exemption de hausse de la CSG pour certain·es retraité·es. Les mesures annoncées depuis le début du mouvement sont évaluées à 10 milliards d'euros. Les Gilets Jaunes dénoncent une mascarade, ils appellent à mettre fin à la V<sup>e</sup> République au cours d'un V<sup>e</sup> acte et tiennent encore une quarantaine de points de blocages le lendemain. Le soir du 11, on fait passer pour un attentat le pétage de plomb d'un strasbourgeois qui tire dans une foule. Les Gilets Jaunes ne tombent pas dans le piège et restent déterminés à tenir la rue. Le 13, une motion de censure contre le gouvernement est rejetée. Le 14, Matignon déclare l'annulation des augmentations de salaire du Président de la République et de ses ministres. Une vingtaine de journalistes déposent plainte pour violence à l'encontre des forces de l'ordre. La journée du 15 marque un basculement. Dans la rue, la peur change de camp. S'ils restent incroyablement nombreux, les manifestant·es n'ont plus l'initiative et c'est la police qui mène la danse. Le gouvernement reprend les choses en main et annonce l'expulsion des rond-points.

---

## Ponctualité

Alors que les pages Facebook annonçaient le rassemblement à 14h, une bonne foule s'était rassemblée dès 13h et avait décidé de prendre la rue assez vite. C'est sacrément le bordel à 14h. Des flopées de Gilets Jaunes zonent partout, des gens sortent de leur voiture rapidement, endossent leur gilets et se mettent à chercher partout autour de la place de la République. Le cortège fuse en direction de Wilson, et débarque dans l'enceinte de la cité Dampierre - les bureaux annexes de la préfecture. Vite repoussé, ce petit détour fait plaisir pour commencer la manif' ! Les gens peinent toujours à se trouver, et quand tout le monde se rejoint en bas de la rue Chabot-Charny c'est un grand étonnement : on est largement autant que la semaine dernière ! Une marée humaine se déverse depuis toutes les rues avoisinantes. L'effet post-attentat « restez chez vous » a l'air d'avoir franchement échoué. L'ambiance est un peu plus drôle que d'habitude, les slogans sur les gilets font plaisir. Les gens s'arrachent les tracts de Mamie Manif'. Alors qu'une sorte d'assemblée bancale s'organise place Wilson, une bande de mamies lance « Suquet, on file à Suquet ! ».

## Refermement

Certain-es ont l'air d'être au taquet pour stopper le moindre « casseur » à l'horizon. Le mythe de l'infiltré tient bon... Un gilet jaune s'en prend même violemment à une bande de 5-6 personnes, jeunes, masquées et sans gilets jaunes : « Dégagez, vous avez rien à faire là ! Ils sont où vos gilets jaunes ? » Les jeunes s'offusquent. Des personnes interviennent « C'est pas en virant tous les jeunes de la manif' qu'on va gagner ! » Une femme : « C'est mon fils, on est venu ensemble, on a juste pas de voiture. » On commente les lancés de pavés des semaines précédentes comme des exploits sportifs. Et puis sur les murs apparaît le cynique « Sans casseur, pas de 20h ». Des streets medic aux tee-shirts sérigraphiés se sont organisés par dizaine. C'est super quand ils soignent les gens, mais c'est moche quand ils se permettent de donner des leçons de morale sur la bonne manière de lutter. Des autocollants fleurissent : « Féministe en gilet jaune », « Notre colère n'a pas de frontières », « Moins de banquiers, plus de banquise ». Quelques tags apparaissent. Un homme lit : « Sans la Marseillaise, on est plus à l'aise », et a l'air étonné, comme s'il n'y avait jamais réfléchi...

## Routine

Alors qu'on a traversé des rues jamais visitées dans les dernières manifestations, on finit par se retrouver de nouveau rue de la Préfecture. Un petit air de déjà-vu, et peu d'espoir que ce soit une bonne idée de venir s'échouer sur les grilles des flics. Aux premiers gaz, tout le monde recule et des gens essaient de lancer un mouvement pour aller ailleurs. Beaucoup semblent partager l'idée que le rapport de force est plus en notre faveur dans le débordement que dans la seule confrontation directe - surtout face à des grilles infranchissables. Plusieurs centaines de personnes repartent donc vers la Place Darcy et s'engouffrent dans la rue de la Liberté, celle-là même que les flics avaient soigneusement gardé tout l'après-midi ! Au rythme d'une batucada d'enfer, le cortège défile donc dans le « plus grand centre commercial de Bourgogne ». Shop'in Dijon tremble devant ce « Yellow block » qui va pourtant se contenter de danser devant les Galeries Lafayette... C'est sur cette dernière touche joyeuse que ce cortège va se dissiper, alors que la place de la République est encore sous les gaz, et que des arrestations ont lieu.

## Réflexion

Une envie d'organisation semble poindre. Un homme cherche en vain les auteur-e-s d'un tract intitulé « Fâché-e mais pas facho, fauché-e mais pas fichu-e ». C'est signé « Des gilets jaunes qui s'organisent » et ça l'intéresse, il a plein d'idées, mais il ne sait pas avec qui les mettre en pratique. On a vu aussi des tas de tracts pour le Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC). On s'en méfie. Ça nous rappelle le système suisse, pas franchement très attrayant... Et puis on nous le martèle tellement sur les réseaux sociaux que ça à l'air d'être une campagne sciemment organisée. Ça nous fait penser à Chouard, à sa mollesse éthique qui lui permet d'être ami avec n'importe qui. Et à son tour de passe-passe qui présente le tirage au sort comme la solution miracle à tous les problèmes. Il faut trouver des moyens de prendre collectivement des décisions, mais nos luttes politiques doivent partir de nos convictions, pas d'un gadget institutionnel de plus. L'envie de s'organiser peut nous emmener ailleurs. Nous ne sommes pas contraints à reproduire les vieilles formes des partis politiques pour être conséquents. Des assemblées populaires naissent, des maisons du peuple s'ouvrent. Il est joyeux que cette manif' ait retrouvé le goût de l'aventure, continuons le débordement, explorons hors des sentiers battus, défrichons, sans attendre samedi prochain !

# Acte VI – Pour Noël, joyeux bordel !

**22 décembre 2018**

Le 16 décembre, Édouard Philippe annonce l'ouverture d'un débat sur le RIC. Vinci estime à plusieurs dizaines de millions d'euros le montant des dégâts commis sur son réseau autoroutier. Le 17, les syndicats policiers annoncent une journée de fermeture des commissariats. Le lendemain, le gouvernement leur propose une prime de 300 euros. Début de l'évacuation des ronds-points, non sans heurts et coups d'éclats. Le 19, le ministère de l'Intérieur accepte la revalorisation du salaire des forces de

l'ordre après une journée d'actions. Vote des mesures d'urgence économiques et sociales du gouvernement le 20 et 21. Le 21, le Parlement vote les mesures d'urgence annoncées par Macron pour le sixième acte : gel des trains, barrages routiers, blocages des frontières, zones rouges contrôlées par la police. Le 22, des actions de blocage ont lieu aux frontières. Un policier à moto sort son arme et met en joue des manifestants. Éric Drouet est interpellé pour organisation illicite d'une manifestation sur la voie publique, port d'arme prohibé et participation à un groupement formé en vue de violences ou de dégradations. Au bout de six semaines, après la déception de l'acte V, on s'attendait à un affaiblissement de la mobilisation. Mais la vitalité du mouvement continue de surprendre, à trois jours de Noël et après une semaine d'évacuations de ronds-points occupés, force est de constater qu'il n'en est rien. Samedi après-midi c'est encore plus de 2000 personnes qui se sont retrouvées dans les rues du centre-ville.



## Retard

Au départ de la place de la République, on était pourtant moins nombreux que d'habitude. Quatorze heures à peine passé, on était environ 600 à démarrer en direction de la rue des Godrans. Est-ce qu'ils s'attendaient aussi à ce qu'on soit moins nombreux ? Ou est-ce que, leurs revendications satisfaites, ils ne sentaient plus le besoin d'occuper les rues ? Quoi qu'il en soit on a très vite vu que les flics étaient très peu nombreux. À peine quelques camions de GM, là où la semaine dernière on avait eu droit à plusieurs compagnies de CRS. On a donc pu défiler comme on l'entendait dans les rues du centre ville.

## Arrivées tardives

Petit à petit, beaucoup de gens rejoignent le cortège. La marche est plan-plan, les slogans sont au mieux apolitiques, au pire des références à la quenelle de Dieudonné. On passe au milieu de l'allée centrale du centre-commercial de Dijon, mais le train-train n'est pas vraiment bousculé : les passants font leur shopping au milieu des Gilets Jaunes. Comme pendant les premiers actes du mouvement on va à la gare, faute d'inspiration semble-t-il. Les voies sont occupées pendant vingt minutes, une poubelle est brûlée sur un quai, l'accès aux toilettes est une nouvelle fois auto-réduit. Ce qui était un objectif inatteignable pendant les mouvements sociaux précédents devient routinier. Que faire ? L'idée d'aller au

centre commercial de la Toison d'Or, à l'extrême nord de la ville, commence à émerger. On sait pourtant que le chemin est semé d'embûches. Sur le trajet on doit passer devant deux marchés de Noël avec leurs stands de vin chaud. Surtout, ce trajet nous fait repasser devant la rue de la préfecture, théâtre des rituels affrontements de ces dernières semaines. Qu'à cela ne tienne ! Pendant qu'une partie des manifestant-es choisit l'option du blocage économique, la frange émeutière occupe les forces de l'ordre aux abords de la place de la République. Beau mouvement tactique ! On reprend espoir.

### En quête de la Toison d'Or

La fanfare lance le mouvement pour une longue randonnée vers le nord de la ville. La manif traverse des quartiers peu habitués à voir défiler les cortèges. Les gens sortent aux fenêtres, ça klaxonne dans les voitures, et le tram est bloqué. Pendant cette petite heure de marche on chante « on n'est pas fatigués », pour s'en convaincre. Arrivé à la Toison d'Or un groupe reste à bloquer l'entrée du parking, pendant que la majeure partie s'engouffre dans la galerie par les portes, au nez et à la barbe de vigiles dépassés par la situation. Devant Apple et Starbucks, la foule leur crie de payer leurs impôts. On rentre dans le Carrefour, surpris d'arriver jusque là, dans un magasin bondé comme jamais à l'approche de Noël. On chante en cœur « travail, consomme, et ferme ta gueule », « caisse gratuite ».

Après une vingtaine de minutes dans le centre-commercial certains suggèrent d'aller rendre visite à France 3 Bourgogne, dont le siège est tout proche. C'est parti. Arrivé sur place, des manifestants veulent prendre l'antenne. Certains reprochent au rédacteur en chef adjoint des chiffres de participation tronqués, et l'affaire de la pancarte censurée pendant la manifestation de la semaine précédente. Un tas de palettes commence à être monté sur le trottoir mais le cortège se délite petit à petit. L'énergie est retombée et les flics arrivent. En ordre dispersé on retourne vers le centre-ville.

### À l'assaut de la Préf'

On est beaucoup à choisir de rester aux abords de la préfecture. Comme pendant les semaines précédentes, on va s'agglutiner sur les grilles anti-émeutes que les Gendarmes ont monté à la va-vite pendant notre escapade en ville. Le ton monte, une poubelle est enflammée, une canette vole, les premières grenades sont lancées. Personne ne semble dupe, on ne va pas percer ces lignes de flics, la Préfecture va rester inaccessible. Mais une foule hétérogène, loin des clichés sur les « casseurs » (vous savez, ces jeunes hommes, sans foi ni loi, assoiffés de violences, et issus de l'immigration), semble considérer que c'est en montrant leur détermination qu'ils arriveront à faire plier le gouvernement. Pendant environ deux heures, des affrontements ont donc lieu au croisement de la rue de la préf' et du boulevard de la Trémouille, à l'entrée de la place de la rép'. Les jets de projectiles en tous genre, de feux d'artifices, alternent avec les tirs de lacrymo, flash-

ball, et quelques grenades de désencerclement. La place est encore une fois noyée de gaz. Plusieurs passants font des malaises, et au moins un manifestant est touché à la tête, *a priori* par un flash-ball ou par une grenade. Des feux sont allumés autour de la place avec les poubelles, et le matériel récupéré sur le marché de Noël. Quelques tags apparaissent, un panneau publicitaire est mis en miettes. Les flics encerclent la place petit à petit. Un groupe est repoussé du côté de l'avenue du Drapeau, et le reste de la manifestation est dispersé en petits groupes.

### Alors ?

Six semaines après son lancement tonitruant, et avant une probable mise en sommeil le temps des fêtes (ou pas ?) ce mouvement arrive à combiner à la fois une capacité à surprendre, et des rituels parfois lénifiants, parfois galvanisants. Qui serait capable de dire ce que nous réserve le début de l'année 2019 ? On espère que ce mouvement n'a pas fini de nous surprendre. Tout ne se joue cependant pas dans la rue les samedis. La capacité de ce mouvement à continuer les occupations, et à se structurer à travers des moments de rencontre et d'assemblées sera décisive. Nous l'appelons de nos vœux. Le temps est plus que jamais venu de prolonger les rencontres et les conspirations !





# CHRONOLOGIE HIVERNALE

Les manifestations Gilets Jaunes ont réussi là où celles des précédents mouvements avaient échoué. Elles ont permis de rouvrir pour de bon la rue de la Lib' aux cortèges, d'instituer le blocage de la gare comme une étape normale de la manif' et de banaliser l'émeute à tel point qu'on n' imagine pas un samedi sans ses affrontements. Nous reconnaissons qu'elles ont apporté au mouvement social une réappropriation de la rue comme nous n'en avons jamais vécu. Mais nous constatons aussi qu'elles n'ont pas réussi à déjouer la mise en place des habitudes qui font qu'on se lasse. Les gestes ne sont plus porteurs d'un élan qui semble pouvoir renverser l'ordre établi. Ils ressemblent à une répétition mécanique des mêmes réflexes. La détermination qui pousse autant de gens à tenir la rue durant plusieurs mois en plein hiver nous a bouleversé. Nous sommes tout de même déçu-es de n'avoir pas su trouver les formes qui font que les blocages tiennent sans nous épuiser, que les manif' répètent les mêmes gestes automatiques et que nous n'ayons pas d'espaces pour réfléchir tout cela et tenter d'autres initiatives. Si aucunes d'entre elles ne sont exactement identiques, les manif' du samedi se sont malgré tout figées globalement selon le même schéma. En gros : République, Gare, rue de la Liberté, place de la Libération, rue de la Préf' et Drapeau. À quelques variations près du côté de Suquet, des impôts ou de la Toison d'Or. À partir d'ici nous ne relaterons plus que les événements significatifs de ces journées, ceux qui ont fait leur originalité et leur ont donné une saveur singulière au-delà de leur caractère répétitif.

## Acte VII – À Suquet !

**29 décembre 2018**

*La manifestation parisienne fait le tour des grands médias.*

Dispositif policier inédit dans le centre-ville. Des agents disposés seuls, tous les 5 mètres, tout au long de la rue, dans une étrange haie d'honneur. Beaucoup jouent la « fraternisation » en souriant aux manifestant-es, dont certains essaient encore de converser avec ceux qui les gazeront et leur tireront des balles en caoutchouc à hauteur de tête quelques minutes plus tard.

Une idée émerge : « À Suquet ! » Le cortège se met en branle en direction du commissariat central. Les maigres espoirs de porter l'émeute aux abords de Suquet sont vites douchés. Arrivé en bas de la rue Berbisey, le cortège est copieusement arrosé de gaz lacrymogène. Certains empruntent la montée de Guise, qui est elle aussi noyée sous les gaz, et tout le monde finit par remonter vers le centre par la rue Monge, des poubelles enflammées ralentissant l'avancée des flics.

Le dispositif policier est de mieux en mieux rodé pour reprendre la place de la Rép'. Pendant que ça s'affronte à l'entrée de la rue de la Préf', des GM remontent le boulevard de la Trémouille, et les policiers nationaux arrivent par la rue Jean-Jacques Rousseau. Tout le monde est repoussé vers le boulevard Clémenceau, et vers l'avenue du Drapeau où des barricades sont dressées, et où les affrontements durent encore un moment avant la dispersion.

On évoque le nouvel an sur les Champs Élysées...



# DES SAMEDIS DIJONNAIS

## Acte VIII – L’assaut de la caserne

**5 janvier 2019**

Éric Drouet est interpellé préventivement à Paris et mis en garde à vue jusqu’au lendemain. Entrée fracassante des Gilets Jaunes au sein du ministère de Benjamin Griveaux à l’aide d’un transpalette. Christophe Dettinger fait preuve d’héroïsme sur une passerelle parisienne.

À Dijon, une tentative de bloquer le centre des impôts échoue : le centre est fermé. Tandis que le cortège passe devant la caserne de gendarmerie, le PSIG, à l’abri derrière les grilles, provoque la manif’ à plusieurs reprises en tirant gratuitement au LBD. Réaction rapide et collective. Les grilles sont prises d’assaut. Secouées, elles cèdent, une portion de plusieurs dizaines de mètres tombent rapidement et un gendarme se prend un poteau dans la gueule. Les CRS arrivent pour repousser tout le monde vers le centre-ville.

La pratique qui consiste à attaquer avec des feux d’artifices les flics qui tiennent la Préfecture semble s’instituer. Elle est autant une pratique d’attaque qu’un festolement de joie rituel qui célèbre le mouvement !

Un morceau du cortège arrive à résister à la dispersion et, depuis l’avenue du Drapeau, parsème le quartier Montchapet de barricades à base de poubelles, de voitures et de containers à verre. Il vient se prendre dans les mailles du filet policier près du square Darcy. Beaucoup de monde se cache dans des cours ou même des appartements, accueillis par des riverains bienveillants, alors que les flics ratissent les halls et les couloirs des immeubles et interpellent une trentaine de personnes.

Des idées surgissent : créer une cartographie des cibles et actions possibles et trouver un lieu pour s’organiser à l’échelle de la ville, alors que les rond-points sont évacués par les flics.

## Acte IX – Les organisateurs et les Gilets Jaunes

**12 janvier 2019**

Le 7 janvier, Édouard Philippe annonce une loi « anticasseur », la création d’un fichier de personnes interdites de manifestations et un durcissement des sanctions. Le 8, Chantal Jouanno renonce à piloter le « grand débat national » suite au scandale suscité par la découverte du salaire qu’elle recevait pour cette fonction. Les grands rendez-vous sont donnés à Paris et Bourges.

Un groupe prend la tête du cortège avec une banderole et tente de nous emmener le plus loin possible du centre ville, en direction de Chenôve. Ambiance manif’ syndicale imposée par une tête qui ne tarde pas à se faire déborder par son corps qui se dirige vers Suquet, la forçant à venir recoller la fin de cortège, impuissante à le conduire. Un moment d’hésitation est vite balayé place du 1<sup>er</sup> mai lorsqu’un groupe remonte le cortège autant que le moral des troupes en chantant : « Qu’est ce qu’on fout là, à nous le centre-ville ! » et que tout le monde s’engouffre rue Monge. À Bossuet, la banderole réapparaît et tente de contenir l’enthousiasme à aller rue de la Lib’. Elle est vite arrachée aux mains des prétendus « organisateurs » et tout le monde marche d’un pas déterminé en direction des GM qui viennent former un barrage à l’entrée de la rue des Godrans. Devant la belle énergie déployée par la marche qui vient se heurter à leurs boucliers, ils sont obligés de s’écarter pour la laisser passer.

À République, les feux d’artifices ont assuré le spectacle, ainsi que la mise à feu de quelques barricades de poubelles, de panneaux publicitaires et autres voitures de luxe.

Lancement d’une Assemblée populaire et territoriale dans la vallée de l’Ouche qui organise une occupation de l’échangeur de Fleurey le 18 janvier.



## Acte X – Les grilles tremblent

**19 janvier 2019**

Lancement du grand débat le 15 janvier. Thème de la journée de manifestation : les violences policières.

Une assemblée a été convoquée place de la République à 12h30 avec l'objectif de rassembler les doléances dijonnaises et de penser une manière de rejoindre l'assemblée des assemblées à Commercy le samedi 26 janvier.

La veille a eu lieu le procès de 4 Gilets Jaunes accusés d'avoir pris part aux altercations devant la caserne de gendarmerie il y a 15 jours. Les condamnations sont très lourdes, deux personnes ont pris 1 an de prison ferme, deux autres 6 mois.

Flottement place Wilson. Un cortège se forme à l'entrée de la rue d'Auxonne et se dirige vers la prison pour soutenir les inculpés. En même temps un facho un peu provoquant se fait virer par une partie du cortège. Le cortège parti rue d'Auxonne arrive à rentrer dans la cour de la prison pour chanter sa solidarité et à ressortir avant de croiser les fourgons de police qui arrivent trop tard. L'autre cortège va bloquer la gare.

Descente de la rue de la Lib' pour continuer vers la Rép' en passant derrière la mairie. La tension monte, la ferveur s'empare du cortège, les flics qui protègent les banques s'en prennent plein la gueule, on finit presque par courir pour rejoindre la préf'. Cet enthousiasme permet aux plus déterminé-es de mettre un sacré coup de pression sur les flics qui gardent la préf'. D'un même mouvement, porté par une intelligence tactique spontanée, deux fronts s'ouvrent et mettent à mal le dispositif policier trop sûr de lui. D'un côté des tireurs arrosent les flics de feux d'artifices depuis la rue de la préf' et la rue Mère Javouhey. De l'autre un bon groupe pousse la grille sur quelques dizaines de mètres, la faisant dangereusement chanceler sans toutefois qu'elle ne se renverse.

Une soupe populaire est distribuée place Wilson. L'occasion de partager un peu de bouffe chaude et de se passer les nouvelles. Les initiatives pour

tenter de coordonner le mouvement se multiplient localement. Les prochaines étapes qui se dessinent sont l'assemblée des assemblées de Commercy le samedi 26 et la volonté d'occuper une place parisienne à partir du 2 février.

Une manif nocturne était convoquée mais celle-ci a rassemblé davantage de policiers que de Gilets Jaunes.

## Acte XI – Feu aux halles

**26 janvier 2019**

Jérôme Rodrigues est blessé à l'œil par un tir de LBD lors d'affrontements place de la Bastille, Drouet lance un appel au soulèvement. Assemblée des assemblées à Commercy.

Des affrontements ont lieu devant la mairie. Le cortège tente de rejoindre la préf' depuis la place de la Banque, ce qui transforme les halles en champ de bataille.

## Gilets Jaunes contre les violences policières

**28 janvier 2019**

Plus de 200 Gilets Jaunes se sont rassemblés à 18h place de la Rép' pour dénoncer les violences policières et l'acharnement judiciaire à leur encontre. Ils demandent l'interdiction de plusieurs armes de la police, et l'amnistie de tous les Gilets Jaunes interpellés. Le cortège s'est rendu jusqu'à la place Darcy en empruntant les trottoirs. Place Darcy, la dispersion officielle de la manifestation est annoncée, une projection est improvisée sur la Porte Guillaume, exposant les images - choquantes - de quelques-unes des personnes blessées par les armes de la police depuis le 17 novembre. La centaine de personnes présentes est ensuite repartie en manifestation, en passant par la rue de la Liberté, jusqu'à la Préfecture.



## Acte XII – Tribunal

**2 février 2019**

Le 27 janvier, la grande marche républicaine des foulards rouges est un fiasco, les Gilets Jaunes venus les taquiner sont aussi nombreux qu'eux. Deuxième Assemblée populaire et territoriale à Gisse-sur-Ouche le 1<sup>er</sup> février. Les manifestations de la journée du 2 sont spécialement dédiées à la dénonciation des violences policières.

Première étape devant le tribunal avec fumigènes et pétards dans l'entrée, c'est l'occasion de se souvenir qu'à Dijon, c'est déjà 97 personnes qui ont été interpellées depuis le 17 novembre.

L'émeute rue de la Préf' est précédée d'une négociation pour une entrevue avec le préfet, qui n'aura pas lieu.

Apparition de lances à eau à la place des LBD qui tirent d'habitude rue de la Préf'. Pénurie de munitions ?

Cette fois-ci la place de la Rép' se vide du côté du boulevard Thiers, alors que la BAC attendait avenue du Drapeau. Bien joué ! La dispersion a lieu boulevard de Strasbourg après un passage arrosé de gaz place du 30.

## Grève générale Convergence foirée

**5 février 2019**

Manifestation à l'appel des syndicats. Gilets jaunes et rouges marchent ensemble.

Les Gilets Jaunes tentent d'emmener la manif à la préf' mais elle se terminera devant la CCI où une banderole est déployée. Lors d'un discours, une porte parole des Gilets Jaunes propose que nous allions nous réunir à la Bourse du Travail afin d'élaborer un ordre du jour à l'assemblée qui y est appelée le samedi suivant. Le cortège repart en direction de la Bourse, hésitant un moment à aller se frotter aux flics qui gardent la préf'. Arrivé-es devant la bourse, nous nous retrouvons face à des molosses de la CGT qui nous interdisent l'entrée. La Bourse du Travail, qui est historiquement un lieu d'organisation des travailleurs est aujourd'hui monopolisée par la CGT. Dégoûté-es, nous tentons de nous réunir dans la Maison des syndicats toute proche mais un incident provoque l'arrivée de la police et nous préférons aller boire une soupe place Wilson.

## Les conseils de Mamie Manif'

Durant tout le mouvement, Mamie Manif' essaie de veiller sur les manifestant-es arrêté-es ou blessé-es. Voici quelques uns de ces conseils en cas d'arrestation :

- NE DÉCLARE RIEN : avouer ne pourra jamais t'aider, même si les flics te disent le contraire (ils ont absolument besoin de tes aveux pour pouvoir te poursuivre, sans eux ton dossier a de grandes chances d'être vide !).
- Demande TOUJOURS un-e avocat-e, même quand tu penses que ce qui t'est reproché n'est pas grave. C'est vraiment important pour la suite de ton aventure.
- Refuse la comparution immédiate (c'est un procès qu'on te propose à la sortie de ta garde-à-vue) : demande un délai pour préparer correctement ton procès. C'est très important. Les procès immédiats sont bien plus sévères.
- Tu peux choisir de refuser de donner tes empreintes et ton ADN. Tu auras sûrement des poursuites, mais c'est un choix qui peut t'aider parfois.

Une caisse de solidarité contre la répression existe pour que les personnes poursuivies ne soient pas seules à devoir assurer leur frais d'avocat-e. Et un collectif est là pour conseiller de bon-nes avocat-es, donner des conseils en cas de procès, ou aider les personnes blessé-es à porter plainte.

Il ne faut donc jamais hésiter à joindre le collectif au **07 53 49 05 48** ou à **caissedeso21@riseup.net**



## Acte XIII – Du rififi devant la mairie

**9 février 2019**

*Retour des Gilets Jaunes et des affrontements sur les Champs Élysées.*

Rassemblements simultanés à 14h place de la Rép' et à la Toison d'Or où un cortège a parcouru le centre commercial avant de s'arrêter devant le siège de France 3.

Après un blocage de la gare, le cortège serpente dans le quartier Montchapet qui n'avait encore jamais été parcouru, puis dans le quartier Maladière et redescend à la prison devant laquelle un feu de poubelles est allumé.

Affrontements devant la mairie, ses gardiens ayant attaqué les manifestants qui se réchauffaient autour d'un feu de poubelles. Menés par Samir El Ouahidi (directeur de la tranquillité publique) et Philippe Berthaut (Directeur général des services de la ville), les policiers municipaux et les agents de la SIG utilisent lance à eau, extincteurs, gazeuses et ceintures pour se défouler sur les Gilets Jaunes qui répliquent à coup de projectiles en tout genre et de feux d'artifices. La place est vidée par la Police nationale arrivée en renfort alors que les affrontements sont déjà lancés par un autre groupe rue de la Préf' où les manifestants poussent une voiture en direction du barre-pond. La voiture-bélier n'atteindra pas la grille et échouera dans une vitrine. Suite à cet épisode, Philippe Berthaut, contremaître de la politique de Rebsamen, démissionnera de ses fonctions...

## Acte XIV – On fête les 3 mois du mouvement !

**16 février 2019**

*Le 13 février, Dettinger est condamné à un an de prison ferme. À Lyon le 16, un fourgon de CRS est attaqué sur l'autoroute. Finkielkraut se fait traiter de « sale sioniste de merde », ce qui est aussitôt instrumentalisé par la presse pour fustiger l'antisémitisme des Gilets Jaunes.*

Matin marqué par un péage gratuit à Arc-sur-Tille, une manif à Pouilly-en-Auxois et du bordel devant la maison de François Patriat à Panthier.

Personne derrière les grilles de la mairie, les provocations de la semaine dernière n'ont pas du être appréciées par les chefs. Et plus largement, absence complète de flics dans le centre ville.

Échauffourées et gaz en face de la ruelle du Suzon. Il manque une étincelle pour que ça parte vraiment, les plus déterminé-es sont déjà dans la rue de la préf' où se joue la scène habituelle. Les flics lancent un assaut rapide et violent. Ils sortent des grilles rue de la préf, dégagent le boulevard Trémouille et déboulent depuis le tribunal, le tout dans un gros nuage de gaz. À 17h la place est vidée, la manif éparpillée et les flics continuent de charger dans l'avenue du drapeau. L'éclatement trop soudain du cortège provoque un reflux et les petits groupes de Gilets Jaunes se retrouvent place de la Rép. La BAC prise à partie fuit précipitamment, les gendarmes réinvestissent la place, le face à face reprend jusqu'à 19h.

## Rebsamen pleurniche

« Ça suffit, voilà 14 samedi que les casseurs profitent du mouvement pour attaquer la mairie, la préfecture, la gendarmerie. Chaque samedi, nous assistons à des scènes de guérilla urbaine avec des manifestants qui jettent tout ce qu'ils trouvent sur les forces de l'ordre. Ce sont des gilets jaunes, des anars et de l'extrême droite, un peu mélangés mais pour attaquer ils sont ensemble. Je n'ai jamais soutenu les gilets jaunes, je n'ai jamais mis de gilet jaune et je n'en mettrai jamais ! » Fine analyse de la situation ! Au moins le message a le mérite d'être clair. Il en profite pour demander un soutien financier et policier à Bruno Le Maire et chiffre le préjudice pour les commerces de la ville de Dijon à 1 million d'euros. Ça coûte cher de se foutre de la gueule du monde.



## Acte XV – Vacances

**23 février 2019**

Un peu moins de monde que d'habitude en cette période de vacances scolaires. Des banderoles sont accrochées aux grilles de la mairie. Le cortège s'arrête devant la Maison d'Arrêt, où des Gilets Jaunes sont incarcérés. La gare est envahie pendant une vingtaine de minutes et les flics gazent le cortège rue de la Préfecture. Un cortège antifasciste était présent dans la manif' pour réagir aux agressions racistes qui ont eu lieu ailleurs en France et prévenir l'arrivée de Génération Identitaire [1] qui vient se faire de la pub la semaine prochaine à Dijon.

## Acte XVI – Ravalement de façade

**2 mars 2019**

Le Mac Do de la rue de Lib', ainsi que le Starbucks se font repeindre la façade.

## Acte XVII – On tourne en rond...

**9 mars 2019**

Éric Drouet exprime son soutien aux familles des deux jeunes de Grenoble tués sur leur scooter en percutant un bus alors qu'ils étaient poursuivis par la police.

Blocage de la gare, rue de la Lib' empruntée 4 fois, tensions devant Notre-Dame et à Grangier et affrontements devant la préf'.

## Acte XVIII - « Un 16 mars et ça repart »

**16 mars 2019**

*Aucun récit de la manifestation dijonnaise n'aura été envoyé à [Dijoncter.info](mailto:Dijoncter.info) en cette belle journée. À croire que tou-t'es les dijonnais-es avaient filé à Paris, pour répondre à l'appel national, et marquer les 4 mois du mouvement.*

*Cette manifestation parisienne vient ouvrir une nouvelle séquence dans le mouvement des Gilets Jaunes à l'échelle nationale.*

*En terme de manifestation, les superlatifs ayant déjà été malmenés par la montée en puissance émeutière de ces dernières années, il devient difficile de décrire à quel point cette journée fut exceptionnelle. En portant l'émeute au coeur des beaux quartiers parisiens elle a montré qu'après 18 semaines, le mouvement des Gilets Jaunes reste bien vivace, et que la colère ne redescend pas.*

*Elle a aussi enclenché une nouvelle phase de surenchère répressive de la part du gouvernement.*

*Ce mouvement se démarquant (des cortèges syndicaux notamment) par sa capacité à surprendre, seul l'avenir pourra nous dire où vont les Gilets Jaunes !*

[1] Sur Génération Identitaire et sa venue à Dijon, lire notre dossier p. 13

# Nourrir les luttes

## Entretien avec des Gilets Jaunes autour de la soupe des samedis après la manif'

### Dijoncter : Votre groupe s'est constitué autour du blocage de la raffinerie ?

**Brigitte** : Il y a deux groupes qui se sont réunis. Le groupe qui s'est rencontré dans l'action de blocage de la raffinerie et du dépôt de carburant. Ça a duré 10 jours jusqu'à ce qu'on se fasse virer. (...) On a d'abord pioché dans ce groupe-là parce qu'on avait appris à se connaître là-bas, qu'on avait confiance les uns dans les autres.

**Christophe** : C'est là que l'idée [de faire la soupe] elle a commencé, à la raffinerie.

**Brigitte** : Oui, et puis ensuite est arrivé [un] groupe de jeunes qui eux étaient plutôt sur la fac', qui avaient des idées sur lesquels on convergeait. On a décidé de les rencontrer pour savoir un peu leurs projets, leur façon de voir, exprimer la nôtre et voir si on pouvait effectivement faire quelque chose ensemble. Au début, on a commencé un peu timidement et puis au final on s'est rendu compte qu'on allait vers la même chose.

### Vous vous êtes aussi organisé-es ou rencontré-es par Facebook ?

**Brigitte** : Au départ, on était sur la page collective du blocage de la raffinerie (...) mais il y avait plusieurs moyens de transmettre les infos, par messagerie téléphonique ou par Facebook (...)

**Manue** : Moi, c'est sur les ronds-points que j'ai commencé, d'abord Fontaine et puis après Crimolois. Après j'ai continué en faisant les manifs tous les samedis et les actions comme à la raffinerie jusqu'à ce que je vienne ici.

**Brigitte** : C'est vrai que ce qui était intéressant à la raffinerie c'est que ça faisait venir énormément de monde, ça brassait beaucoup de gens différents. Certains qui restaient la journée, d'autres qui étaient de passage et des gens qui venaient uniquement pour nous rencontrer et discuter un petit quart d'heure ou pour apporter du matériel ou de la nourriture à partager avec nous. (...) C'est cette solidarité de la raffinerie où on s'est aperçu qu'en très peu de temps on pouvait avoir énormément de choses en activant le réseau.

### On se demandait si l'idée était aussi née d'une certaine frustration du fait que les manifs c'est pas idéal pour discuter, qu'il manquait à ce mouvement un espace propice à la rencontre ?

**Brigitte** : Oui il y avait une certaine frustration mais aussi liée au fait que tous les ronds points avaient été démenagés, que la raffinerie avait été démenagée. On avait plus de lieux. Alors effectivement on se retrouvait à la manif mais c'est pas non plus facile d'y discuter. On a senti qu'on avait besoin de recréer un lieu... Aussi du

fait des tensions, au niveau des groupes de Gilets Jaunes, il y avait des suspicions d'autant plus qu'on ne se voyait plus, qu'on ne communiquait plus que par les réseaux sociaux - c'était devenu assez toxique. Un moyen de faire redescendre cette tension c'est de parler avec les gens parce qu'à travers les réseaux internet, on a qu'une facade, on a qu'une image. Alors c'était aussi un moyen de recréer du lien entre les gens de manière réelle. Aussi en passant par une activité manuelle simple et concrète comme l'épluchage.

**Florence** : On avait besoin à ce moment-là de donner une bonne image de nous-mêmes aussi. À ce moment-là on entendait que des trucs comme quoi les Gilets Jaunes étaient des casseurs, des violents, des cas sociaux.. On avait besoin de faire autre chose que les manifs et d'être dans un truc constructif, de se rendre utile.

**Manue** : Il y a aussi l'assemblée populaire qui permet de faire ça depuis quelques semaines. Moi je trouve que c'est bien aussi. Ça nous permet d'échanger, de trouver toute une mixité de générations et de se rencontrer et de discuter. En plus la soupe elle est servie pendant ce moment donc il y a un lien...

**Brigitte** : La convivialité permet la discussion dans un autre contexte et ça permet de tisser des liens plus fort pour lutter. Tout simplement.

### Comment vous prenez les décisions ? Vous faites des assemblées ?

**Christophe** : On est un petit groupe alors c'est plus facile pour se mettre d'accord. On fait des petites réunions.

**Florence** : Quand on s'écoute on finit par aller dans le même sens. On écoute les arguments des uns des autres et le plus souvent quand quelqu'un est contre, ça nous parle, c'est des interrogations qu'on avait nous aussi, qu'on aurait pas dit avec ces mots là mais qui nous parlent..

**Brigitte** : Dès que quelqu'un a une idée, on se la propose. On la valide ensemble avant. (...) On se concerte d'abord, les améliorations qui sont à faire se font et hop ça part !

**Manue** : Et puis si on n'est pas d'accord, bin on a la liberté d'arrêter et puis c'est aussi un avantage. Pour le moment, on avance ensemble, c'est aussi pour ça qu'on est rentré dans le mouvement des Gilets Jaunes, pour cette équité qui fait que chacun apporte ce qu'il peut. On est un groupe avec des personnalités différentes et des histoires de vies différentes mais on retrouve cette philosophie Gilet Jaune. Pour le moment, on avance ensemble mais si à un moment on lâche on se le permet.

**Brigitte** : Oui parce que les autres prennent le relais. Par exemple, une idée peut partir de quelques personnes mais ce qui a fait grandir cette idée c'est tout le monde..

**Christophe** : Il y a aussi des gens de soi-disantes associations qui viennent, qui mettent jamais de Gilet Jaune et qui cherchent juste à récupérer le truc. Sur les ronds-points ça c'est quand même globalement bien

« La convivialité permet la discussion dans un autre contexte et ça permet de tisser des liens plus forts pour lutter »

passé, il y avait toujours des tensions mais bon.. À Fontaine, on était quand même une bonne centaine au rond-point, alors quand t'as 100 personnes avec chacun sa manière de voir, ses idées c'est pas toujours facile.. Par exemple, celui qui reste la nuit et qui est là le jour, il se sent pas le chef parce qu'il y a pas de chef mais bon c'est normal, comme il donne beaucoup, parfois il peut se sentir un peu au dessus des autres mais bon en général ça allait..

**On a parfois le sentiment que les femmes ont un rôle peu visible dans ce mouvement, au moins dans la rue ? Alors que dans ce groupe, il y a beaucoup de femmes...**

**Brigitte :** La raffinerie on était beaucoup de femmes. Il faut savoir que dans le mouvement des Gilets Jaunes, les femmes travaillent plus en sous-jacent. Souvent, dans les actions les hommes prennent les devants mais derrière ce sont les femmes qui en ont été moteur.

**Christophe :** Dans ce mouvement les femmes elles ont un rôle important. Par exemple, sur les rond-points les voitures qui klaxonnent le plus « hard » c'est bien souvent des femmes ! Et je suis pas sûre qu'il y ait moins de femmes...

**Manue :** Nous au rond point d'Arc il y avait beaucoup plus d'hommes, largement. Il y a pas de doutes !

**Florence :** On a aussi un rôle pour qu'il y ait une meilleure écoute. Pour calmer les gens qui sont en colère et qui parfois ont des propos un peu blessants...

**Brigitte :** Il y a pas beaucoup d'hommes dans le « groupe soupe » mais souvent les hommes qui nous suivent dans nos projets sont bienveillants avec nous. Je crois que la raffinerie a aussi beaucoup plus rassemblé les gens du fait du rôle centrale des femmes.

**Florence :** Moi par exemple, c'est sûr, je me suis rapproché avec la raffinerie et pas avec d'autres parce qu'il y avait des femmes. De chez moi, je savais ce que c'était les Gilets Jaunes mais j'avais peur de participer aux actions... Comme là-bas mon premier contact, c'était avec des femmes ça m'a aidé à me sentir à l'aise.

**Manue :** Sur les rond-points il y avait certains mâles qui faisaient leurs chefs !

**Brigitte :** C'est sûr il y a des problèmes d'ego dans le mouvement.

**Florence :** Moi, sur mon rond-point ça se passait très bien ! Les Gilets Jaunes c'est comme la société il y a des dominants et des dominés, des suiveurs et des meneurs.. (...) Moi j'ai pas ressenti de problèmes sur mon rond-point. Mais l'avantage de ce mouvement c'est que chacun peut trouver sa place, trouver son rôle.

**Brigitte :** Mais d'ailleurs c'est aussi une guerre d'ego qui nous a mené à tout ça. On en avait marre des divisions et on voulait se rassembler sur les choses qu'on a en commun.

**Florence :** Oui effectivement, à ce moment-là, avec toutes les embrouilles sur Dijon même, entre les différentes associations ou entre les différents groupes facebook, untel critiquait les GREC 21 genre « moi je suis pas d'accord blablabla et blablabla... » À ce moment-là, la soupe était plus que pertinente pour se rendre visible et pour unir nos forces.

**Par rapport aux mouvements des Gilets Jaunes, quelles perspectives vous imaginez ? Vous pensez qu'en faisant des manifs le samedi on va gagner ?**

**Tout le monde :** On lâche rien !!

**Brigitte :** Il faut exploiter tout ce qui est exploitable. Chaque groupe qui se forme est un plus pour le mouvement.

**Manue :** C'est un mouvement citoyen encore en mouvement, en train de se former, en train d'avancer.

**Florence :** Il y a aussi l'exemple des autres pays. Dans d'autres pays, les citoyens se soulèvent... mais aussi il faut dire c'est pas seulement le samedi, il y a plein de trucs, pleins d'actions en semaine... mais bon on en parle pas... La presse elle joue un jeu pourri, je le dis tel que je le ressens. C'est à dire qu'on médiatise à fond la violence qui tourne en boucle toute la semaine jusqu'au samedi d'après. (...) Et puis les petites phrases du gouvernement aussi tournent en boucle mais les Gilets Jaunes on leur donne pas la parole. J'ai voulu répliquer aux propos de Mr Rebsamen qui courait les plateaux télé pour parler de guérilla urbaine à Dijon mais j'attends toujours qu'on me laisse parler. Quand on voit les journalistes on se demande pourquoi ils viennent pas seulement rue de la Préfecture à 17h parce qu'on dirait qu'il y a que ça qui les intéresse.

**Brigitte :** Surtout dans ce mouvement, il faut pas qu'on se structure avec la forme classique avec un chef et une pyramide qui descend. Moi je suis pas une spécialiste mais il faudrait penser une structure qui permette une visibilité de toutes les voix. Il y a des gens qui ont beaucoup réfléchi à tout ça et qui peuvent faire de bonnes propositions. Mais à partir du moment où on met un chef, ça devient une cible. Alors ce qui déstabilise le gouvernement c'est qu'il a une personne avec qui parler. Là, en face, il a des Gilets Jaunes, il a une force. Lui il

aimerait avoir des porte-paroles parce que c'est vite fait de les détourner mais là ils savent pas quoi faire.

**Manue :** Moi je suis peut-être un peu utopiste mais je crois qu'il faut surtout pas se structurer. C'est quand on a commencé à essayer de faire remonter une voix avec un porte-parole, on a commencé à se prendre la tête entre nous. Ce qui a fait flipper ce gouvernement, c'est qu'un Gilet Jaune égale un Gilet Jaune. Castaner et cie, ils sont perdus parce qu'ils savent pas sur qui taper. Il y a pas de porte-parole sur qui mettre la pression ou acheter. Là, il y a trop de coupables alors il sait pas quoi faire... Le mouvement il est populaire et chaotique, il est pas individualiste.

**Florence :** C'est là que l'assemblée populaire est vraiment utile. C'est pour ça que la coordination de Commercys ou de Saint-Nazaire ça peut permettre de se fixer des objectifs communs sans avoir un porte-parole, un représentant ou un truc dans le genre.

**« Ce qui déstabilise le gouvernement c'est qu'il a une personne avec qui parler. Là, en face, il a des Gilets Jaunes, il a une force »**

# **LE QUARTIER DES LENTILLÈRES FACE À LA POLITIQUE DE LA VILLE**

## **Interview de Yannick Sencébé**

*Yannick Sencébé est professeur de sociologie à Agro sup' Dijon. Elle travaille sur l'avalancement des terres agricoles par les métropoles, et est engagée dans la défense du Quartier Libre des Lentillères [1].*

*Dans ce long entretien-radio réalisé par Vacarme en Réunion [2] en 2015, elle revient sur les décisions prises par Dijon-Métropole en matière d'urbanisme et sur la nécessité de défendre le Quartier Libre des Lentillères*





**La course folle à la construction et à la croissance démographique des élus dijonnais répond-elle à un quelconque besoin des habitants ? Pourquoi toutes les villes se ressemblent-elles ? Yannick Sencébé revient sur la politique urbaine de Dijon, et sur l'urbanisme créatif du Quartier Libre des Lentillères.**

**Les élus dijonnais parlent beaucoup de la croissance démographique à Dijon, est-ce que tu peux nous expliquer pourquoi ?**

Dijon est une ville de 250 000 habitants qui rêve d'accéder au Graal de 300 000 habitants, parce que ça lui permettrait d'accéder au statut de grande agglomération ou de métropole.

Pour comprendre, il faut savoir que le choix national qui a été fait en terme d'aménagement du territoire, c'est de s'appuyer sur des grandes métropoles vers lesquelles on va injecter des ressources. Ces métropoles vont capter toutes les ressources de l'État, et auront aussi pas mal de pouvoir en terme d'aménagement et de politique locale.

Depuis les années 80, on est passé d'un État assez centralisateur, où les communes avaient peu de pouvoir, à différentes phases de décentralisation. Ça a favorisé localement la mise en place de "baronnies" - comme on dit - avec des élus qui sont assez jaloux de leurs prérogatives, de leurs compétences, et qui finalement sont en

concurrence les uns avec les autres, avec les maîtres-mots d' "attractivité du territoire", de "croissance", etc. Chacun va développer des politiques qui visent à attirer les jeunes, les cadres sup', les entreprises innovantes... Finalement chacun fait à peu près la même chose : partout dans les villes moyennes on va retrouver le tramway, le zénith, les mêmes aménagements, les mêmes types d'urbanisme. C'est assez classique, la mise en concurrence favorise l'homogénéisation, chacun cherche à attirer de la même façon.

[1] Occupation de terres agricoles au sud de Dijon, sur 9 Ha de l'ancienne ceinture maraîchère de la ville. Depuis 9 ans, l'occupation est devenue un véritable quartier plein de vie. Elle est toujours menacée par la construction d'un éco-quartier. Plus d'information sur <https://lentilleres.potager.org>

[2] Une émission de radio dijonnaise, diffusée sur Radio Campus 92.9 FM le dimanche à 16h, et dont vous pouvez retrouver tous les podcasts sur <https://tvnr.noblogs.org>

D'une part, ça génère du gaspillage d'argent public et surtout de terres agricoles : chacun veut son grand projet, ses zones industrielles. Et d'autres parts, ce mouvement se fait aussi au détriment des petites villes et de la campagne, qui deviennent des zones de déversoir pour des activités polluantes, des zones résidentielles ou des dortoirs, ou des poumons verts pour que les urbains aillent s'oxygéner. Il n'y a pas vraiment d'équilibre ville-campagne, la campagne est au service de la ville.

Voilà le cadre un peu général. Ça ne vient pas de nulle part, c'est l'idée qu'avec l'Europe, on est en concurrence : il faut des grandes régions pour capter les étudiants étrangers, les start-up,... Et qu'il y a une sorte de séduction vis-à-vis de modèles qui viennent d'ailleurs. On a l'impression qu'on a trop de communes, qu'il faudrait des plus grandes villes, de plus grandes régions. Une idéologie de la grande taille, comme si c'était en soi une bonne chose. On s'aligne sur un modèle européen qui au fond n'existe même pas, puisque les autres pays, y compris l'Allemagne, ont aussi des petites régions, des petits *lander*. Mais ça s'accorde parfaitement avec le discours néo-libéral de mise en concurrence, de libéralisation, de strat-up, d'économie numérique. Et un certain nombre de grands élus tiennent à ce genre de modèle.

### **On nous parle aussi beaucoup de densification**

Dijon, le discours c'est de dire d'une part « il faut construire des logements pour loger les habitants, il y a une crise du logement, on répond à un besoin social ». D'autre part, « on préserve les espaces agricoles donc on densifie, on reconstruit la ville sur la ville ».

Et en fait, quand on regarde les statistiques et qu'on creuse un peu les diagnostics territoriaux faits à Dijon pour le PLU, on se rend compte que l'Insee dit que Dijon-ville a une tendance au vieillissement de sa population et ne va pas se développer démographiquement. Et en face, on a des élus qui vont se servir de cet argument pour dire : « la tendance est faible, il faut qu'on l'inverse, donc il faut qu'on construise pour attirer des gens ». Et les gens, ils vont pas aller les chercher à Montpellier ou à Paris, mais à Saulieu,

dans la Nièvre, dans les campagnes autour. On va donc absorber la campagne pour pouvoir faire de Dijon la "Capitale des ducs"... Et même "l'éco-capitale" maintenant.

On construit donc des éco-quartiers à tout va, en nous disant qu'il faut loger les gens, alors qu'on les fait venir. Il y a 7100 logements vides à Dijon, soit 8% des logements. C'est une des choses qui étaient soulignées dans les analyses, c'est qu'il y a une très forte croissance de logements vacants, et notamment dans les grandes villes. C'est un scandale quand on voit les problèmes de logements, les gens à la rue... Et en même temps on a des élus qui font des programmes de construction à tout va, sans doute parce que ces logements sont vétustes ou vieux, et ne correspondent plus à ce qui est sensé faire rêver suivant les standards actuels. Et ça entraîne une gabegie de moyen, d'espace et d'argent public parce que ça coûte cher.

Voilà pour la politique de la ville en terme de logement. Actuellement sur les éco-quartiers on ne sait pas du tout quel est le taux de remplissage et de vente, apparemment quelques questionnements commencent à faire jour sur la difficulté à occuper tous ces logements... Parce qu'on est à Dijon, pas à Montpellier, et je ne suis pas sûre que cette politique de logement ait véritablement pris en compte les besoins à Dijon ou qu'elle ait élaboré une autre vision que simplement de vouloir passer la barre de 300 000 habitants. On construit à tout va sans se poser la question de s'il y aura des gens pour habiter ces lieux ou si on est en train de gâcher une partie des espaces de respiration qui restaient sur la ville.

### **C'est justement un de ces éco-quartiers qui menacent de détruire le Quartier Libre des Lentillères...**

Sur les Lentillères il y a 1500 logements qui sont prévus, c'est énorme ! Si on prend une moyenne de 2 habitants par foyer - ce qui est faible à mon avis - on est déjà à 3000 personnes, c'est un petit bourg. La phase 1 du projet est en construction, il y a déjà des prospectus magnifiques qui mettent en vente les logements. La phase 2 - qui n'aura

pas lieu j'espère - est prévue pour plus tard, parce que la phase 1 va mettre encore des années à être finalisée et être remplie. On peut espérer que dans cet intervalle on pourra renforcer l'expérience et faire comprendre l'intérêt de maintenir ce lieu qui répond à des vraies aspirations, une expérience assez unique à Dijon et qui ne compromet pas du tout la possibilité des dijonnais à se loger. Et l'argument qui consiste à dire qu'il faut construire pour baisser les prix de l'immobilier est faux et fallacieux : d'abord parce qu'il y a des logements vides, et ensuite parce qu'il existe d'autres leviers pour baisser les prix.

### **Est-ce que tu peux nous en dire plus sur ces fameux "éco-quartiers" qui voient le jour un peu partout dans Dijon ?**

Alors, je me suis un peu intéressée à la question parce que j'ai travaillé sur le dossier de l'éco-cité "Jardin des maraîchers", prévu en lieu et place du Quartier des Lentillères.

Précisons déjà que cette "éco-cité" n'aura pas le label "éco-quartier", qui est un label un peu mou, avec un cahier des charges un peu lâche.

Au moment de l'enquête publique, en 2013, il y avait des tas de questions qui n'étaient vraiment pas claires, des questions environnementales comme évacuation des eaux par exemple. Des choses qui

risquent de poser problèmes. Il n'y a pas non plus de réflexion sur les transports. Ce qui a été imaginé par l'architecte - qui ont beaucoup d'imagination, ils n'ont pas fait des études pour rien ces gens-là... - c'était le concept de "voiture apaisée" : il y aura des bagnoles comme partout, mais elles seront "apaisées", elles rouleront moins vite.

J'ai l'impression que chaque époque architecturale produit ses mythes et ses idéologies. Il y a eu Le Corbusier à un moment donné, on voit ce que ça a donné...

Aujourd'hui c'est l'écoquartier. C'est pensé par un architecte, qui peut être très bon dans son domaine, mais qui malheureusement s'entoure très peu de citoyens. Il y a quand même



chez les architectes ce sentiment un peu démiurgique qu'ils sont capables de créer la cité, de créer la ville pour les autres, sans prendre le temps de consulter quiconque. Là c'est exactement ce qui s'est passé.

Finally, cet éco-quartier, je ne vois pas ce qu'il a de différent d'un grand ensemble des années 60, sauf qu'il est pensé dans les années 2010 et qu'on a un peu fait bouger les lignes au niveau esthétique. C'est une façon de construire *ex-nihilo* un ensemble qui se veut cohérent, pensé par une personne... ou plutôt une équipe. C'est absolument anti-démocratique.

Sur l'écocité des maraîchers, Michelin - l'architecte du projet - s'était targué de toujours prendre en compte l'esprit des lieux. En réalité il n'y a rien de plus contraire à ça : l'éco-quartier c'est *taboula rasa*, on repart de zéro sur de "bonnes bases" - et les bonnes bases de 2015 je ne sais pas comment on les regardera dans 30 ans mais on va rigoler. Ou pleurer.

Même si on a verdit l'aspect urbaniste, comme on fait de la croissance "verte", le fond est toujours le même : on construit la ville sans ses habitants, on brasse beaucoup d'argent, on ne donne pas lieu à l'imagination des habitants, on part de concepts appris dans des écoles d'architecture, qui sont répliqués à l'envie dans toutes les villes avec de petites nuances pour faire croire qu'on s'adapte au lieu.

On voit bien les places minéralisées, c'est les mêmes partout. La place de la Libération à Dijon, avec ses jets d'eau, pas un seul arbre, on la retrouve partout, c'est une espèce de mode.

On a quelques architectes en France qui vont penser tous les lieux de toutes les villes, standardisés, et avec une orientation très précise au niveau de la surveillance et de la prévention situationnelle par exemple.

C'est pareil pour les éco-quartiers, complètement aseptisés, ça fait froid dans le dos parce qu'on sent que les architectes pensent les choses à la place des gens. On les inscrit même sur le dessin, en 3D, on met un couple, on met des enfants... On nous donne l'impression qu'on peut créer la ville et même ses habitants, parce qu'effectivement on

va créer les pratiques possibles, les pratiques non voulues, les interdits, etc. avec pleins de petites choses bien résidentialisées. Il faut bien séparer la rue de ses ensembles, etc.

**On voit bien comment le concept d'espace vert, qui désigne parfois juste un carré d'herbe en bas d'un immeuble, devient la manière de valoriser quelque chose qui existait déjà, qui était un espace vide, et qui laissait la place aux usages incontrôlés des habitants : les gens qui zonent, qui se posent, qui promènent leur chiens etc. Et pour transformer ces espèces de marges incontrôlées, on y met un concept, c'est un espace vert, donc plus personne ne peut s'y poser, les choses sont réglementées, on n'y fait pas un barbecue, parce qu'on l'a valorisé et conceptualisé**

**« Il y a quand même chez les architectes ce sentiment un peu démiurgique qu'ils sont capables de créer la cité, de créer la ville pour les autres, sans prendre le temps de consulter quiconque. »**

Oui, c'est la prévention situationnelle. Les formes urbanistiques, l'agencement des lieux vont orienter les pratiques.

Quelque part dans la pratique de l'architecte, il y a une tendance potentiellement totalitaire, cette impression de pouvoir donner lieu à la vie des gens.

Cet architecte, Michelin, n'est jamais venu à la rencontre des habitant·es, il n'y a eu aucune concertation.

### **Il n'y a pas eu de débat public ?**

En France, pour des raisons historiques, il n'y a pas du tout de culture de la concertation ou de la participation citoyenne. Il y a eu un État jacobin, très présent, qui prenait en charge la vie des gens.

La loi de 1901 a été une conquête, celle de pouvoir s'organiser, parce qu'avant il y avait l'État et le citoyen et rien entre les deux.

Les élus locaux vont avoir l'impression que leurs citoyens sont des enquiquineurs : faudrait pas quand même que ces associations, ces habitants lambda ne nous mettent des bâtons dans les roues, ils comprennent pas bien, on leur expliquera, mais enfin on fait ça pour leur bien quoi...

La loi sur l'urbanisme oblige à mettre en place des enquêtes publiques quand il y a des grands projets, et la conception française de ces enquêtes publiques, ce n'est ni la participation ni la concertation, c'est la consultation une fois que les choses sont bouclées.

[3] *Plan Local d'Urbanisme, un document d'urbanisme qui chapote les grandes inclinaisons en matière d'urbanisme.*



C'est ce qu'on a vécu au Quartier des Lentillères. C'est-à-dire que le PLU [3] a été révisé, l'enquête publique a été ouverte, un commissaire-priseur a été nommé. Ce sont des fonctionnaires à la retraite qui ont eu des hautes fonctions et qui ne sont pas toujours très ouverts, ils sont payés très très cher en plus de leur retraite et font absolument ce qu'ils veulent. Ils ont le pouvoir de faire participer les gens, mais s'ils ne veulent pas, on n'a aucun contre-pouvoir.

C'est ce qui est arrivé pendant l'enquête sur l'éco-cité des maraîchers. Les jeux étaient complètement faussés. On pouvait bien s'exprimer, laisser des écrits sur le registre, rien n'était pris en compte. Et pourtant on est un certain nombre de militants à avoir vraiment bien bossé sur les dossiers, à avoir bien décortiqué les enjeux, avec les lois sur l'eau

etc. mais rien n'a été pris en compte. Donc c'est vraiment une concertation de parade, de la poudre aux yeux. On a aussi eu une réunion de quartier, avec les élus et les représentants de l'architecte. On vous présente le projet et on attend vos applaudissements. Il est bouclé, il est comme ça, est-ce que vous avez des questions ? Donc aucune consultation. C'est ce qui est souvent reproché... Les sociologues urbains le mettent souvent en avant.

Actuellement, l'urbanisme participatif est inexistant et en ça le Quartier des Lentillères est un exemple, parce que là pour le coup on a refait un quartier avec ses habitants et ses usagers, sans architecte et sans demande de subvention.

**Toi tu penses qu'à la construction *ex-nihilo*, on peut opposer la manière dont**

### **Le Quartier des Lentillères est habité ? Une manière d'être ancré ?**

Oui. Et si on réfléchit, cette manière d'habiter disparaît seulement de façon récente finalement. Dans les villages, rien n'a été pensé par des architectes, l'habitat participatif est encore là, partout autour de nous. Tous les cœurs de village ont été construits par leurs habitants. D'ailleurs c'est pour ça qu'on a fait de l'hyper dense, parce qu'ils voulaient pas s'embêter à faire des murs à chaque fois, alors ils ont construit les uns sur les autres pour limiter le nombre de murs. C'est des cœurs qui étaient vivants, et qui étaient faits par leurs habitants, pour autant ça tient debout ! Il ne faut jamais croire que ce qu'on vit actuellement est là depuis le capitalisme, c'est tout récent en fait. Et au niveau des archi-

tectes, je pense que c'est un aboutissement de la division du travail et de ce que Debord appelle la société du spectacle, la vie devient un spectacle qui est pensé par d'autres.

**J'ai l'impression que sur les Lentillères, ce qui permet la réappropriation totale de l'endroit, c'est aussi que comme c'est un lieu qu'on a arraché, on n'est pas soumis à toutes les réglementations habituelles, les normes d'habitat,... Même si tu ne peux pas gêner les autres pour autant.**

Oui, c'est quand même le vivre ensemble qui fait règle. Après ça pose d'autres questions, on en est venu à un tel niveau de réglementations que ça devient un peu n'importe quoi.

La rue où j'habite, qui est liée à de l'auto-construction d'après-guerre, par des populations précaires, des immigrés italiens, tunisiens, etc. qui étaient dans la maçonnerie et qui ont construit leur maison, ça serait impossible aujourd'hui !

Le Quartier des Lentillères, moi j'y suis depuis le début et je suis assez effarée (au bon sens du terme) de voir comment ce lieu qui était une

**« Le Quartier des Lentillères est un exemple, parce que là pour le coup on a refait un quartier avec ses habitants et ses usagers, sans architecte et sans demande de subvention. »**

friche est devenu un quartier sans qu'il y ait besoin de planification, en tout cas pas une planification descendante, d'autorité extérieure, mais par l'autogestion, par des assemblées générales, par l'auto-organisation qui s'est faite petit à petit.

On a su assez bien gérer l'arrivée de nouvelles personnes, on part de zéro, en terme d'accueil de personnes nouvelles c'est pas rien de les accueillir, de faire en sorte qu'elles trouvent leur place sans remettre trop en question la nature, qui avait aussi pris ses droits. Conserver les haies, les arbres, et tout ça fonctionne quand même très très bien. Et en plus ce qui me rassure aussi, c'est que finalement je trouve cette auto-organisation très harmonieuse. C'est peut-être un goût personnel, mais quand on se balade dans les petits jardins, c'est incroyable de voir comment un humain, qui s'établit au sol, quand il est responsabilisé et en collectif, il va faire des cheminements, des agencements, à la fois super diversifiés - parce que chaque jardin a sa personnalité - et très cohérent.

Et ça c'est un peu la magie du lieu, moi je me dis "en fait je suis en train d'observer la spatialisation du social", voilà comment l'humain s'installe quand il n'est pas gêné par des choses absolument rigides, qui n'ont plus trop de sens finalement. Et





ça permet beaucoup plus l'expression de ce que chaque personne peut apporter. Si on prend la rue de la Liberté par exemple, tout est codifié, et il n'y a quasiment plus moyen de s'approprier quoi que ce soit. Les Lentillères, c'est un lieu qui permet aux personnes d'être des humains, d'être imaginatifs, créatifs, et c'est pas forcément quelque chose que les élus veulent, parce qu'ils en ont peur. Je pense qu'il y a un vrai enjeu

dans la manipulation de nos rapports aux lieux. D'un côté il y a sa manipulation par le pouvoir : l'injonction à la mobilité, la volonté qu'on n'ait pas d'attache, qu'on soit disponible pour tout engagement à tout moment où que ce soit, à faire du réseau, à faire de nouveaux projets sans cesse. Et de l'autre, il y a dans les luttes actuelles, des zad par exemple, ce que j'appelle l'empaysannement des luttes urbaines : il y a comme une

réappropriation des vertus de l'enracinement, y compris paysans, face au rouleau compresseur du néo-capitalisme, et de cette société par projet. C'est une lutte capitale, parce que si le néo-capitalisme réussit à maîtriser notre rapport à l'espace, on sera dans une forme de pouvoir assez total, de nos rapports aux lieux, aux liens, à ce qu'il y a de plus intime.

**« Tout le monde pourrait  
se faire embarquer »**

## **Rencontre avec le Queer de Gang Reine**

Interview réalisée  
le 21 novembre 2018,  
à l'Espace autogéré  
des Tanneries,  
avec une dizaine  
de membres de  
Gang Reine,  
dans un joyeux bordel  
réorganisé  
pour les besoins  
de la  
retranscription !



# Entre élans communautaires, revendications politiques, créations artistiques et questionnements éthiques, le collectif dijonnais **Gang Reine** nous raconte l'état des lieux du **Queer** à Dijon

## **Gang Reine, est-ce que vous pouvez nous expliquer un peu qui vous êtes ?**

**Gaëlle** : Au départ, c'est parti des Beaux-arts mais maintenant il y a des gens de partout. C'est parti du constat qu'il n'y avait pas beaucoup d'événements queer à Dijon dans lesquels on pouvait se retrouver. Mais ça s'est vite dirigé vers un collectif qui serait à la fois artistique, festif et queer - c'est comme ça qu'on le définit - dans lequel on pourrait s'identifier, qui nous représenterait mais qui pourrait aussi toucher des gens qui ne sont pas initialement touchés par ça.

**Félix** : L'aspect fédérateur de Gang Reine est important, c'est difficile d'être queer dans son coin. Le but est de faire exister une culture qui existe en chacun-e de nous et d'en faire une scène. Là où à Dijon il n'y en a plus depuis un moment.

**Marion** : Le collectif répond à un besoin, pour une communauté qui existe partout mais qui n'a pas de lieu pour se retrouver, des lieux pour et par des gens qui s'identifient comme queer. Ou des gens qui auraient juste envie d'une nouvelle manière de voir les choses et de faire la fête. Et du besoin aussi de faire exister nos envies artistiques. Parce qu'on vient majoritairement de l'école des Beaux-Arts, et qu'on veut aussi diffuser notre travail et nos envies artistiques, qui sont souvent liés à nos identités queer et qui ne sont pas tellement représentées dans les espaces artistiques mainstream ou

institutionnels, qui sont surtout patriarcaux.

**Rino** : Y'a aussi l'idée du partage non ?

**Marion** : Ouais bien sûr, diffuser des pratiques qui sont minorisées.

**Nata** : Montrer ce qu'on fait, ce que d'autres font. On a organisé « *Tanne ton Queer* » l'année dernière, une journée d'expos, de performances et de concerts aux Tanneries. On avait fait un appel à projets pour trouver d'autres gens venus de plus loin, mais avec qui on se retrouve sur cette question. Des gens qui s'identifient à la lutte queer mais qui n'ont pas d'espace.

**Judith** : Preuve que y'a pas qu'à Dijon que ces espaces manquent... des gens viennent de loin.

**Marion** : L'appel à projet pour les expositions a été relayé sur les réseaux d'écoles d'art en France, et on a eu pas mal de retour, ce qui montre que les pratiques féministes et queer se cherchent encore des espaces.

## **Qu'est-ce que c'est le Queer ?**

**Rino** : Ça vient de la lignée féministe, et de la lutte LGBTQ+.

**Marion** : À la base c'est une insulte, qui veut dire bizarre, étrange, tordu, et qui était dirigée envers les personnes homosexuelles ou transgenres. Ensuite ces communautés se sont réappropriées pour en faire quelque chose de revendicatif et politique, qui rassemblerait toutes les minorités de

sexe, de sexualité et de genre, et aujourd'hui se croisent de plus en plus avec les luttes des minorités racisées ou des personnes porteuses d'un handicap par exemple. C'est pour ça qu'on parle d'intersectionnalité aujourd'hui, c'est à dire une lutte collective dans une conscience des discriminations plurielles.

**Félix** : Parce que toutes ces luttes sont ciblées contre le patriarcat et le capitalisme, l'hétéro-normativité du « cis-tème » [1]. C'est de là que vient cette convergence !

**Judith** : Tout comme d'autres luttes de minorités, il y a un enjeu très important à la visibilité, au besoin d'être vues. On veut faire du bruit.

**Marion** : Se rendre visible a toujours été une manière d'exister ! La société propose des constructions binaires très patriarcales, et ainsi invisibilise les identités qui n'entrent pas dans la norme. Ça a toujours été une manière de lutter pour plus de tolérance, d'égalité que de se montrer.

**Gaëlle** : Oui, et puis la discrimination vient aussi de l'invisibilité, qui fait que les minorités ne sont pas comprises. Quand on se visibilise, on pose des questions, on se confronte aux personnes qui n'y sont pas habituées.

**Judith** : On essaie aussi de créer des espaces *safer* où les personnes qui s'y retrouvent sont confortables, tu peux y vivre comme tu es vraiment, et ne pas cacher une partie de ce que tu es ou de ce que tu fais parce qu'elle ne rentrerait pas dans un schéma normatif cishétéro-patriarcal. Un espace *safe* et positif pour avancer et créer. L'idée aussi est

de pouvoir créer de manière positive, de ne pas avoir à justifier ta pratique par rapport au schéma féministe ou queer, et de ne pas avoir à réexpliquer toute l'histoire du féminisme, des luttes LGBTQ+ et des études de genres pour expliciter ton travail.

**Félix** : Un endroit où ta présence et ta pratique sont légitimes, et où tu n'as pas besoin de les réaffirmer.

**Judith** : Mais on est aussi là pour mettre en commun ce qu'on connaît de cette culture, et déconstruire les modèles oppressifs qu'on a aussi intégré, on est en apprentissage permanent les un-es des autres. On n'a pas toutes le même niveau de connaissance.

**Gaëlle** : Et on l'appréhende chacun-e à notre manière. Il n'y a pas un truc prédéfini, il y a quelque chose qui vient de toi et qui est avec les autres, chacun-e amène des choses de sa propre identité. C'est pour ça aussi que c'est très difficile à définir. Les choses se contaminent.

**Nata** : L'idée principale, c'est de se libérer des emprises du patriarcat... et on s'en libère chacun-e à des endroits différents, à notre rythme et comme on peut...

**Judith** : L'idée est aussi de dé-catégoriser. Tout est toujours catégorisé dans notre société, et là chacun-e amène une petite pierre de ce qu'il estime être la lutte queer, c'est beaucoup plus riche. L'idéal de la réflexion queer serait d'avoir aucun clivage entre nous, d'accepter que personne n'ait la même définition.

**Nata** : Être queer aujourd'hui ça concerne toute une diversité de personnes et d'identités qui ne correspondent pas au modèle social normatif : des personnes dont l'orientation sexuelle n'est pas hétéro, des personnes transgenres, des personnes non-binaires, des personnes dont l'expression de genre ne serait pas conforme à la norme (« *Gender Non-Conforming* »), et bien d'autres encore...

**Zoé** : Tu fais rentrer tellement de choses, chacun-e peut se l'approprier, et on peut l'ouvrir à chacun-e. La manière que tu as d'appréhender ton corps, d'appréhender ta sexualité... la force de ce mot c'est aussi à quel point chacun-e peut se l'approprier.



[1] Cis-tème, un jeu de mot qui dénonce l'injonction systémique à être « cis », c'est-à-dire à ce que notre genre corresponde au genre qu'on nous a assigné à la naissance. Cis-genre s'oppose fréquemment à « trans-genre ».



**Vous diriez que c'est lié à une volonté politique (de déconstruction) plutôt qu'à une identité sociale ?**

**Marion :** Je pense que c'est lié à des identités sociales qui sont opprimées par des modèles normatifs et donc qui développent une volonté politique de déconstruction, une volonté que l'on souhaite propager.

**Nata :** C'est construire en déconstruisant.

**Marion :** Ouais c'est ça... Sortir des constructions toujours très binaires : homme, femme, homo, hetero,...

**Judith :** T'as le droit de dire "je sais pas" dans le queer.

**Marion :** Et de revendiquer des identités complexes et plurielles. Une diversité dans nos identités, revendiquer des possibilités multiples dans nos identités. Et cela traverse autant des questions de genre, de sexualité et nos rapports au monde en général.

**Nata :** C'est très inclusif, tout le monde pourrait se faire embarquer, car on veut que chacun.e vienne à remettre en question la société et ses modèles pré-définis. On cherche à faire venir toutes sortes de gens, pas juste nos potes queer (même si iels [2] seront toujours prioritaires).

**Judith :** C'est pour ça que le côté festif est important, parce que c'est là que les gens sont le plus curieux.

**Marion :** Pour nous ça a toujours été important de dire que nous, quand on se dit queer, c'est aussi la manière dont on a envie de travailler. Et puis personne n'aurait le droit d'invalider le queerness de quelqu'un.e... Le plus important reste d'être conscient.e de ses propres privilèges [3], et de savoir les interroger, les déconstruire, etc.

**Félix :** Le queer c'est d'abord une force d'opposition au patriarcat, qui est l'archétype sociétal où en haut de la pyramide on retrouve l'homme blanc cisgenre [4]

hétérosexuel. Cet homme blanc cis-hétéro, dans la mesure où il est pleinement conscient de ses privilèges, cherche à les déconstruire, lutte contre le patriarcat, etc. et pourrait aussi se revendiquer allié de la cause queer.

**Nata :** C'est un groupe intersectionnel inclusif.

[2] Iels est une forme créative pour dire « ils et elles », mais aussi pour désigner une forme de neutralité sexuelle.

[3] Le terme « privilèges » renvoie aux formes de facilités éprouvées par les personnes considérées socialement comme « normales », par opposition aux formes de discrimination, de malaise, d'oppression que peuvent vivre toutes les personnes marginalisées.

[4] Voir la note 1.

## Ça veut dire que dans les soirées que vous organisez, tout le monde est le ou la bienvenu-e ?

(Unanime) : Bien sûr !

Marion : Tant qu'il est...

Gaëlle : Bienveillant

Marion : Oui voilà, tout le monde est le bienvenu, dans la mesure où on se respecte.

Nata : Si t'as envie de danser et de voir ce qui se passe, et pas pour casser des gueules... sinon on a moins envie de te voir...

## Le côté safe ne va pas venir d'un filtrage à l'entrée ?

Marion : On espère

Gaëlle : Sinon, ça ressemble un peu à du délit de faciès.

Marion : Sur quelle base on peut filtrer ? Comment on peut savoir que telle personne se comporte mal ? Tout ce qu'on peut faire c'est sensibiliser et communiquer...

## Je pose cette question parce que beaucoup de collectifs ont aujourd'hui fait le choix de créer des espaces safe sur la base de la non-mixité.

Marion : Oui, mais on croit aussi à la non-mixité mais...

Rino : Y'a aussi une sélection qui se fait, ce sont les gens concernés qui viennent.

Gaëlle : Oui ou pas forcément concernés, mais au moins intéressés. En tout cas pas opposés à l'évènement.

Judith : Après, faut aussi se dire que ça arrive souvent que finalement, l'endroit ne soit pas safe.

Marion : On a aussi fait l'expérience d'endroits queer qui ne sont pas safe, parce que le public n'est finalement pas très éduqué à ces questions. Moi je crois aussi à la non-mixité pour créer des espaces safe, mais on veut aussi continuer à croire qu'en étant ouvert à tout le monde, on va amener des gens à réfléchir.

Gaëlle : Nous on sélectionne aussi les lieux avec qui on a envie de travailler, parce qu'on sait que le même type de soirée dans un club mainstream serait horrible... On ne sélectionne pas le public, mais on sélectionne le lieu qui s'adresse nécessairement à un certain public.

## Quels sont les lieux, les collectifs, qui font exister quelque chose de queer à Dijon ?

Félix : Il y avait des lieux, qui n'étaient pas queer à proprement parler, mais qui étaient ouverts. Il y avait le Whooz, qui était un club gay mais qui n'existe plus.

Marion : Il y a des associations, mais pas vraiment de lieux où on peut pratiquer notre queerness. T'as Queerasse ou CIGaLes qui sont des associations LGBTQ+. La scène LGBTQ+ / Queer disparaissait un peu partout, mais commence à regagner du terrain, grâce entre autres à un revival de la culture drag [5].

Marion : Les Tanneries sont un lieu avec qui on collabore régulièrement. Les Lentillères pourraient aussi être des lieux où on voudrait faire des trucs. L'Atelier Chiffonnier est un endroit avec qui on pourrait faire des trucs peut être, parce que ce sont des anciens de l'école des Beaux-Arts qui ont eu la volonté de ne pas dépendre des institutions, comme nous.

Félix : Il y a aussi l'association Risk qui organise le festival Sirk, et un soir on y est allé en drag. Je l'ai vécu comme un endroit safe, c'est un des seuls endroits où je me suis permis ça.

Rino : Après, pour partager les choses, il faut aussi qu'on s'aventure dans des endroits pas safe.

Marion : Mais ça c'est compliqué parce qu'on n'a pas envie de se mettre en danger... Mais oui, on

essaie de faire ça aussi. Par exemple quand on va au Consortium [6] le vendredi en drag. On se fait remarquer, et on questionne l'institution sur

la visibilité des minorités dans ce lieu. Et il faut faire la différence entre des endroits qui ne sont pas queer et où tu ne te sens pas très à l'aise et des endroits où tu es en danger. Des lieux où je me dis que je ne peux pas aller avec ma meuf et être ouvertement lesbienne sinon je vais être en danger, je sais que je peux me faire emmerder.

[5] La culture drag renvoie aux drag queen et et aux drag king, c'est-à-dire au fait de jouer sur les stéréotypes de genre, en se construisant une identité volontairement basée sur des archétypes féminins ou masculins, pour jouer un rôle, et provoquer des réactions ou des émotions à même de faire réfléchir sur les rôles de genre.

[6] Centre d'art contemporain très propre.

**Judith** : Il faut vraiment préciser que quand on crée des espaces safe, parfois on parle juste de sécurité physique et psychologique. Parce que des gens nous reprochent parfois de vouloir être simplement "entre nous" pour ne pas avoir à débattre, ou à faire face à des différences. Mais souvent c'est "je ne risque pas mon corps et mon psychique" c'est pas "oh j'ai la flemme de débattre avec un macho aujourd'hui".

**Ce sont des allers-retours à trouver, entre le confort et le conflit. La non-mixité, elle peut donner la force de faire face au conflit**

**Rino** : Oui en groupe, avec des personnes qui subissent les mêmes oppressions et partagent les mêmes revendications, tu peux aller batailler, « gangreiner »...

### **Est-ce que vous avez des liens avec des luttes anti-capitalistes ?**

**Marion** : Bien sûr. On en n'a pas encore parlé beaucoup entre nous, mais l'intérêt est là... Je ne sais pas si c'est partagé, mais moi par exemple je voudrais qu'on reste autogéré, qu'on n'ait pas de subventions de la ville. On voudrait pouvoir se passer de formes trop administratives.

**Zoé** : Les questions organisationnelles ne sont pas propres à Gang Reine ou à la question queer mais traversent tous les collectifs et toutes les luttes. Comment on en débat entre nous, comment on prend des décisions, comment se passer de hiérarchie par exemple.

### **Vous vous sentez proches des mouvements sociaux ?**

**Marion** : Je ne sais pas si tout le monde est traversé par ces questions-là, mais on est déjà

plusieurs à s'intéresser aux luttes des Travailleur-se-s Du Sexe, parce que ça pose de manière large les questions du travail aujourd'hui. Et ça pose des questions de précarité, d'incertitude quant au salaire, etc.

**Zoé** : Moi je suis liée à la Mistoufle [7], et à Solidaires, et c'est quelque chose qui metouche. Et parfois j'ai fait des réunions Gang Reine, et des réunions à la fac à peu de temps d'intervalle, et je me questionne sur à quel moment ça se rejoint. Comment on fait pour se lier. Chacun a une volonté de se lier, mais chacun a le sentiment que les idées des uns vont court-circuiter celles des autres.

[7] Groupe dijonnais rattaché à la Fédération Anarchiste. Il tient la bibliothèque La Sociale, ouverte les jeudis de 18h à 20h au 3e étage du Bar le Chez Nous, impasse Quentin.



## Est-ce que vous pensez que le Queer peut être réapproprié par le capitalisme ?

(Unanime) : C'est déjà fait...

**Judith** : La marque a déjà été déposée par Thierry Ardisson en 1999, et depuis 2005 cela appartient au groupe TF1. Mais bien sûr, il est hors de question de la laisser, c'est un mot qui était une insulte et qui a déjà été réappropriée par le mouvement, alors il faudra l'arracher une deuxième fois.

## Je pensais moins au mot qu'au combat politique...

**Judith** : Mais c'est déjà fait aussi... Pendant le mois de la Pride, beaucoup de marques s'emparent de l'esthétique queer dans leurs produits marketings, sans pour autant en valoriser ou exprimer les revendications intrinsèques.

**Nata** : Effectivement, la culture mainstream se réapproprie le mouvement queer mais ça reste toujours très superficiel. C'est pareil pour des soirées, ou dans les manières de se saper : faire péter les paillettes... Il y a tout un truc sur la culture internet qui est dans le queer et qui se développe super vite, et qui se fait réapproprier au fur et à mesure...

**Judith** : Nous, il faut qu'on se demande comment on peut en tirer avantage sans se faire bouffer.

**Marion** : Bien, on en joue beaucoup de toutes façons, le drag c'est déjà une manière de lutter et de visibiliser en utilisant le côté paillette qui donne envie, et peut amener des gens à se questionner sur le fond. Je ne sais pas si ça marche, mais on le tente...

**Judith** : Même au Roller Derby [8], c'est aussi une question qui se pose en ce moment. Mettre des paillettes, avoir des noms de joueuses de catch. Beaucoup d'équipes se demandent si, pour être sérieuses, elles ne devraient pas mettre des leggings de sport, enlever les paillettes et avoir leurs noms. Être crédible quoi. Et il y a un vrai débat ouvert sur ce qui fait la crédibilité : est-ce que tu as besoin d'entrer dans le moule, ou est-ce que le sport en lui-même peut être assez puissant ? Moi je roule beaucoup plus vite avec mes paillettes...

## Est-ce que vous pensez que le queer peut être populaire ?

**Gaëlle** : De base, le queer provient plutôt des milieux défavorisés. Au sein du collectif, malgré nos différentes cultures respectives, on souhaite une forme d'autogestion, de production DIY afin de

s'extirper au possible du système capitaliste. Néanmoins, on a forcément besoin de ressources pour organiser des événements, des interventions, etc. Mais on essaie de faire en sorte que ces événements restent accessibles au plus grand nombre, avec des prix libres par exemple.

**Judith** : Mais à la base le queer est loin loin d'être bourgeois. Il s'embourgeoise parce qu'il devient populaire, il se "gentrifie" on pourrait dire. Y'a des tas de gens qui ne cherchent que ça d'avoir du temps et de l'espace pour pouvoir faire ce qu'on fait. Il faut que le queer retourne au populaire.

**Marion** : Mais la grande question reste : comment tu fais pour toucher des gens qui ne savent même pas ce qu'est le queer ? Qui n'ont pas accès aisément à cette culture ? Des gens de notre collectif voulaient faire des interventions éducatives dans les collèges, par exemple, ce qui serait une manière de toucher toutes sortes de personnes. On ne va pas obliger les parents à changer leur éducation, mais nous si on peut ouvrir la porte, et montrer que ça existe... Deux filles qui s'embrassent ça existe pour de vrai, on n'est pas juste des personnes des films pornos que tu regardes dans ta chambre en cachette...



[8] Le roller derby est un sport d'équipe, féminin, où les joueuses sont en patin à roulettes et doivent faire des tours de pistes.

**Bibliographie & Cie**  
suggérée par Gang Reine

**LECTURE**

Mona CHOLLET, Beauté Fatale + Sorcières : La puissance invaincue des femmes

Monique WITTIG, La Pensée Straight  
Virginie DESPENTES, King Kong  
Théorie

Sam BOURCIER, Homo Inc.orporated :

Le triangle d'or et la licorne qui pète  
Paul B. PRECIADO, Testo Junkie + Pornotopie

Elsa DORLIN, Se défendre une philosophie de la violence + Sexe, genre et sexualités : Une introduction à la théorie féministe

Judith BUTLER, Trouble dans le Genre

Anna COLIN, Sorcières pourchassées, assumées, puissantes, queer

Renate LORENZ, Art Queer : une théorie freak

Florian VOROS, Cultures pornographiques : Anthologie des porn studies

**WEB-SÉRIE**

Camille DUCELLIER, Gender Derby

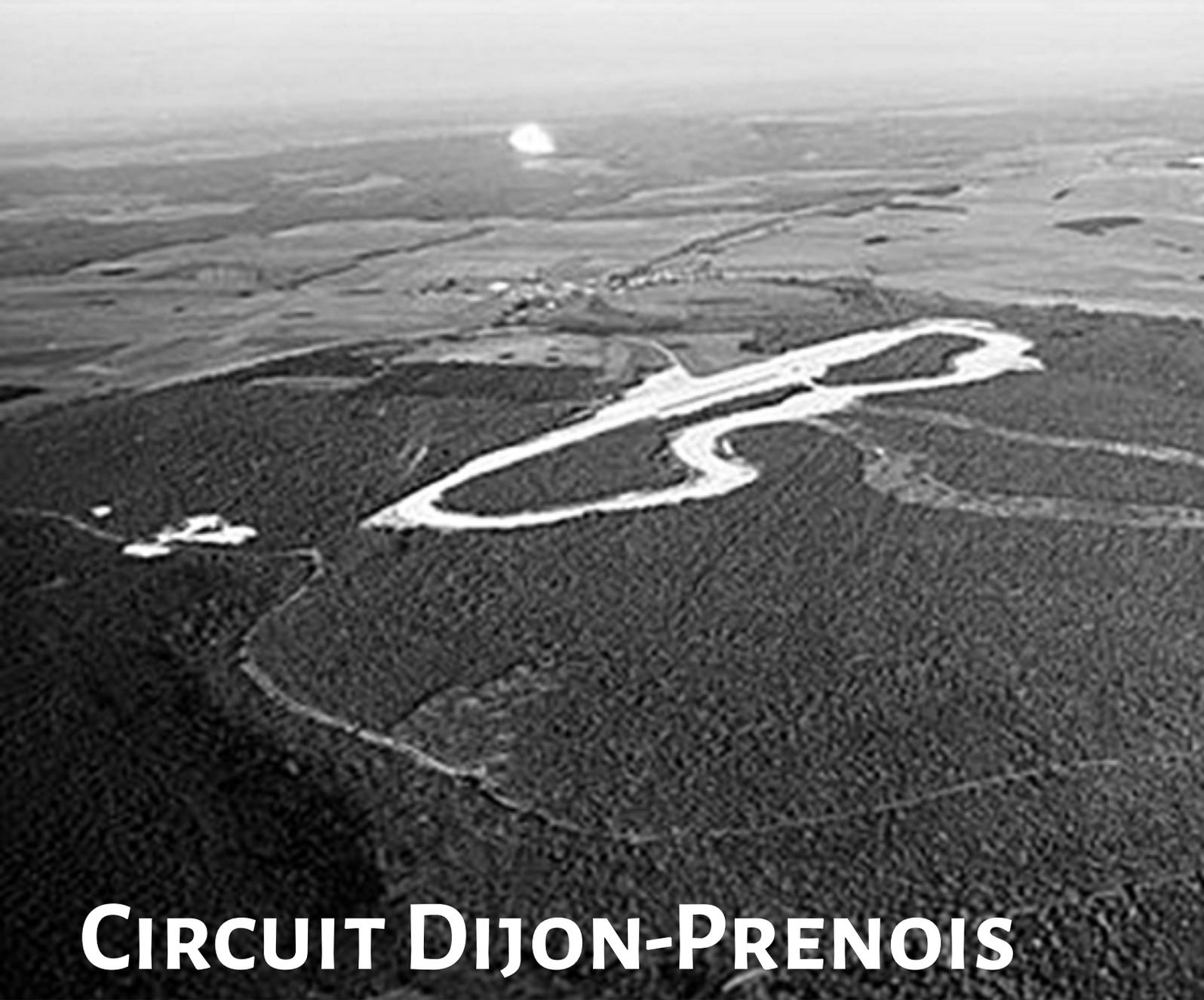
**REPORTAGE**

ARTE Reportage, Princesses, Pop Stars & Girl Power

**PODCAST**

« Masculins, est-ce ainsi que les hommes se vivent », « Sorcières », « Quand la création raconte le sida » et « Les transidentités, racontées par les trans » de LSD, La Série Documentaire sur France Culture





# CIRCUIT DIJON-PRENOIS POUR 50 HA DE PLUS...

*Le circuit Dijon-Prenois cache dans ses valises un vieux projet qu'il voudrait aujourd'hui mettre en place : s'agrandir de 50 Ha sur des terres forestières, pour construire un complexe hôtelier, une nouvelle piste d'essai de 2600 mètres et un parking géant. Un projet taxé d'écologique par ses promoteurs. On a du mal à comprendre pourquoi, à part sous l'argument grotesque que les utilisateurs du circuit n'auront plus à faire l'aller-retour entre Dijon et Prenois...*

*Pour le moment retardé par un avis du CDPENAF [\[1\]](#) qui demande au promoteur de réviser les mesures de compensation (en réalité inexistante dans le projet initial), des riverains et des riveraines commencent à s'organiser pour s'opposer à ce projet absurde.*

# Que se passe-t-il exactement au circuit de Dijon-Prenois ?

Une fois que l'ONF, la mairie et le circuit auront trouvé un terrain d'entente concernant les mesures de compensation, ce sera à la Direction départementale des territoires (c'est-à-dire à la préfecture) de formuler une autorisation de travaux. Puis, comme à chaque fois dans ce genre de projet d'aménagement, se tiendra une enquête publique à laquelle les citoyens concernés pourront participer en formulant des remarques (qui ne seront logiquement prises en compte que si elles ne remettent pas en cause le projet en tant que tel).

Avons-nous encore les moyens de nous plier à ce genre de fantaisie émanant des cerveaux malades des industriels du luxe ? Voulons-nous encore souscrire à un monde où les pauvres regardent béatement les riches s'amuser à faire du bruit et à bousiller l'air ambiant par l'intermédiaire de leurs bolides rutilants ? Voulons-nous réellement sacrifier l'intégrité et la richesse naturelle de notre territoire aux lubies de touristes fortunés en mal d'adrénaline ? Une véritable politique de développement local ne devrait-elle pas être fondée non pas sur l'annexion des zones rurales par les métropoles conquérantes, mais sur l'aide à l'installation de paysans, sur l'autonomie et la reconquête du foncier pour des activités agricoles utiles ou des loisirs de nature ?

La course à l'abîme doit être contestée et freinée. Il est indispensable de s'opposer partout où

nous vivons, dans les lieux que nous habitons au quotidien, à la démesure et aux projets hors-sol des modernisateurs aveuglés par leurs plaisirs à courte vue.

Un certain nombre d'acteurs locaux trouvent sans doute leur compte dans cette histoire du fait des retombées économiques favorables. Cependant, est-ce trop d'exiger que nous nous hissions au-delà de l'appât du gain immédiat pour essayer de nous questionner sur l'avenir de nos territoires à l'heure du réchauffement climatique global ? Mis à part la médiocrité des arguments en termes de loisirs et d'emplois, il paraît évident que la Métropole ait anticipé l'évidence que ce serait sur le terrain de l'écologie que le projet achopperait. Prenant les devants, elle n'a donc pas hésité à appliquer la devise « plus c'est gros, plus ça passe », en osant essayer de cacher la destruction de 50 hectares de forêts par une prétendue « réduction de l'impact environnemental ». Il est inconcevable qu'un projet d'une telle absurdité puisse voir le jour. C'est plutôt à la réduction voire à la fermeture de tels lieux qu'il faudrait travailler. Il sera donc proposé dans les prochaines semaines diverses initiatives afin que la lumière soit faite sur les rouages d'un tel projet, et si besoin est, le bloquer.

Quelques riverains et riveraines déterminés

*Depuis quelques mois, une association de riverain·es a été créée pour informer sur le projet d'extension, et pouvoir mener des actions contre la destruction de cette forêt.*

*Le 14 mars, lors d'un débat public à Prenois, plusieurs membres du conseil municipal ont affirmé vouloir "reconsidérer leur position", découvrant ce soir-là les nombreuses levées de baton de la part des habitant·es de la commune, ainsi que de celles environnantes.*

*En attendant, l'association "Les sentinelles de la montagne dijonnaise" se prépare à organiser plusieurs journées pour découvrir le bois menacé, et faire émerger publiquement leur questionnements et leurs oppositions.*

Renseignez-vous sur [Dijoncter.info](http://dijoncter.info),  
ou en écrivant à [sentinellesmontagnedijonnaise@lilo.org](mailto:sentinellesmontagnedijonnaise@lilo.org)

# Zones à défendre et petits projets inutiles

Extrait de « Genèse et Obsolescence des circuits automobiles » de François Jarrige.



**Q**u'est-ce qu'un circuit automobile aujourd'hui, sinon la butte-témoin obsolète d'un monde en cours d'effondrement, le symbole des absurdités d'un vingtième siècle fasciné par l'automobile et dont il est urgent de sortir ? Le circuit de Prenois est obsolète dans le sens étymologique du mot latin *obsoletus* qui veut dire passé de mode et d'usage, tombé en désuétude. En économie ce mot renvoie à un équipement en état de fonctionnement mais dépassé par les évolutions techniques et les imaginaires. Alors que les propriétaires du lieu annoncent vouloir investir pour moderniser et adapter le circuit aux enjeux écologiques actuels, il convient d'insister au contraire sur son obsolescence et sur la nécessité d'interroger ce type d'infrastructure, ses significations, et leur rôle dans la fameuse transition écologique que tout le monde appelle pourtant de ses vœux. Ce type d'infrastructure ne peut qu'être une pièce de plus dans la motorisation du monde, malheureusement toujours plus forte. Comment imaginer une société qui respecte l'environnement en promouvant une nouvelle infrastructure qui substitue le béton à la

végétation, qui stimule l'industrie automobile, qui véhicule un imaginaire de vitesse et de destruction, qui, enfin, pollue énormément : rappelons qu'une voiture de Formule 1 consomme entre 75 et 100 litres aux cents km ! A l'heure où des millions de personnes meurent par an pour cause de pollution atmosphérique (chiffres récurrents de l'OMS), il est tout à fait contradictoire et dangereux d'associer le mot « écologie » ou « respect de l'environnement » aux circuits automobiles.

**« Obsolète, obsoletus, passé de mode et d'usage, tombé en désuétude »**

Pour réaliser leur rêve de cité touristique dédiée au culte de l'automobile, les propriétaires et leurs soutiens n'hésitent pas à proposer la déforestation de plusieurs dizaines d'hectares de forêts et de végétation. Comme d'autres projets anachroniques, comme des contournements autoroutiers ou des aéroports, ce projet de circuit automobile doit légitimement susciter la désapprobation et le refus de tous ceux qui sont engagés dans l'avènement d'un monde plus juste et écologique. On nous répondra qu'il s'agit d'une propriété privée et que nous n'avons rien à dire. Nous objecterons que comme riverains nous sommes victimes des nuisances, et

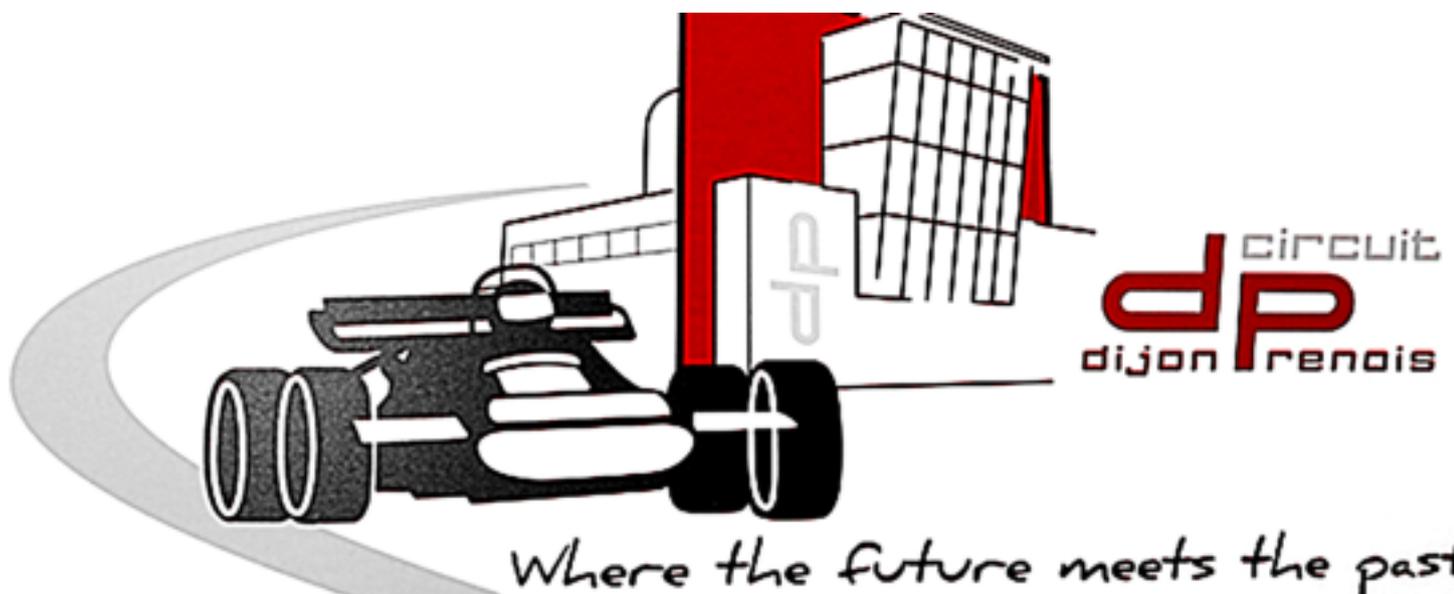
comme citoyen nous avons légitimement le droit de contester un projet que nous jugeons contraire au bien commun et à l'avenir que nous désirons.

Certes, ce modeste circuit et ses extensions peuvent paraître bien anodins par rapport aux projets pharaoniques qui poussent ici où là, pensons au Grand contournement ouest de Strasbourg ou à l'absurde projet Europacity prévu aux portes de Paris, qui va aboutir à détruire des centaines d'hectares de terres fertiles pour édifier un centre commercial géant et un parc de loisirs. Au-delà de ces exemples emblématiques, ce sont tous les projets qui accélèrent la course à l'abîme qui doivent être contestés et freinés, à l'image du projet avorté de grand aéroport à Notre-Dame des Landes. Il est indispensable, si l'on veut maintenir un minimum de décence et de démocratie dans un monde de plus en plus marqué par l'aveuglement suicidaire, de s'opposer partout où nous vivons, dans les lieux que nous habitons au quotidien, à la démesure et aux projets hors-sol des modernisateurs aveuglés par leurs idéologies et leurs plaisirs à courte vue.

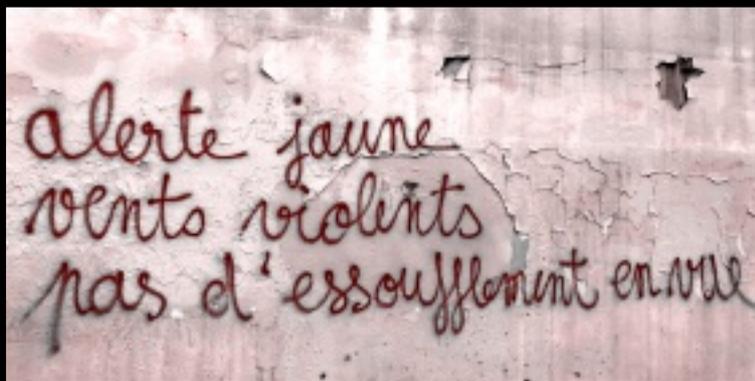
Pour se défaire réellement de l'automobile, c'est toute notre société, ses imaginaires et ses modes d'organisation, modelés depuis un siècle par les rêves de mobilité et de toute puissance, qu'il faudra bien déconstruire. Ainsi, chacun sait que le rêve de la voiture électrique n'est qu'une illusion chargée de maintenir vivante le plus longtemps possible la civilisation automobile. La foi automobile a été une des aliénations du XX<sup>e</sup> siècle, elle a tué et tue encore, et pour ceux qui en réchappent, elle crée une dépendance insupportable – dépendance encore mise en valeur par le récent mouvement des gilets jaunes. La voiture ne disparaîtra évidemment pas subitement et beaucoup d'entre nous en auront encore besoin pour se déplacer, en particulier dans des régions très rurales comme la Bourgogne et la Franche Comté. En revanche, il faut entamer dès maintenant la réduction des usages lorsqu'ils ne sont pas

nécessaires, cesser d'encourager les grosses cylindrées qui consomment et polluent le plus, arrêter de considérer la voiture comme un plaisir excitant et une source de rêve, et mettre cet objet à sa juste place en imaginant des véhicules plus simples et moins consommateurs, sans doute moins rapides et moins lourds. Pour cela il faut commencer par fermer les circuits automobiles qui entretiennent et maintiennent vivants les illusions du passé. On nous traitera sans doute de pisse-froid, d'empêcheurs de s'amuser en rond, nous répondrons que nous contestons ce loisir consistant à faire payer les pauvres pour qu'ils aient le droit d'aller admirer les bolides des riches. Au lieu d'agrandir et de développer ce circuit, mieux vaudrait le fermer, le recycler en musée de nos folies automobiles passées, en lieu de repos pour les urbains stressés et épuisés, en piste cyclable protégée des dangers de la circulation où les enfants pourraient apprendre sans risque le vélo ? Notre région n'en sortirait-elle pas grandie ? Au-delà des beaux discours et des affichages publicitaires, elle serait enfin placée à l'avant-garde de la fameuse transition écologique tellement célébrée par ailleurs.

**"Mieux vaudrait le fermer,  
le recycler en musée de nos  
folies automobiles passées"**



E  
R  
R  
A  
N  
C  
E



FUIR LA GUERRE  
PASSER LE DESERT  
TRAVERSER LA MER....  
ET VOILÀ L'HIVER



U  
R  
B  
A  
I  
N  
E



La chronique Errances Urbaines propose, à peu près tous les mois, une sélection des découvertes graphiques, littéraires, et artistico-ludiques à portée subversive aperçues dans les rues de Dijon et ses alentours.



Lentilles



Soutien ZAD

Toi aussi tu  
veux redonner  
des couleurs à  
ton quartier ?

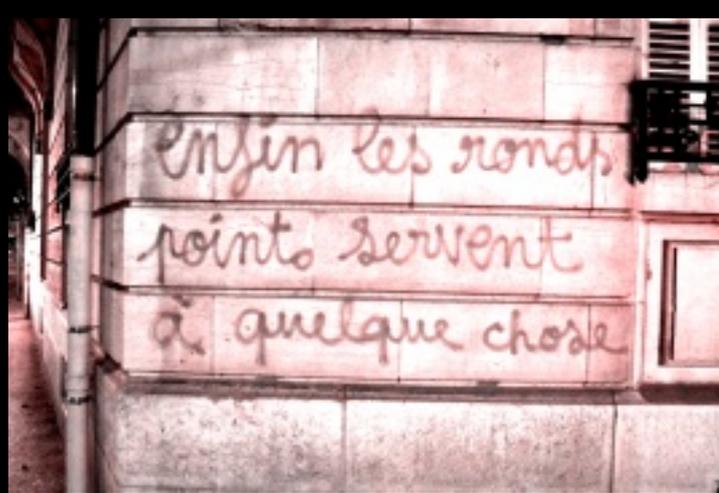
C'est facile :

1) T'as plein de trucs  
intéressants à dire ?  
Trouve une manière stylée de  
les raconter (on se passera  
des dessins de bites ou des  
"Untel enculé"...).

2) Affiches, tags,  
banderoles, à toi de  
voir. Tu trouveras  
toute la peinture  
dont t'as besoin dans  
les magasins de  
bricolage ou de  
décoration. Et si t'as  
pas d'argent t'as des  
poches non ?

3) Pas vu, pas pris !  
Surtout si tu choisis  
l'option tag, agis la  
nuit, agis vite, mets  
des gants, fais  
gaffe aux  
caméras.  
Et  
oublie pas  
de te marrer !

**Murs  
blancs,  
peuple  
muet**



Enfin les ronds  
points servent  
à quelque chose



yellow is the new  
Black Block

SMIC TON PERE  
FILS DE PUB !.

Rest  
In  
Capitalism

jette ton BP  
LIS DIJONCTER.info

SOLIDARIDAD  
CON  
ATENCO

UN JEUNE ABATTU A  
NANTES,  
LA POLICE REVENDIQUE L'ATTENTAT!

F 1984

L'ÉCOLOGIE  
SERA  
ANTICAPITALISTE  
OU NE SERA PAS

L'ÉTAT  
MUTILE

DE LA PLAINE AUX LENTILLÈRES.  
LES URBANISTES EN ENFER

## Le réseau Mutu et la renaissance des médias libres en France

Depuis 2013, une quinzaine de sites d'information locale et anti-autoritaire se sont développés en réseau, marquant un renouveau des médias libres sur Internet. De Paris à Marseille ou de Rouen à Lyon en passant par le Limousin, des collectifs autonomes s'activent pour diffuser les idées et les pratiques qui agitent leurs territoires. Compte-rendus de manifestations, reportages sur les piquets de grève, témoignages des victimes de la police, présentation d'initiatives radicales en matière de soins ou de logement, critiques des politiques métropolitaines qui se déploient d'une région à l'autre... Le réseau Mutu constitue une réponse décentralisée et radicale au contrôle de l'information par les pouvoirs économiques et politiques.

À la fin des années 90, peu de personnes s'organisent sur le web mais un collectif se fait remarquer : Samizdat. Il s'organise depuis 1994 sur des bases techniques et politiques, et regroupe des personnes qui s'intéressent au développement des technologies de communication avant l'ère des fournisseurs internet grand public. Cette petite bande connaît un essor important avec les grèves de 1995. Elle crée la première liste mail autonome pour coordonner l'action contre le plan Juppé, puis bien d'autres, aux usages divers. Elles servent autant d'outil d'organisation interne que de propagande. Mais c'est le site lui-même, samizdat.net, qui en 1996 produira une vraie révolution en proposant une modération priori, c'est-à-dire que n'importe quel internaute peut proposer une publication qui sera modérée par les administrateurs du site. Cela annonce le changement qui fera mondialement évoluer le web militant à l'ère de l'altermondialisme vers le modèle Indymedia.

Les sites web participatifs, au contenu généré par les utilisateurs, sont rares. Ce qu'on nommera le web 2.0 est encore embryonnaire, les plate-forme de blog ne se développeront qu'après 2000. Il y a donc peu d'outils pour relater la mobilisation contre l'OMC et le FMI en décembre 1999. Qu'à cela ne tienne, il faut les créer ! Divers organismes indépendants, alternatifs et militants lancent l'initiative d'Indymedia pour couvrir les manifestations à Seattle. Un Centre Médias permet à des journalistes

d'échanger et d'envoyer en temps réel des renseignements, articles, photos, bandes audio et vidéo pour couvrir les mobilisations. Le modèle fonctionne et donne envie aux militant-es du monde entier. Au cours de l'année suivante, à travers un réseau décentralisé et autonome, des centaines d'activistes ouvrent des Centres de Médias à Londres, au Canada, à Mexico, à Prague, en Belgique, en République populaire de Chine, en France et en Italie. Des Centres de Médias Indépendants (IMCs) sont créés sur chaque continent. À son apogée, le réseau Indymedia comptera 167 sites à travers le monde. L'organisation repose sur l'utilisation de serveurs autonomes qui garantissent l'anonymat et la confidentialité sur le web et sur un fonctionnement en publication ouverte, c'est-à-dire que chacun-e peut écrire et publier un texte sans avoir besoin de s'inscrire. Une équipe de modération vérifie que le site est conforme à une charte antiraciste, antisexiste et anticapitaliste. Ce procédé n'a pas d'équivalent et bouleverse non seulement le milieu libertaire mais aussi le web qui ne verra l'arrivée des réseaux sociaux que presque 10 ans plus tard.

En France, le réseau se développe d'abord via un site unique. Indymedia France suit les mobilisations altermondialistes mais devient vite compliqué à gérer. Les différentes réalités nationales s'affrontent, ce qui amène des collectifs à ouvrir des Indymedia à vocation locale. Des sites verront le jour à Nantes, Grenoble, Nice, Toulouse, Lille, Paris, en suisse romande... En 2006, Indymedia Paris est la pierre

angulaire du mouvement contre le CPE. En effet, en période de mouvement, la publication ouverte offre une solution pratique : spontanéité et rapidité de l'information, possibilité d'ajouter des commentaires... Malheureusement, les trolls et les divers problèmes de gestion mettront un terme à cette belle dynamique vers 2008. Il faut dire que le modèle Indymedia est insatisfaisant en plusieurs aspects. La publication totalement ouverte qui fait que les articles ne sont pas retouchés (selon la charte d'Indymedia) et la transparence totale de la modération amène à l'infiltration par des personnes armées de mauvaises intentions ainsi qu'à des polémiques diverses qui rendent l'outil de moins en moins appropriable. Fruit de ces critiques, des militants libertaires lyonnais, soucieux de lancer un site local, choisissent de se passer du réseau Indymedia. Ils proposent en 2005

**« Le réseau Mutu constitue une réponse décentralisée et radicale au contrôle de l'information »**

# La charte du réseau Mutu

1. N'importe qui peut se créer un compte et proposer un article.
2. Le collectif de modération propose une relecture, des conseils sur la mise en page et alerte sur des problèmes de syntaxe, de lisibilité et de vocabulaire. L'article produit est le résultat d'une interaction entre auteur et modérateur.
3. Le réseau est pensé comme un espace de rencontre entre diverses luttes et pratiques d'autonomie. Il se veut le lieu d'expression de réflexions diverses et espère construire des liens avec les personnes en lutte.
4. L'objet du réseau est de permettre l'expression de celles et ceux qui luttent pour un changement radical de la société dans un sens émancipateur. Il est fermé aux contributions qui véhiculent des formes de domination liées au sexe, à l'origine sociale ou culturelle, à la couleur de peau, ...
5. Nous réfléchissons à la manière de faire circuler au maximum les articles publiés en travaillant sur l'apparence des sites, les contraintes de lecture, l'utilisation des réseaux sociaux, la manière de rattacher des articles entre eux et la mise en place d'un portail reliant les différents sites du réseau.
6. L'équipe d'animation du site essaie de se maintenir en contact étroit avec le contexte politique local. Le site diffuse une lecture des événements locaux pensée comme une contre-offensive au monopole des médias piégés par leurs accointances économiques et politiques.
7. Relayer l'info locale tout en faisant parti d'un réseau témoigne de notre volonté de mutualiser les ressources, croiser nos expériences de lutte, les mettre en lien et échanger sur nos pratiques.

un nouvel outil : Rebellyon, site modéré par un collectif qui peut retoucher aux articles et travailler sur l'édition du projet. Ce modèle perdure à Lyon et inspire en 2013 l'apparition du même genre de sites à Toulouse, Paris et Tours. Le réseau Mutu est né. Il est rejoint par des collectifs de Rouen, Angers, Brest, Grenoble, Rennes, Limoges, Saint-Étienne, Montpellier, Nancy, Marseille, Reims et essaime en Suisse. Les sites du réseau ont une autonomie locale, mais adhère à une charte générale qui garantit les grandes visées du réseau.

## De Blabla à Dijoncter

À Dijon, un journal libre, indépendant et gratuit - Blabla - naît dans la foulée du mouvement contre le CPE en 2006. L'année suivante, c'est après le premier mouvement contre la LRU qu'un collectif proche de Blabla lance brassicanigra.org, site d'information locale qui s'inspire d'Indymedia mais qui propose un modèle de publication plus proche de Rebellyon. En 2012, après 15

numéros, Blabla cesse de paraître et brassicanigra.org n'est plus alimenté. Changement de temporalité, le site s'essoufflera avant l'émergence du réseau Mutu. Mouvements après mouvements, rencontres après rencontres, le manque d'organe indépendant et coopératif de diffusion d'informations finit par motiver un petit collectif à mettre en place dijoncter.info qui apparaît sur la toile en avril 2018, à l'occasion du mouvement étudiant contre la loi Vidal et de l'occupation de la fac de Dijon. Site du réseau Mutu, Dijoncter.info fonctionne comme tous les autres sites du réseau : les articles sont proposés par toutes sortes de personnes, et sont modérés par le collectif d'animation. Depuis un an, plus de 1000 articles ont été publiés.

Retrouvez la présentation des sites du réseau Mutu, et leurs actualités sur :

<https://reseau mutu.info>

**Participez à Dijoncter :**  
**ouvrez un compte et proposez vos articles !**  
**Toutes les explications sur <https://dijoncter.info>**

**contact@dijoncter.info**

**OCCUPATION  
ÉTUDIANTE**

**RÉSISTANCE  
ANTIFASCISTE**

**GILETS  
JAUNES**

**LUTTE  
SYNDICALE**

**ERRANCE  
URBAINE**

**RENCONTRE  
QUEER**

**EXIL**

**QUARTIER DES  
LENTILLÈRES**

**DÉGÉNÉRESCENCE  
AUTOMOBILE**

**WWW.DIJONCTER.INFO**

**Version Papier - Numéro 1 - avril 2019 - Prix Libre  
Disponible dans tous les lieux dijonnais débranchés**

